

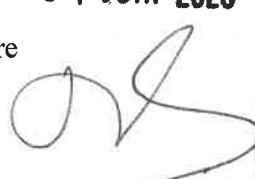
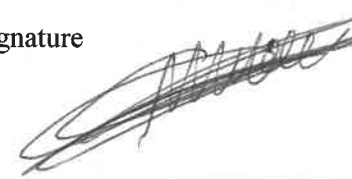



Conseil du jeudi 1^{er} juin 2023

à 9h30

Montpellier Méditerranée Métropole

- **Procès-verbal de la séance du Conseil du ~~30~~ mars 2023**

<p><u>Le Président</u> <u>M. Michaël DELAFOSSE</u></p> <p>Date 01 JUIN 2023</p> <p>Signature </p> 	<p><u>Le(a) Secrétaire de séance</u> <u>Mme Clara GIMENEZ</u></p> <p>Date 01 JUIN 2023</p> <p>Signature </p> 
---	---



Conseil de Métropole

Montpellier Méditerranée Métropole

**Séance publique
du 30 mars 2023**

PROCES-VERBAL

Adoption de l'ordre du jour du Conseil de Métropole du 30 mars 2023

Adoption du procès-verbal du Conseil de Métropole du 2 février 2023

Application de l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales

1. Environnement - Rapport sur la situation de Montpellier Méditerranée Métropole dans la prise en compte des objectifs de développement durable - Année 2022
2. Ressources - Vote en Autorisations de Programmes et Crédits de Paiement - Créations - Révisions - Clôtures - Adoption
3. Ressources - Budget Primitif 2023 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget principal - Adoption
4. Ressources - Budget Primitif 2023 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe parking - Adoption
5. Ressources - Taux d'imposition des taxes directes de Montpellier Méditerranée Métropole pour 2023 - Adoption
6. Ressources - Taux d'imposition de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) pour 2023 - Adoption
7. Cycles de l'eau - Taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations - Fixation du produit 2023 - Adoption
8. Hors commission - Création de l'Agence de Développement et des Transitions - Statuts - Subvention - Autorisation de signature
9. Attractivité - Financement des entreprises - Souscription au fonds d'investissement Occidev de OCCTE - Convention entre la Région Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole - Convention entre OCCTE et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature
10. Hors commission - Contrat de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le syndicat mixte de développement local du Pays Cœur d'Hérault - Autorisation de signature
11. Hors commission - Contrat de réciprocité entre la Communauté de Communes Rhôny-Vistre-Vidourle et Montpellier Méditerranée Métropole - Mise en synergie Med Vallée et Cap Gallargues - Autorisation de signature
12. Environnement - Réseau public de distribution de chaleur renouvelable - Choix du mode de gestion - Approbation
13. Hors commission - Pacte Territorial d'Insertion départemental (PTI) 2022-2025 - Approbation - Autorisation de signature
14. Solidarités - Convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Rapport d'exécution 2022 - Approbation
15. Solidarités - Fonds de Solidarité pour le logement - Actions d'insertion par le logement 2023 - Attributions de subventions à diverses associations et CCAS - Convention - Autorisation de signature
16. Solidarités - Renforcement du "permis de louer" à Montpellier - Extension au Faubourg Figuerolles - Convention de coordination entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Caisse d'Allocations Familiales pour le contrôle de l'application du dispositif - Autorisation de signature
17. Hors commission - Copropriété Les Cévennes à Montpellier - Convention de plan de sauvegarde entre la Métropole, l'État, la Région, le Département et autres partenaires institutionnels - Autorisation de signature
18. Hors commission - Nouveau Projet de Rénovation Urbaine (NPRU) Mosson-Cévennes - Avenant à la charte partenariale de relogement - Autorisation de signature
19. Aménagement durable - Convention d'intervention exceptionnelle sur une partie des espaces extérieurs de la copropriété des Cévennes entre l'administrateur provisoire de la copropriété et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

20. Hors commission - Projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes - Avenant n°1 à la convention partenariale - Autorisation de signature
21. Hors commission - Renouvellement urbain du quartier de la Mosson - Procédure de Zone d'Aménagement concerté (ZAC) sur le secteur Saint Paul - Bilan de la concertation préalable et modalités de participation du public par voie électronique sur l'étude d'impact - Approbation
22. Hors commission - Renouvellement urbain du quartier de la Mosson - Procédure de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Mosson Sud - Modalités de participation du public par voie électronique sur l'étude d'impact - Approbation
23. Aménagement durable - Renouvellement urbain du quartier de la Mosson - Secteur du Grand Mail - Ville de Montpellier - Dossier d'enquête parcellaire complémentaire - Approbation
24. Aménagement durable - Aménagement du carrefour situé entre la RD24E2 et la RM613 sur les communes de Saint Aunès et Vendargues - Demande d'ouverture de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique et de l'enquête parcellaire - Approbation
25. Aménagement durable - Modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Castelnau-le-Lez - Évaluation environnementale - Concertation au titre du code de l'urbanisme - Objectifs poursuivis et modalités de la concertation - Approbation
26. Aménagement durable - Projet de Périmètre Délimité des Abords (PDA) du domaine du château de Bonnier de la Mosson - Commune de Juvignac - Demande d'accord
27. Hors commission - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Nina Simone - Montpellier - Modalités de concertation sur la mise en compatibilité du PLU - Approbation
28. Hors commission - Commune de Montpellier - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Nina Simone - Cession foncière pour la création d'une Académie de Police - Approbation
29. Hors commission - Protocole transactionnel visant à éteindre les obligations de la Métropole vis à vis de la parcelle BL n°267, sise 1322 rue du Pioch de Boutonnet à Montpellier - Autorisation de signature
30. Aménagement durable - Projet de Programme des Équipements Publics (PEP) de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Pompignane à Montpellier - Demande d'avis
31. Hors commission - Commune de Saint Jean de Védas - Zone d'activités économiques Lauze Est - Autorisation environnementale unique du projet - Engagement de l'enquête - Approbation
32. Aménagement durable - Commune de Saint Jean de Védas - Aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Roquefraisie - Cession à l'aménageur des parcelles cadastrées AW n°133f, 136h, 236b et le volume 2 de la parcelle AW n°236d - Approbation
33. Hors commission - Villeneuve-lès-Maguelone - Modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Approbation
34. Aménagement durable - Projet de Périmètre Délimité des Abords (PDA) de l'Église Saint-Étienne - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Demande d'accord
35. Hors commission - Juvignac - Modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme - Approbation
36. Hors commission - Commune de Cournonterral - Construction d'un lycée et aménagement des voiries et espaces publics connexes - Désignation de la Région Occitanie pour conduire la procédure d'expropriation en application de l'article L. 122-7 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique - Approbation du dossier de déclaration d'utilité publique emportant mise en compatibilité du PLU et du dossier d'enquête parcellaire soumis à enquête publique
37. Hors commission - Délégation de Service Public (DSP) Transport Urbain - Avenant n°9 - Autorisation de signature
38. Hors commission - Programme Savoir Rouler à Vélo auprès des élèves de CM2 scolarisés sur le territoire de la Métropole - Attribution de subventions aux communes - Approbation

39. Hors commission - Tramway Ligne 5 - Demande d'enquêtes parcellaires complémentaires et simplifiées - Approbation
40. Aménagement durable - Adhésion au Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema) - Approbation
41. Hors commission - Convention de reversement du produit des Forfaits de Post-Stationnement (FPS) entre la Ville du Crès et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature
42. Aménagement durable - Convention de reversement du produit des Forfaits de Post-Stationnement (FPS) entre la Ville de Pérols et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature
43. Aménagement durable - Modalités de transfert et dédommagement exceptionnel des abonnés du parking des Arceaux vers le parking Pitot-Arceaux - Approbation
44. Hors commission - Attribution de subventions dans la thématique "Mobilités" - Exercice 2023 - Approbation - Autorisation de signature
45. Animation du territoire - Mécénat de compétence - Mise en œuvre du dispositif - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Association Montpellier 2028 Capitale Européenne de la Culture - Autorisation de signature
46. Animation du territoire - Demande de renouvellement du label "Conservatoire à Rayonnement Régional" de la Cité des Arts - Approbation
47. Animation du territoire - Fonds de soutien aux Industries Culturelles et Créatives - Appel à projets 2023 - Modifications du Cadre d'intervention du dispositif et de la charte de fonctionnement des comités de lecture - Approbation
48. Animation du territoire - Appel à projets dans le cadre du Fonds d'Aide à la Diffusion théâtrale et à la Création du Spectacle Vivant - Renouvellement pour l'année 2023, attribution au titre du premier trimestre 2023 et modification d'une attribution 2022- Approbation
49. Animation du territoire - Site archéologique Lattara - Musée Henri Prades - Convention-cadre entre Montpellier Méditerranée Métropole et la DRAC Occitanie pour la création d'un Centre de Conservation et d'Étude des mobiliers archéologiques - Autorisation de signature
50. Animation du territoire - Site archéologique Lattara, musée Henri Prades - Mise en valeur du complexe archéologique - Aménagement d'un parcours archéologique et création d'un Centre de Conservation et d'Etude métropolitain - Modification de la délibération n°M2022-267 - Composition du jury du concours de maîtrise d'œuvre - Approbation
51. Hors commission - Site archéologique Lattara-musée Henri Prades - Convention de partenariat avec l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives (INRAP) - Exposition "Septimanie. Languedoc et Roussillon de l'Antiquité au Moyen Âge" - Autorisation de signature
52. Hors commission - Site archéologique Lattara - Siège épiscopal de Maguelone à Villeneuve-lès-Maguelone - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) pour la réalisation des campagnes de fouilles archéologiques 2023 - Autorisation de signature
53. Animation du territoire - Montpellier Contemporain (MO.CO.) - Modification de statuts de l'établissement public de coopération culturelle - Approbation
54. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Culture" - Approbation - Autorisation de signature
55. Animation du territoire - Ecolothèque - Protocole de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et les communes concernant l'accès au programme ÉcoMétropole dans le cadre du Schéma de mutualisation - Approbation - Autorisation de signature
56. Animation du territoire - Sport de haut niveau - Dispositifs à destination des athlètes de haut niveau - Attribution des aides individuelles - Approbation

57. Animation du territoire - Convention-cadre de partenariat entre la Fédération Française de Natation et Montpellier Méditerranée Métropole - Préparation aux Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 - Mise à disposition de la piscine Olympique Angelotti - Autorisation de signature
58. Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Sports" - Exercice 2023 - Approbation - Autorisation de signature
59. Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Sports" - Trophée Taurin de Montpellier Méditerranée Métropole - Exercice 2023 - Approbation
60. Hors commission - Commission des Concessions - Élections
61. Hors commission - Programme de travail préalable à l'élaboration de la stratégie numérique responsable 2025 - Approbation
62. Attractivité - Marché International des Professionnels de l'Immobilier (MIPIM) 2023 - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la SA3M et la SERM - Autorisation de signature
63. Attractivité - Conventions de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Pôle Emploi Occitanie - Avenants 2023 - Approbation - Autorisation de signature
64. Attractivité - Stratégie d'immobilier d'entreprise - Conventions type d'occupation du domaine public en pépinière et hôtel d'entreprises - Approbation - Autorisation de signature
65. Attractivité - Cité intelligente - Projet HUT - Observatoire de l'Habitat Urbain en Transition - Avenant à la convention de financement entre l'Université de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature
66. Hors commission - Attributions de subventions - Développement économique - Exercice 2023
67. Hors commission - Plateforme de promotion des vins de Montpellier Méditerranée Métropole à Chengdu - Attribution de subvention à l'organisme EUPIC pour l'année 2023 - Convention - Autorisation de signature
68. Hors commission - Convention 2023-2027 pour la réalisation de prestations annexes liées à la défense extérieure contre l'incendie (DECI) entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des Eaux - Autorisation de signature
69. Hors commission - Convention de mandat de facturation, de recouvrement et de reversement de la redevance assainissement collectif entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des Eaux - Avenant n°1 - Autorisation de signature
70. Hors commission - Convention de facturation et de mandat entre la Société SA RUAS, Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des Eaux - Avenant n°1 de transfert - Autorisation de signature
71. Hors commission - Convention de facturation et de mandat entre la société SAUR, Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des eaux - Lot 1 et 2 est et Ouest - Avenants n°1 - Autorisation de signature
72. Hors commission - Convention de raccordement des Communes d'Assas et Teyran sur la station de MAERA entre la Communauté de communes du Grand Pic Saint Loup, Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des eaux - Avenant de transfert - Autorisation de signature
73. Hors commission - Raccordement des eaux usées de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Cambacérès au réseau de collecte - Commune de Montpellier - Avenant à la convention de participation financière - Transfert de la Métropole à la Régie des Eaux - Autorisation de signature
74. Hors commission - Raccordement des eaux usées de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Roquefraisie au réseau de collecte - Commune de Saint Jean de Védas - Avenant à la convention de participation financière - Transfert de la Métropole à la Régie des Eaux - Autorisation de signature
75. Hors commission - Révision du zonage d'assainissement des eaux usées - Démarche, objectifs poursuivis et modalités de concertation - Approbation

76. Cycles de l'eau - Reprise pour la Commune de Clapiers de la compétence production et distribution d'eau potable par Montpellier Méditerranée Métropole - Exploitation du service par la Régie des Eaux - Approbation
77. Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Petit Cycle de l'Eau - Eau potable" - Exercice 2023 - Approbation - Autorisation de signature
78. Hors commission - Zonage pluvial sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Modalités de la concertation préalable - Approbation
79. Cycles de l'eau - Projet de restauration écologique et hydraulique de la connectivité entre les salines et la réserve naturelle de l'Estagnol sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Convention de coopération opérationnelle avec le Conservatoire d'Espaces Naturels (CEN) d'Occitanie - Autorisation de signature
80. Cycles de l'eau - Schéma directeur hydraulique de la Rive Gauche du Lez à Montpellier - Secteur La Baume / Richter - Approbation
81. Cycles de l'eau - Équipements sportifs, culturels ou de loisirs et aménagements associés temporaires installés sur les berges du Lez à Montpellier dans le secteur Antigone / Richter - Dossier d'Autorisation Environnementale - Approbation
82. Cycles de l'eau - Aménagements de protection contre les inondations du Rieumassel à Grabels - Déclaration de projet
83. Cycles de l'eau - Protection rapprochée du quartier du port de Pérols contre les inondations de l'étang de l'Or - Autorisation environnementale du projet d'aménagement - Enquêtes préalables aux autorisations environnementales et de travaux en site classé, à la concession du domaine public maritime et autres procédures administratives - Approbation
84. Cycles de l'eau - Projet Roselières littorales Méditerranéennes - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'ADENA - Autorisation de signature
85. Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Grand Cycle de l'Eau - GEMAPI" - Exercice 2023 - Approbation - Autorisation de signature
86. Hors commission - Desserte d'un bâtiment intercommunal par les réseaux d'eau potable et d'assainissement des eaux usées pour le développement de la consigne de verre pour réemploi - Convention d'offre de concours entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des Eaux - Autorisation de signature
87. Environnement - Convention de partenariat pour la prévention, la réduction des déchets des activités économiques, le développement du tri et l'économie circulaire entre la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature
88. Environnement - Convention de partenariat pour la promotion de la démarche Zéro Déchet entre Montpellier Zéro Déchet et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature
89. Environnement - Festival de la Nouvelle Mode - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et RECYCL'Occ Textile - Autorisation de signature
90. Environnement - Conditions générales de collecte des déchets d'activités économiques assimilables aux déchets ménagers - Redevance Spéciale - Évolution de fonctionnement - Abrogation de la délibération n°12651 du 27 novembre 2014 - Approbation
91. Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la Politique Zéro Déchet et Économie circulaire - Exercice 2023 - Approbation - Autorisation de signature
92. Environnement - Lancement du 3ème appel à projets Zéro Déchet et Économie Circulaire de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation
93. Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Bien-être animal" - Exercice 2023 - Approbation - Autorisation de signature

94. Hors commission - Concession de distribution de gaz - Choix du mode de gestion et négociation du contrat de concession - Approbation
95. Environnement - Concession de distribution publique d'électricité - Choix du mode de gestion et négociation du contrat de concession - Approbation
96. Hors commission - Convention de mise à disposition de la plateforme Bon et Local (Bocal) entre Montpellier Méditerranée Métropole, Pays de l'Or Agglomération, Grand Pic Saint-Loup et Pays Cœur d'Hérault - Autorisation de signature
97. Environnement - Projet Territoire Alimentaire solidaire (TerrAsol) - Accord de consortium mené par la Fédération Régionale des Centres d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural - Autorisation de signature
98. Hors commission - Contrat de réciprocité entre la Communauté de Communes des Gorges Causses Cévennes et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature
99. Hors commission - Attribution de subventions au Centre International de Recherche en Agronomie pour le Développement (CIRAD) et à l'ONG Grdr dans le cadre du Fonds Conjoint Franco-Sénégalais 2022 - Modification - Approbation - Autorisation de signature
100. Hors commission - Attributions de subventions - Politique Agroécologique et Alimentaire - Exercice 2023
101. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Transition énergétique" - Exercice 2023 - Approbation - Autorisation de signature
102. Solidarités - Délégation de compétence d'attribution des aides à la pierre - Avenants 2023 aux conventions signées avec l'État et l'Agence Nationale de l'Habitat - Autorisation de signature
103. Solidarités - Construction de 130 logements sociaux à Castries, Fabrègues, Lattes, Montpellier, Saint-Drézéry et Vendargues - Attribution de subventions à la SA d'HLM FDI Habitat - Conventions - Autorisation de signature
104. Solidarités - Construction de 59 logements sociaux situés dans les Communes de Montpellier et Lattes - Attribution de subventions à la SA d'HLM SFHE / Groupe Arcade - Conventions - Autorisation de signature
105. Solidarités - Construction de 74 logements locatifs sociaux à Montpellier - Attribution de subventions à l'OPH ACM Habitat - Conventions - Autorisation de signature
106. Solidarités - Construction de 23 logements sociaux, résidence Le Diocèse 12 rue des Frères à Pignan - Attribution de subvention à la SA d'HLM CDC Habitat Social - Convention - Autorisation de signature
107. Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Habitat" - Exercice 2023 - Approbation - Autorisation de signature
108. Hors commission - Contrat de ville de Montpellier - Appel à projets 2023 - Attribution de subventions à des associations - Approbation - Autorisation de signature
109. Hors commission - Politique de la ville - Attribution de subventions à des associations dans les thématiques "Cohésion sociale" et "Accessibilité universelle" - Exercice 2023 - Approbation
110. Hors commission - Attribution de subventions dans la thématique "Relations Internationales" - Exercice 2023 - Approbation
111. Hors commission - Organisme Extérieur - Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Prise de participation - Création d'une filiale Société Civile de Construction Vente (SCCV) Ateliers Cité Créative - Autorisation accordée aux représentants de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation
112. Ressources - Définition du cadre de gestion active de la dette et de la trésorerie de Montpellier Méditerranée Métropole - Exercice 2023 - Approbation

113. Hors commission - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Cannabe - Commune de Cournonterral - Garantie d'emprunt à la Société d'Équipement de la Région Montpellieraine (SERM) - Approbation
114. Hors commission - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Garosud et extension - Communes de Montpellier et de Lattes - Garantie d'emprunt à la Société d'Équipement de la Région Montpellieraine (SERM) - Approbation
115. Hors commission - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Extension Eurêka - Garanties d'emprunts à la SERM - Approbation - Autorisation de signature
116. Hors commission - Commune de Saint Jean de Védas - Concession d'Aménagement - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Roque Fraïsse - Garantie d'emprunt à la SERM, concessionnaire - Approbation
117. Hors commission - Attribution de subvention dans le cadre de la thématique "Vivre ensemble" - Exercice 2023 - Approbation - Autorisation de signature
118. Ressources - Achats publics durables - Schéma de Promotion des Achats Socialement et Écologiquement Responsables - Indicateurs de performance - Approbation
119. Ressources - Relations Institutionnelles entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Conventions de services communs - Avenant - Autorisation de signature
120. Ressources - Modifications du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation
121. Ressources - Recours au dispositif d'apprentissage - Modification du tableau des emplois et des effectifs - Approbation
122. Ressources - Modalités d'attribution de la part complémentaire à la filière artistique - Approbation
123. Ressources - Titres restaurant - Seuil relatif à la participation employeur - Modification - Approbation
124. Ressources - Astreinte d'exploitation professionnelle Bâtiment - Modalités de mise en œuvre - Approbation
125. Hors commission - Délégations permanentes du Conseil de Métropole au Président - Approbation
126. Hors commission - Représentations du Conseil de Métropole - Désignations - Approbation
127. Hors commission - Délégation du service public pour la gestion du service extérieur des pompes funèbres et du crématorium - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale (SAEML) SFMA - Tarif Général 2023 - Approbation
128. Hors commission - Organismes extérieurs - Société Publique Locale SA3M - Rapport spécial 2021 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique - Approbation
129. Hors commission - Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale Société d'Équipement de la Région Montpellieraine (SERM) - Rapport Spécial 2021 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique - Approbation
130. Hors commission - Chambre Régionale des Comptes Occitanie - SAEML Transports de l'Agglomération de Montpellier (TaM) - Rapport d'observations définitives - Exercices 2015 à 2021

L'an deux-mille-vingt-trois et le trente mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50 Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales:

Tasnime AKBARALY, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Mylène MIFSUD, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bruno PATERNOT, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER.

Absent(es)/excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Joëlle URBANI.

Secrétaire de séance :

Clara GIMENEZ

Diffusion de La Marseillaise.

Monsieur le Président

Mes chers collègues, bonjour à tous et à toutes. Merci de votre présence pour ce Conseil de Métropole qui a été décalé à ce jour du fait de la mobilisation qui est en cours – y compris pour laquelle certains des agents de la Collectivité dans leur droit le plus légitime et ont fait grève – la manifestation se tenant devant la salle de Conseil, donc nous avons décalé. Merci beaucoup de vous être adaptés. Nous allons donc tenir ce Conseil.

Je veux aussi indiquer que, pour des raisons de sécurité juridique des affaires, nous avons repris des affaires qui avaient été examinées la dernière fois dans l'après-midi. Parfois le quorum était fluctuant, donc on a convenu de tout remettre à plat et de les redélibérer pour assurer la sécurité des actes, ce qui explique un ordre du jour un petit peu plus long que d'habitude.

Je vous propose de passer à l'appel, et ensuite nous commençons tout de suite nos travaux. Madame GIMENEZ.

Clara GIMENEZ procède à l'appel.

Monsieur le Président

Merci. L'appel est clos. Nous avons le quorum. Nous pouvons délibérer.

Monsieur le Président déclare la séance ouverte.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL DE METROPOLE DU 30 MARS 2023

Monsieur le Président

Je vous propose de mettre aux voix l'ordre du jour, qui comporte 130 affaires. Y a-t-il des remarques ? Des oppositions ? Des abstentions ? Des refus de vote ? Adopté.

Monsieur le Président présente l'ordre du jour qui comporte 130 affaires.

L'ordre du jour est adopté à l'unanimité

Pour : 84 voix

ADOPTION DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL DE METROPOLE DU 2 FEVRIER 2023

Monsieur le Président

Approbation du PV du 2 février 2023. Y a-t-il des remarques ? Monsieur MODOT.

Bernard MODOT

Une simple remarque, je l'ai déjà signalé à l'administration. À Lattes, mon voisin Monsieur FOURCADE n'est pas là, mais nous avons la chance d'avoir une opposition constructive, intelligente et respectueuse. Monsieur FOURCADE, quand il n'est pas là, habituellement, il me donne sa procuration. La dernière fois que je suis intervenu, pendant tous les débats, j'ai été appelé « *Monsieur FOURCADE* ». J'aimerais, et l'administration va le corriger, que dans le compte rendu, on note bien que je m'appelle Monsieur MODOT.

Monsieur le Président

Reçu. Cette modification étant évidemment intégrée, je mets le PV aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adopté.

Monsieur le Président soumet à l'approbation des élus le projet du procès-verbal du 2 février 2023.

Le procès-verbal de la séance du février 2023 à l'unanimité.

Pour : 84 voix

APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Monsieur le Président

Synthèse des décisions.

Le Conseil prend acte de la synthèse des décisions.

AFFAIRE N° 1 : ENVIRONNEMENT - RAPPORT SUR LA SITUATION DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE DANS LA PRISE EN COMPTE DES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE - ANNEE 2022

M. M. REYNAUD (avec le pouvoir de M. B. PATERNOT) sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 1. Madame TOUZARD, sur le rapport sur les objectifs de développement durable, année 2022. Madame la Vice-Présidente.

Isabelle TOUZARD

Monsieur le Président, chers collègues, bonjour à tous. Vous avez reçu cette version 2022 du rapport développement durable, qu'on doit adopter en préliminaire à l'adoption du budget primitif chaque année. L'exercice consiste à faire le tour de l'ensemble des Vice-Présidents, des délégations, des pôles pour faire le point sur toutes les actions en matière de développement durable, de les mettre au regard des objectifs de développement durable globaux. Ils sont répartis en cinq grands axes – il y a un cadre défini qu'on doit suivre. Je ne vais peut-être pas, Monsieur le Président, entrer dans le détail de tout. Ce qu'on s'attache à faire à chaque fois, c'est mettre en avant les actions phares qui ont jalonné l'année passée.

Le premier volet, pour la lutte contre le changement climatique. Il a été assez marquant en 2022 avec la mise en place de la Zone à Faibles Emissions (ZFE), mais aussi le plan de sobriété énergétique qui a été adopté au niveau de la Métropole, les avancées que l'on fait sur l'éclairage public. Aujourd'hui, je crois qu'on en est à 50 % des points lumineux de la Métropole passés en LED par exemple. Les opérations d'extinction partielle de l'éclairage public qui s'étend au niveau des communes qui souhaitent s'y engager et que la Métropole accompagne. La mise en place du cadastre solaire par exemple, etc.

Après, au niveau du deuxième axe, qui est celui qui est lié aux ressources naturelles, biodiversité, protection des milieux, là on avance sur la Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A), notamment au niveau de l'action foncière, même si tous les dossiers ne sont pas encore clos. On a mis en exergue de nombreux travaux de protection des crues qui ont pu être réalisés, des poursuites de projets sur la « reuse » (réutilisation des eaux usées traitées) ou le lancement de nouveaux projets, et puis tout le travail aussi qui est fait avec l'Agence locale de l'énergie et du climat (ALEC) auprès des communes pour les économies en eau. C'est une opération qui marche très, très bien, avec quasiment toutes les communes de la Métropole qui sont exemplaires de ce point de vue.

Après, le troisième axe – je vais très vite, je suis désolée, parce que je sais qu'on a un ordre du jour chargé, je me tiens à disposition s'il y a plus de détails demandés – sur la partie plus cohésion sociale, solidarité, différents outils pour cet axe-là. Notamment une nouveauté, c'est l'urbanisme transitoire « *permis d'imaginer* », qui permet à des projets de l'économie sociale et solidaire ou citoyens de voir le jour. L'expérimentation territoire zéro chômeur longue durée. Les axes, les priorités définies pour le plan de prévention et de lutte contre la pauvreté. Tout un plan d'actions en faveur de l'égalité professionnelle au niveau de la Ville et de la Métropole. On peut aussi rappeler le partenariat qui a été établi avec le fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique.

Après, pour le volet économie circulaire, qui est un axe à proprement parler, il y a toute la politique zéro déchet sur laquelle je ne vais pas revenir, menée par François VASQUEZ, et l'adoption du programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés (PLPDMA). On peut souligner aussi, au niveau économique, tout le travail qui a été mené et qui devrait bientôt aboutir pour la création de l'Agence de développement économique, dont un des axes stratégiques phares est justement la transition écologique énergétique des Petites et Moyennes Entreprises (PME) du territoire. Et puis, l'avancement qu'il y a eu au travers des ateliers collaboratifs sur Med Vallée, et des actions autour du tourisme durable. Je signale aussi le schéma de

promotion des achats socialement et écologiquement responsables (SPASER), qui a été adopté aussi l'année dernière.

Avant-dernier axe, c'est la partie épanouissement de toutes et de tous, avec notamment la question de la culture. Je ne reviens pas sur la candidature à Capitale Européenne de la Culture 2028 : bien entendu, on croise tous les doigts, je crois qu'on est bien parti, on est tous optimistes en tout cas. Les actions qui sont faites en faveur du patrimoine auprès des communes de la Métropole. Tout un gros volet sur la rénovation de nos équipements, notamment sportifs. En interne à la collectivité, les formations qui ont été faites pour la prévention des risques à destination des agents d'entretien, et tout le travail qui a été fait au niveau du pôle ressources humaines, au niveau de commissions de prévention de maintien en emploi.

Enfin, pour finir, le volet participatif. Le Conseil de développement qui a été créé en 2021 a vraiment fait de nombreux travaux et des rapports en 2022. Les conseils citoyens, qui ont été mis en place dans le cadre de la politique de la ville. L'élaboration du projet d'administration, qui a été lancé dans le cadre de la nouvelle réorganisation.

À chaque fois, sur chacun des axes, on met en exergue la partie exemplaire de la Collectivité ; je pense que j'ai dit le principal.

Monsieur le Président

Merci Madame la Vice-Présidente. Est-ce qu'il y a des questions, des remarques ? Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN

Monsieur le Président, chers collègues, bonjour. Je ne vais pas rentrer dans le détail de cette délibération : vous le savez, en matière d'écologie, nous pointons régulièrement vos contradictions. En revanche, il y a un point qui n'est pas à l'ordre du jour de ce Conseil, mais qui me semble directement lié à cette affaire, qui est la question de la ZFE, la catastrophique et cacophonique ZFE, aujourd'hui en place sur notre territoire...

Monsieur le Président

Madame DOULAIN, je vous demande de rester sur l'ordre du jour. Si vous avez des questions à poser sur le rapport ou si vous vous exprimez sur le rapport, il n'y a pas de problème. Mais c'est sur l'affaire à l'ordre du jour.

Alenka DOULAIN

Très bien. Du coup, je crois qu'on ne peut pas se féliciter de la manière dont la ZFE est présentée dans ce rapport, qui me pose évidemment problème...

Monsieur le Président

Non mais Madame, nous traitons de l'ordre du jour. Il y aura d'autres temps d'ailleurs sur la ZFE dans les Conseils de Métropole, mais là c'est sur le rapport. Est-ce que vous avez des questions ou des points à affirmer ? Sinon je donne acte et nous passons à l'examen du budget.

Alenka DOULAIN

Si vous voulez, mais j'y reviendrai tout à l'heure sur les affaires qui concernent le budget. Je crois que sur les questions de mobilités aujourd'hui...

Monsieur le Président

Merci de rester sur l'ordre du jour. Je propose de prendre acte du rapport...

Le Conseil prend acte.

AFFAIRE N° 2 : RESSOURCES - VOTE EN AUTORISATIONS DE PROGRAMMES ET CREDITS DE PAIEMENT - CREATIONS - REVISIONS - CLOTURES - ADOPTION

Monsieur le Président

Je vous propose de passer à l'examen du budget et de donner la parole à Monsieur CALVAT.

Renaud CALVAT

Merci Monsieur le Président. Avant d'aborder l'examen du budget, lors de chaque vote sur le budget nous devons d'abord voter l'état des lieux des Autorisations de Programmes et Crédits de Paiements (APCP) de l'année en cours. Ils vous ont été remis avec l'ordre du jour. Vous avez de nouvelles APCP qui sont créées, pour des ressourceries, le confortement des berges du Lez, le Rieutord, la ligne 3 du tramway. Vous avez des APCP qui sont révisées à la hausse, les lignes de Bustram que nous allons réaliser, et puis les APCP qui sont clôturées, c'est normal puisque le projet a été achevé. La règle comptable veut que ces APCP soient transmises à l'Assemblée le jour du vote du budget pour mise à niveau.

Monsieur le Président

Y a-t-il des demandes de prise de parole sur ce dossier ? Allez-y Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN

Merci Monsieur le Président. Vous le savez, les APCP sont toujours très révélatrices des priorités d'un exécutif. Ce que je voudrais aujourd'hui pointer, c'est davantage une ligne qui pour moi n'est pas mentionnée dans ce document et qui pose un vrai problème. Une ligne qui n'est pas assumée par votre majorité et qui est celle du financement du nouveau stade par de l'argent public. Je ne vais pas revenir sur l'absurdité de ce nouveau stade, alors que nous en avons déjà un, sur l'absurdité lié au fait qu'on va mettre un nouvel équipement bétonné sur une zone...

Monsieur le Président

Mais, Madame, nous vous demandons de vous exprimer sur l'affaire inscrite à l'ordre du jour ! C'est-à-dire les AP et les CP qui sont inscrits. Est-ce que vous avez sur cela soit des positions à faire valoir, sur ces inscriptions, ou des questions à poser auprès de Monsieur le Vice-Président aux finances ?

Alenka DOULAIN

J'ai une question sur le fait que, pour moi, il y a une ligne qui manque aujourd'hui à cette délibération, parce que vous n'assumez pas, ça pose un problème démocratique et de validation par cette Assemblée métropolitaine de certaines dépenses publiques sur des projets qui engagent notre territoire.

Je vais vous expliquer ce que c'est un Conseil de Métropole : c'est que ça peut être intéressant si on peut aussi s'exprimer, si l'ensemble des conseillers présents peuvent participer...

Monsieur le Président

Non, mais, Madame, Madame...

Alenka DOULAIN

Je vous explique. En fait, une à deux fois par mois, vous devez répondre aux questions de l'ensemble des conseillers métropolitains...

Monsieur le Président

Madame DOULAIN, il y a un ordre du jour...

Alenka DOULAIN

Ça s'appelle la démocratie métropolitaine....

Monsieur le Président

Non, non, la démocratie, c'est... Comme le disait Karl MARX : « *la procédure, c'est le meilleur allié de la démocratie* ». C'est sur la base d'un ordre du jour que les interventions se tiennent et c'est dans le respect de cet ordre du jour. Madame BORNE par exemple a proposé une question en fin de séance que nous aborderons. Si vous avez des questions, et vous avez un temps de parole de 5 minutes, sur les APCP. Mais vous n'inscrivez pas vos questions à l'ordre du jour, y compris par respect pour l'ensemble des collègues. Au demeurant, il y a un travail en commission où des choses peuvent être apportées. Mettre des débats sur la place publique, c'est votre droit le plus absolu, mais la règle, c'est de s'exprimer sur les affaires en lien avec l'ordre du jour. Si vous avez une question ou une remarque sur les APCP inscrites, vous pouvez. Si vous voulez intervenir sur tout autre sujet, soyez respectueuse des collègues de l'Assemblée et on s'en tient à l'ordre du jour.

D'autres interventions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Abstentions : 3 voix

Se sont abstenus : M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Isabelle MARSALA, M. Philippe SAUREL.

AFFAIRE N° 3 : RESSOURCES - BUDGET PRIMITIF 2023 DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - BUDGET PRINCIPAL - ADOPTION

Mme S. JANNIN (avec le pouvoir de Mme. P. MIRALLES), MM. C. MEUNIER, M. REYNAUD (avec le pouvoir de M. B. PATERNOT) et B. TRAVIER entrent en séance.

Mmes A. DOULAIN et C. OLLIER sortent définitivement de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 4. Monsieur CALVAT, maintenant sur la présentation du budget primitif.

Renaud CALVAT

Nous allons, Monsieur le Président, prendre un peu de temps pour parler du budget primitif, puisque l'ensemble des dépenses réalisées par la Métropole ne sont pas inscrites en APCP, seule une petite minorité d'ailleurs sont inscrites en APCP, mais vous retrouvez l'ensemble des dépenses proposées dans le budget primitif. Ce budget primitif, vous le savez Monsieur le Président, nous en avons longuement débattu ici lors du rapport d'orientations budgétaires du mois dernier, s'inscrit dans un contexte difficile. Tout le monde en a longuement parlé, les conséquences de la crise énergétique. La conception du budget par les services n'a pas été simple et je veux ici remercier l'ensemble des Vice-Présidents, remercier tous les services de la Métropole, parce que nous vous proposons un budget 2023 extrêmement ambitieux, et cela a nécessité le travail de beaucoup d'agents et l'investissement de l'ensemble des Maires et des Vice-Présidents que je veux saluer ici.

Ce budget marque aussi une forme d'optimisme, parce que nous commençons à voir maintenant, Monsieur le Président, le résultat de nos actions, de nos politiques, en faveur du développement économique. Ça a été un marqueur fort ici. Vous le savez, la principale fiscalité de Montpellier Méditerranée Métropole provient de la fiscalité économique. Nous accompagnons le tissu économique depuis 3 ans fortement, et nous en voyons les premiers résultats. Un chiffre, le versement mobilité – j'en reparlerai si vous me le permettez Monsieur le Président tout à l'heure, parce que je veux vraiment faire un focus sur ce sujet-là – nous avons une augmentation en 2023 de 10 millions d'euros du versement mobilité – c'est la taxe que paient les entreprises de plus de 10 salariés. Nous dépassons les 115 millions d'euros aujourd'hui en recette sur le versement mobilité. Ce versement est une recette vertueuse, puisqu'obligatoirement elle est affectée à de la mobilité collective. Ce qui veut dire qu'aujourd'hui l'ensemble des dépenses de fonctionnement de la TaM, gratuité comprise, est financé par cette juste redistribution des richesses produites sur le territoire par les entreprises. C'est le résultat des bonnes relations que nous avons avec les chambres consulaires, avec la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI), avec les organisations représentatives des entreprises. Aujourd'hui, 10 millions d'euros de recettes supplémentaires en plus provenant du versement mobilité, c'est autant de redistribution que nous menons vis-à-vis des habitants de la Métropole avec la gratuité des transports dans la Métropole – Madame FRÊCHE va y revenir dans quelques minutes. Elle est en fonctionnement totalement financée par le versement mobilité.

En revanche, Monsieur le Président, il y a de quoi se réjouir sur le dynamisme économique de notre territoire, mais quand même, des difficultés à venir – nous en parlons souvent avec Monsieur VASQUEZ. La question des déchets est cruciale. L'exportation de nos déchets, la fermeture du casier de Castries sans solution alternative à ce jour entraîne aujourd'hui une dépense exponentielle. Le coût de gestion de nos déchets dans la Métropole est bien plus élevé que dans les métropoles comparables, parce que nous n'avons pas de solutions alternatives, ce qui rend encore plus indispensable la mise en œuvre de nos actions en faveur des biodéchets. Mais Monsieur VASQUEZ en parlera dans quelques minutes.

Vous voyez le budget. À la demande du Président, vous commencez à en avoir l'habitude, nous vous présentons un budget en comptabilité analytique, pour bien mettre en œuvre les priorités de nos politiques publiques. Sur un budget de 1,5 milliard d'euros que nous vous proposons en 2023, près de 1 milliard d'euros

sont affectés en investissement et en fonctionnement directement à nos politiques publiques, avec un taux proposé d'investissement jamais atteint dans notre Métropole : 456 millions d'euros proposés en investissement, 150 millions d'euros pour le personnel et 380 millions d'euros de dépenses pour faire fonctionner les services publics de la Métropole. Chaque Vice-Président va vous présenter dans quelques minutes le détail de ces chiffres-là – investissement, fonctionnement, dépenses de personnel affectées aux politiques publiques. En dépenses, on peut affecter de l'argent à des politiques publiques, il faut aussi des femmes et des hommes – et ils sont remarquables à la Métropole, Monsieur RAYMOND je vous le dis ici – nous avons souhaité affecter ces dépenses de personnel aux politiques publiques. Souvent, il n'y a pas de médiathèques sans médiathécaires, donc il faut pouvoir avoir une meilleure lisibilité sur les affectations de dépenses de fonctionnement.

Je vais rentrer dans le détail de ces 986 millions – puisqu'après vous avez des dépenses non affectées, des dépenses d'ordre, des remboursements, le capital, enfin les intérêts à rembourser, le capital. Ce qui est vraiment intéressant, c'est comment nous répartissons ce milliard d'euros affectés aux politiques publiques de la Métropole : là vous voyez les priorités de notre Collectivité. L'affectation première dans notre budget, pour plus de 305 millions d'euros cette année, investissement, fonctionnement, masse salariale comprise, concerne les mobilités douces, alternatives, décarbonées, collectives. 31 % du budget de notre Métropole. 169 millions pour les mobilités routières, plus traditionnelles. Là vous voyez vraiment la priorité. L'attractivité du territoire, le développement économique, l'accompagnement, l'innovation de nos entreprises : 58 millions d'euros, ce qui correspond à 6 % de notre budget. La gestion des milieux aquatiques, les risques majeurs, la protection de nos populations : nous allons investir, cette année nous vous proposons d'y affecter 35 millions d'euros. Le deuxième point majeur concerne l'environnement, l'agroécologie, la gestion de nos déchets – on en a parlé il y a quelques instants – pour plus de 155 millions d'euros, soit 16 % du budget de la Métropole. Un marqueur fort aussi, et on en parle souvent en ce moment avec Montpellier Capitale Européenne de la Culture, on est tous très mobilisés : plus de 13 % du budget de notre Collectivité est consacré à la culture et aux sports, ce qui correspond à 127 millions d'euros, Monsieur le Président, qui seront affectés aux politiques culturelles et sportives dans notre Métropole en 2023, si le budget est voté. La solidarité avec les communes et les habitants : 64 millions, 6 %. Pour faire tourner tout cela, des fonctions supports bien gérées : 73 millions, donc 7 % de ce presque 1 milliard d'euros de dépenses affectées aux politiques publiques. Vous voyez bien des fonctions supports réduites. Chaque euro est dépensé utilement pour le service public et pour nos priorités.

Nous allons maintenant rentrer dans le détail, et pour cela nous allons commencer par la première des priorités qui concerne justement ces fameux 305 millions concernant les mobilités alternatives et décarbonées. Je vais passer la parole à Madame la Vice-Présidente. Madame FRÊCHE. Vous connaissez maintenant la règle : vous avez la Programmation Pluriannuelle d'Investissement (PPI), nous inscrivons dans une démarche pluriannuelle, et ce que nous allons faire cette année en investissement, en fonctionnement, en intégrant la masse salariale, les agents qui sont au cœur de nos politiques. Madame FRÊCHE, je vous passe la parole.

Julie FRÊCHE

Merci Monsieur le Vice-Président. Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les élus. Effectivement le budget mobilités représente 31 % du budget de la Métropole, soit un investissement et un fonctionnement de 305 millions d'euros. 2023 est une grande année pour les mobilités : le 21 décembre, ça sera la gratuité intégrale, ce qui fera de Montpellier Méditerranée Métropole la plus grande métropole en Europe à rendre intégralement gratuits tous ces transports publics. Ce sera également l'année de la pose des premiers rails de la ligne 5 de tramway à l'été 2023, et le recrutement des premiers effectifs de la police métropolitaine des transports qui, à effectif complet, sera la première police métropolitaine des transports de France. Beaucoup de projets pour une mobilité douce, active et décarbonée. 99 millions d'euros pour les dépenses de fonctionnement, qui sont constituées en grande partie de dépenses d'exploitation du réseau de transport dans le cadre de la délégation de service public. Un investissement en 2023 à hauteur de 202 millions d'euros, qui concerne plus particulièrement le tramway (la ligne 5, l'extension de la ligne 1, le doublement de la ligne 3), le projet bustram, les vélolignes montpelliéraines et les espaces publics, parce que les mobilités c'est aussi le réaménagement urbain des villes et communes de la Métropole.

Renaud CALVAT

Merci beaucoup. Tous les éléments et le diaporama vous seront transmis. A côté de ces investissements forts pour les mobilités décarbonées, je passe la parole à Monsieur LAFFORGUE qui va nous présenter le budget qu'il nous propose pour la voirie.

Frédéric LAFFORGUE

Monsieur le Président, Monsieur le Vice-Président. 2 270 km de voirie, espaces verts et ouvrages d'art. Une PPI de 483 millions pour une mobilité routière plus sûre et concertée. Budget de fonctionnement de 2023 : 53 millions d'euros, qui se répartissent ainsi : 18 millions entre l'entretien, la maintenance hors nettoyage, le nettoyage au niveau des pôles et de Montpellier 30 millions d'euros, et au niveau du personnel 22 millions, soit 497 agents – dont je salue le travail au quotidien sur la Métropole.

Ensuite, de manière plus précise, sur l'investissement 2023, 48 millions qui vont être répartis sur les six pôles territoriaux. Sur les mobilités actives, 15 millions d'euros qui vont être dans les aménagements de pistes cyclables. Je vous donne quelques exemples : la V70 véloligne entre Saint Geniès des Mourgues et Castries, la véloligne D entre Saint-Brès et Baillargues, la vélo-ligne 10a pour la piste cyclable entre Saint-Gély-du-Fesc et Montpellier, qui relie tout le nord de Montpellier, vélo-ligne 1 Montpellier Sabines-Fabrègues, vélo-ligne 10b Montferrier-sur-Lez-Agropolis, la vélo-ligne 4a pour la passerelle de Pérols jusqu'à Carnon. Quelques principales opérations structurantes : le giratoire RM5 à Pignan pour 1,2 million, la RM5 recalibrage de la desserte du lycée de Cournonterral pour 0,3 million d'euros, la RM66 qui va rejoindre l'Aréna et la reprise de chaussée pour 0,6 million d'euros, la RM612 pour l'entrée ouest de Montpellier-Saint Jean de Védas pour 1,2 million d'euros, la RM5 pour le giratoire de Villeneuve-lès-Maguelone pour 1,1 million d'euros, et enfin la sécurisation du secteur des Closades à Clapiers pour 0,9 million d'euros, répartis sur tout le territoire.

Renaud CALVAT

Merci beaucoup Monsieur le Vice-Président. Comme je l'ai dit en début de ma présentation, pour pouvoir redistribuer les richesses produites dans notre territoire, il faut soutenir l'activité économique. Je vais passer la parole à Madame EMAD. Je vous passe la parole, Madame la Vice-Présidente, pour nous présenter les actions que nous allons mettre en œuvre et le budget que nous allons affecter à l'attractivité du territoire et au développement économique.

Hind EMAD

Merci Monsieur le Vice-Président. Monsieur le Président, chers collègues. Effectivement cette année encore la Métropole joue pleinement son rôle de défense du territoire et du développement économique sur ce territoire. Les 54 millions d'euros pour soutenir l'activité se répartissent comme vous pouvez le voir sur la slide. Mais il faut aussi dire que depuis 3 ans nous menons une véritable stratégie autour du soutien des filières clés de notre territoire : le numérique, la santé à travers Med Vallée, les Industries Culturelles et Créatives (ICC) et bien évidemment le vin et les énergies renouvelables. Ce sont des filières stratégiques et nous avons embarqué l'ensemble des acteurs économiques. L'investissement fort est un signal qui permet justement de les mettre en confiance et d'accompagner leur développement, mais cela ne se fait pas sans des axes prioritaires tels que la souveraineté, la relocalisation, la transformation, tout ce qui est autour de la transition, la transformation des modèles économiques liés à cette transformation, et évidemment le rayonnement. C'est pour cela qu'on a mis une part du budget autour du tourisme, au-delà de notre candidature à la Capitale Européenne de la Culture. Nous rayonnons à travers le sport, la culture, et tout cela favorise le développement économique de nos acteurs et bien évidemment la transition écologique qui va amener l'ensemble du territoire à s'équiper et à faire travailler nos acteurs. Tout cela démontre l'investissement, l'engagement et surtout l'esprit collectif qui va marquer ce mandat, autour d'un partage des ambitions, des actions, avec l'ensemble des territoires. Tous ces investissements que vous avez avec les chiffres détaillés et les frais de fonctionnement vont nous donner une véritable force de frappe pour pouvoir amener le territoire à un rayonnement national et international. Merci pour votre écoute.

Renaud CALVAT

Merci beaucoup. Si vous me permettez, Madame la Vice-Présidente, j'associerai aussi Madame GIMENEZ, parce que le développement économique est totalement lié à l'action de solidarité. Ce qu'on a fait l'année dernière, on le renouvellera cette année : ce sont des clauses dans nos marchés publics pour des publics prioritaires ; ces 384 000 heures de clause d'insertion sur les marchés. Ça, c'était l'année dernière, et encore plus, Madame GIMENEZ, cette année. Donc c'est dire si, le développement économique et l'action de solidarité, nous menons les deux de front. Merci. Je me suis permis, Madame GIMENEZ, de le rappeler lors de la présentation de notre budget.

Ce territoire, il est magnifique, il crée de l'activité. Mais il est aussi fragile, il faut le protéger. Nous allons aussi affecter une partie de notre budget à la gestion des risques majeurs et à la préservation des milieux aquatiques. Je passe la parole en duo à Madame NEGRET, ensuite à Monsieur REVOL. Madame NEGRET,

la parole est à vous.

Véronique NEGRET

Merci beaucoup. Effectivement, vous avez les principales masses sous les yeux. 22 millions en fonctionnement ; dans ces 22 millions, on compte quand même 18,5 millions de contribution au SDIS.

Je reviens sur les principales missions, parce que je veux attirer votre attention là-dessus. Souvent on limite les missions du service GEMAPI à la protection contre les inondations. Alors évidemment c'est une grosse partie des missions, mais le service ne fait pas que ça, loin de là. Il veille aussi à restaurer et préserver les milieux aquatiques et à intégrer la prise en compte du risque inondation dans l'aménagement du territoire. En fait il est associé au travail qui est fait sur les documents d'aménagement du territoire et d'urbanisme, comme par exemple le PLUi.

La PPI d'abord est estimée à 80 millions d'euros, ce qui est plus que ce qui constituait l'estimation plus tôt dans le mandat – on en reparlera tout à l'heure à travers la taxe GEMAPI. En fonctionnement, 22 millions, avec comme je vous le disais une contribution au SDIS de 18,5 millions. Ça ne fait que 3,5 millions de fonctionnement pour le service en fait. L'investissement de 10 millions. Là vous pouvez retrouver des exemples de protection contre les inondations, mais aussi d'actions qui sont menées sur les milieux pour les rendre plus résilients aux défis du dérèglement climatique qui nous attend et qui est déjà là. Merci.

Renaud CALVAT

Merci beaucoup Madame la Vice-Présidente. Nous avons souhaité, en accord avec le Vice-Président, avec René REVOL, que même si aujourd'hui il n'y a pas de vote sur le budget de la Régie des eaux, puisque c'est une entité autonome avec un budget à part, c'est légitime, néanmoins il était important de pouvoir présenter au Conseil de Métropole l'action et le pré-budget de la Régie. Monsieur REVOL, je vous passe la parole pour nous parler du petit cycle de l'eau géré par la Régie des eaux.

René REVOL

Merci beaucoup. Chers collègues, très rapidement. Nous sommes à la mi-mandat. La feuille de route que nous nous étions donnée il y a 3 ans consistait à faire que la Régie à cette étape soit renforcée et puisse intégrer l'assainissement. Cela est vrai depuis le 1^{er} janvier. La mise en place d'une tarification écologique et sociale, c'est fait depuis le 1^{er} janvier. Le lancement du marché de MAERA, c'est en cours et ça sera fait cette année. La fin de l'usine Valédeau. Je passe bien sûr sur les travaux gigantesques qui ont été engagés en partenariat avec la TaM et la Métropole pour le réseau d'eau à l'occasion des travaux pour le tram, ce qui fait que nous avons un rendement d'eau qui a bondi et que nous sommes maintenant à 86 % de rendement alors que nous étions à 79 il y a 7 ans.

Si vous regardez effectivement sur le plan purement comptable, on ne peut pas additionner ces budgets, mais sur le plan analytique et politique, on doit les additionner. Si vous prenez le petit cycle de l'eau, on a une PPI qui se situe à 371 millions d'euros. Vous rajoutez les 80 millions d'euros du grand cycle de l'eau et vous avez 450 millions d'euros d'investissements, c'est-à-dire que c'est le deuxième budget dans la PPI après les mobilités. Je pense qu'en ce jour où, au plus haut sommet de l'État, on parle enfin du Plan eau, qui était sorti du sommet sur l'eau de 2019, il est important que notre Métropole montre l'exemple et soit en avance à ce sujet.

En gros, sur le budget 2023 proprement dit, nous sommes à 58 millions d'euros de budget de fonctionnement. A chaque fois, c'est autour des deux-tiers pour l'assainissement, un tiers pour l'eau potable – vu la nature c'est tout à fait logique. On a un peu augmenté le budget de l'eau à cause de la hausse des prix pour un certain nombre de traitements, mais également parce qu'il y a l'intégration de Murviel-lès-Montpellier en plus, qui modifie le périmètre. Pour l'assainissement, il faut noter le résultat : nous avons un budget de fonctionnement qui est à l'identique, alors que l'inflation frappe aussi l'assainissement comme les autres. En termes d'investissement, ce sera une année phare : sur les 300, c'est 91 millions d'euros d'investissement, avec naturellement les deux tiers sur MAERA, qui démarre très fort. Nous restons toujours avec une proportion très importante de renouvellement des réseaux, qui joue un rôle décisif. Idem pour l'eau potable. Nous aurons à la fin de l'année la possibilité d'inaugurer l'usine de Valédeau qui sécurise complètement l'accès en eau pour Montpellier.

N'oublions pas que la Métropole – on y a tous tenu et moi particulièrement – demeure l'autorité organisatrice. Je salue l'équipe qui s'est instituée depuis le début février, dont on est très satisfaits, qui pilote cette autorité

organisatrice, avec des actions menées en propre par la Métropole, même si c'est parfois la Régie qui les assure au nom de la Métropole, parce que ce ne sont pas des compétences transférables.

Je tiens ici à signaler la question de la défense incendie, alerter par là-même mes 30 autres collègues Maires en leur disant que sur les 12 mois qui viennent, je viendrai les voir les uns après les autres, parce qu'il faut absolument que notre réseau s'améliore, se développe, soit surveillé, soit connu. On va investir 1 million d'euros cette année sur la défense incendie. Il n'y a pas mieux que les communes pour suivre le détail de ce réseau.

Il y a bien sûr toute une série d'autres actions : l'animation, la mise en place du forum de l'eau et bien sûr, action à laquelle nous tenons beaucoup avec Madame HART, la coopération décentralisée. Je vous remercie.

Renaud CALVAT

Merci beaucoup Monsieur le Vice-Président. Nous allons entrer dans le sujet majeur, le point de vigilance aujourd'hui et pour les prochaines années, dans le cadre de notre politique en faveur de l'environnement. Je vais passer la parole immédiatement au Vice-Président François VASQUEZ, parce que c'est un vrai point de vigilance pour ce budget, et encore plus pour les budgets à venir. Aujourd'hui, ce point de vigilance justifie encore plus l'ensemble des politiques que nous mettons en œuvre dans la Métropole pour la gestion de nos déchets. Monsieur VASQUEZ, je vous donne la parole.

François VASQUEZ

Chers collègues, bonjour. Nous avons donc cette feuille de route du zéro déchet, dont nous avons déjà beaucoup parlé, voté d'ailleurs à l'unanimité la stratégie. Vous voyez une partie des chiffres pour ce qui est du fonctionnement 2023 avec la collecte, les coûts sont affichés en face : 23 millions pour la collecte ; le tri et la valorisation, c'est 25 millions ; les biodéchets et le compostage, on est en fonctionnement, ce sera 2 millions ; l'élimination des ultimes, que vous voyez grimper, c'est là notre point de préoccupation ; et les sommes allouées à la prévention et à l'économie circulaire, 2 millions. Un coup d'œil tout de suite sur les investissements : des réhabilitations de déchèteries, 1 million ; l'acquisition d'équipements de pré-collecte ; la mise en place de la collecte des biodéchets en points d'apport volontaire, qui sera l'un des grands sujets, puisque c'est le début de notre déploiement des points d'apport volontaire pour la collecte des biodéchets ; l'acquisition de véhicules ; des travaux aussi sur les ressourceries.

Le point principal – je vais être bref parce qu'on a beaucoup de points à voir ensemble aujourd'hui – de notre année, c'est bel et bien le déploiement de la stratégie des biodéchets, qui va se faire sur 10 communes, où nous allons mettre en place tous les moyens pour extraire ces biodéchets, qui représentent presque la moitié de la poubelle grise, au minimum 40 %. Il faut les extraire impérativement si nous ne voulons pas avoir des désagréments financiers colossaux. On va mettre tous les moyens, c'est-à-dire que dans les 10 communes, pour le dire rapidement, on va avoir besoin du soutien – mais ça je n'en doute pas un instant – de tous les Maires, qui sont déjà très volontaires, des 10 communes qui vont voir le déploiement de points d'apport volontaire de biodéchets et de solutions de compostage, de compostage collectif, de résidence individuelle. Ces 10 communes sont des communes à tendance – si j'ose dire – un peu plus rurale, plus facile au niveau du compostage. Nous n'allons pas mettre en place sur ce plan-là un porte-à-porte. Pourquoi ? Parce que là sinon ce serait « *ceinture, bretelles, plus sur-bretelles* ». Donc on aura une efficacité avec les points d'apport volontaire et les points de compostage.

Par contre, nous ne pourrions pas réussir ce défi sans une communication, une information, une sensibilisation extrêmement complète, importante. Bien sûr il y aura la force de frappe de la communication de la Métropole, mais aussi la communication des Mairies pour que chacun fasse passer ces informations à nos administrés, pour que tout le monde puisse jouer le jeu. Je rappelle très succinctement qu'une politique de déchets réussie, ce sont des outils, une fréquence de collecte et une communication. Les outils en l'occurrence ce sera la distribution, notamment pour ces 10 communes, de bio-seaux ajourés avec des sacs kraft. Nous avons pris les

meilleurs outils pour collecter les biodéchets. C'est ce qui se fait de mieux pour avoir un résultat avec le minimum, disons pas de nuisance du tout. On peut le dire : on peut garder dans sa cuisine ces bio-seaux puisqu'ils sont ajourés avec le kraft. Nous expliquerons ce mode de fonctionnement qui permettra à chacune et chacun d'isoler les biodéchets, les restes alimentaires, et de les déposer ensuite soit dans un composteur, soit dans un point d'apport volontaire qui sera collecté avec une fréquence suffisante – pour les craintes que certains pourraient déjà s'imaginer. Nous mettrons les fréquences en relation avec ce type de déchets. On va mettre vraiment tous les moyens pour la réussite. Là on sera sur environ 35 000 habitants pour ces 10 communes. Après, le relais se fera bien évidemment pour l'année prochaine sur l'intégralité de la Métropole et la Ville de Montpellier. C'est un défi capital. Je veux souligner que ce défi que nous posons sur la table est unique en France. Personne n'a mis tous ces moyens pour collecter les biodéchets. Ce que nous planifions, ce sont des moyens exceptionnels sur une partie de 2023 et 2024.

Alors voilà, tous les outils, on espère les avoir avec les contrats. Vous savez qu'il y a des problèmes de distribution, des problèmes de matériaux, il y a beaucoup de soucis qui viennent grever la politique des déchets. Mais notre principal souci à nous, il est financier parce que, si on n'arrive pas à extraire nos biodéchets de façon conséquente, c'est-à-dire les 15 à 20 000 tonnes avant 2025, je crains que la facture ne soit trop salée pour les deniers de notre Métropole. Merci.

Renaud CALVAT

Je vous remercie. J'attire vraiment l'attention de l'ensemble des maires et des collègues de notre Institution. Vous voyez le chiffre d'élimination des déchets ultimes dans les transports : 22 millions. Ce chiffre, si nous ne faisons rien, ne peut qu'augmenter. On n'est pas sur quelques dizaines de milliers d'euros, là nous parlons de millions d'euros. Cette dépense-là est le fruit de décisions prises avant l'arrivée de cet exécutif, mais on l'assume, c'est ainsi, on n'a pas d'autre solution. Mais ce chiffre-là ne peut qu'augmenter.

Je vous rappelle chers collègues que ça ne sera pas anodin, parce que la Cour des comptes ne nous autorise plus à financer les déchets par le budget général. Nous avons déjà une Taux d'imposition de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) parmi les plus élevées du pays. Nous ne pourrions pas prendre sur le budget général pour financer la non-gestion de nos déchets, parce que certains pourraient avoir tendance à dire « *ah ben on le prend sur le général, on fait un service public en moins, une piscine en moins, etc., ça ne se voit pas, on vient financer des déchets* » : non. La Cour des comptes demande à ce que la recette sur les déchets finance le déchet. Si pendant quelques années on a pu masquer cette difficulté-là en cofinçant les déchets par le budget général, ça n'est plus possible. Il faudra que la recette de la taxe d'enlèvement d'ordures ménagères finance la dépense. Chaque décision qui sera prise ici aura un impact sur la taxe foncière de nos concitoyens. Voilà l'alerte que donne Monsieur VASQUEZ, le Président et moi financièrement, elle est réelle. Nous devons réussir cette politique de réduction de nos déchets.

Je tenais à le dire, Monsieur le Président, avec un peu de fermeté, de gravité, parce que de plus en plus aujourd'hui, la loi affecte nos recettes. Si nous avons des versements mobilisés financés par les entreprises qui nous permettent de financer le transport et la gratuité, ce sont les citoyens qui payent la taxe d'enlèvement d'ordures ménagères, les familles. Si nous n'arrivons pas à mettre en place notre projet, la facture de 25 millions d'euros qui va prendre 5 millions d'euros de plus dans 3 ans, liés à la fermeture de Castries sans solution alternative, ce seront aussi nos concitoyens qui vont la payer.

Je vais passer la parole s'il vous plaît à Madame TOUZARD, parce que c'est tout aussi important. Vous savez que notre Métropole se veut être une métropole agricole, avec un territoire plus résilient. Je vous passe la parole, Madame la Vice-Présidente.

Isabelle TOUZARD

Merci Monsieur le Vice-Président. Je vais vous présenter à la fois le budget qui concerne la politique agroécologique et alimentaire, mais aussi plus globalement la question de la transition énergétique et le plan climat, parce que je suis sur différentes délégations qui sont rassemblées ici. Au global, il faut rappeler qu'à la PPI, et vraiment c'est un beau geste, il y a 50 millions d'euros qui sont prévus pour les zones agricoles et naturelles, notamment pour investir notamment au travers de l'action foncière, pour l'agroécologie, la biodiversité, des compensations environnementales, etc. Et 71 millions d'euros, c'est le volet plus transition énergétique pour une Métropole exemplaire. Tout ça se fait bien entendu dans le cadre du plan climat air énergie territoire qu'on a adopté tout récemment.

En fonctionnement, pour le pôle biodiversité, paysage, agroécologie, alimentation et la mission transition énergétique et écologique, mais il y a aussi tout un volet qui est mis en œuvre dans le cadre du pôle immobilier et sobriété énergétique (PISE), donc en fait il y a 600 000 euros pour l'agroécologie et l'alimentation, avec notamment une bonne contribution du plan de relance. Au niveau énergétique, là c'est simplement le fonctionnement de l'ALEC de 200 000 euros, mais il y a aussi toute une subvention qui est versée dans le cadre du guichet unique de rénovation énergétique, dans le cadre de l'action qu'on mène avec la Région. Au niveau énergie, hors éclairage public – parce que ça c'est repris dans le cadre de la délégation de Frédéric LAFFORGUE et du PEP's – c'est quand même 13 millions d'euros qu'on prévoit cette année, une nette augmentation malgré toutes les économies qu'on peut faire. L'entretien du patrimoine végétal, là une précision : dans le pôle P2A, il y a une mutualisation des services, et les espaces verts de la Ville de Montpellier sont gérés au niveau de ce pôle. Ville de Montpellier, compétence transférée, donc compétence métropolitaine ; ailleurs, comme c'est dans les pôles territoriaux, le budget est chez Frédéric LAFFORGUE.

Au niveau de l'investissement, 18 millions d'euros au total. On prévoit 400 000 euros cette année avec une montée en puissance dans les années qui vont venir pour l'agroécologie et l'alimentation. En termes de biodiversité, compensation environnementale, 2 millions d'euros. Au niveau entretien, toujours compétence transférée de la Ville de Montpellier vers la Métropole, 2 millions d'euros. Pour ce qui concerne les réseaux d'énergie sont concédés à la SERM, le réseau de chaleur, donc en termes d'investissement c'est plus les études qui apparaissent ici. Au niveau énergie renouvelable, sur les bâtiments de la Métropole on a déjà installé beaucoup de photovoltaïques, et petit à petit on va arriver au bout d'une course. Je tiens à votre disposition si vous voulez l'ensemble des bâtiments qui sont déjà équipés. Cette année on va finaliser le parking de la piscine de Jacou, on y arrive. Tout ce qui est remplacement de la flotte de véhicules métropolitains, : la décarbonisation notamment avec des véhicules électriques et l'installation des bornes, c'est 3 millions d'euros pour cette année. On vise la décarbonisation totale à l'horizon 2030 de l'ensemble des véhicules de la Métropole. Tout ce qui concerne la rénovation thermique énergétique des bâtiments, c'est une enveloppe de 2 millions d'euros. Là c'est sur le patrimoine métropolitain, auquel il faut rajouter, dans le cadre de la fameuse prime plan climat de 1 300 euros, une forte ambition d'appui de nos concitoyens pour rénover leur logement privé et les copropriétés, dès lors qu'on attend 40 % d'économies d'énergie.

Renaud CALVAT

Oui, enfin, il y a un objectif chiffré à la clé, c'est ça. C'est un investissement pour un objectif demandé. Merci beaucoup Madame TOUZARD. Notre Métropole est aussi pleinement engagée pour la culture et pour le sport, nous en parlons souvent. C'est 127 millions d'euros qui sont proposés dans ce BP pour la culture et pour le sport de la Métropole. Monsieur PENSO, Vice-Président, vous nous parlez de culture.

Éric PENSO

Oui, chers collègues, Monsieur le Président. Comme vous le savez, nous menons une politique culturelle extrêmement ambitieuse, qui a pour objet évidemment le rayonnement, le soutien aux artistes, aux jeunes publics – enfin je ne vais pas revenir dans tous les détails que vous avez affichés ici. Je voulais bien entendu profiter de cette prise de parole dans le cadre du budget pour souligner l'extraordinaire succès que nous avons connu avec la qualification de notre territoire – élargi, vous le savez, avec Sète et 140 communes – à la finale de la capitale européenne de la culture. C'est un succès considérable pour nous. J'étais un peu déçu, Monsieur le Président, que nos collègues n'aient pas eu de badge. C'est prévu ? Je souhaiterais que chacun ait un petit badge, puisqu'un des critères pour la finale c'est que chacune et chacun d'entre nous puisse s'approprier cette candidature et en parler autour de lui, etc. Je vous encourage à porter le petit badge sur le revers de vos vestes dès aujourd'hui pour qu'on puisse en parler et que ça parle autour de vous.

En 2023 nous allons poursuivre le fonctionnement pour 39 millions d'euros, essentiellement en subventions aux associations culturelles de l'ensemble de la Métropole – puisque je prends évidemment une grande attention à m'assurer que tout le monde puisse être soutenu – contribution aux grands établissements culturels, le MOCO, le Domaine d'O pour 6 millions d'euros, notre formidable réseau de médiathèques pour 17 millions d'euros et de grands rendez-vous culturels à créer, 1 million d'euros.

On poursuit également l'investissement : vous avez le détail qui est affiché, je n'y reviens pas. Vous savez qu'il y a un projet d'extension du musée Fabre qui est dans les tuyaux. Nous avons un projet aussi à Lattes autour du musée Lattara et encore quelques investissements dans notre formidable Cité des arts, qui je crois dès aujourd'hui remplit pleinement sa fonction sur le territoire.

Voilà ce que je peux vous dire. S'il y a des questions je suis à votre disposition. Espérons qu'on soit tous engagés pour cette belle candidature Montpellier 2028, qui verra j'espère le jour en 2023. Merci.

Renaud CALVAT

Merci. L'esprit sain dans un corps sain, Monsieur ASSAF pour le sport. La parole est à vous.

Christian ASSAF

Merci mes chers collègues. S'il y avait trois mots à retenir de ce budget sport, ce serait « *volonté, maîtrise et ambition* ».

« *Volonté* » de faire de notre territoire, d'affirmer ce territoire comme la métropole la plus sportive de France, et ainsi donc de bénéficier des retombées maximales que vont constituer les Jeux olympiques de Paris 2024, grande fête, grand événement sportif pour notre pays, mais au-delà de ça pour la planète entière. Une volonté toujours de recevoir de grands événements sportifs. Je veux ici le rappeler, le souligner, insister là-dessus : le Festival International des Sports Extrêmes (FISE) est la manifestation la plus populaire sur notre territoire après le Tour de France, et certainement la plus populaire chez les jeunes. Mais également l'accueil des championnats d'Europe de judo, l'accueil des probables championnats de France de tennis de table. Bref, tout ceci trouvera son apogée le 13 juin 2024 à Montpellier avec l'accueil de la flamme olympique. Une volonté de faire en sorte d'accueillir également un maximum d'équipes, et ce travail démarre dès à présent, avec un maximum d'équipes qui viendront ici en préparation de ces Jeux olympiques de Paris 2024.

« *Maîtrise* » des coûts de fonctionnement. Je veux ici saluer bien sûr l'ensemble des personnels du pôle sport, mais également les usagers de nos piscines qui ont accepté le plan de sobriété énergétique que nous avons présenté et voté ici, avec la baisse d'un degré dans nos piscines, mais aussi des chauffages ambiants. D'ailleurs il est fort à parier que nous ne reviendrons plus sur ces mesures, quand bien même la situation s'y prêterait.

Et enfin « *l'ambition* », l'ambition de maintenir. On le sait en sport : accéder au haut niveau, c'est bien ; s'y maintenir, c'est encore mieux et c'est plus difficile. Cette ambition, elle passe par un soutien accru vous le voyez auprès des clubs sportifs : un peu plus de 9 millions d'euros pour la performance. Bien sûr on pense au football, au rugby, au handball, au basket féminin, au waterpolo. Mais permettez-moi ici de saluer les frères LEBRUN du tennis de table, qui étaient les deux frères finalistes du dernier championnat de France de tennis de table, et qui d'ailleurs ce soir jouent ici à Montpellier pour faire accéder l'entente Nîmes-Montpellier de tennis de table en première division de tennis. Donc je le disais : un soutien accru aux clubs sportifs, un soutien accru aux sportifs eux-mêmes – nous aurons l'occasion d'y revenir un peu plus tard avec la « *team Montpellier* » – mais aussi un soutien aux grands équipements sportifs. Je veux terminer là-dessus, à la fois pour expliquer que l'excellence sportive peut bénéficier à l'ensemble des habitants de notre Métropole, et ainsi, lorsque nous accueillons des délégations qui viennent se préparer pour les Jeux olympiques, l'écrin de la piscine olympique est évidemment un atout pour l'accueil de ces délégations, mais la qualité de cet équipement bénéficie tout au long de l'année avant tout aux Montpelliéraines et aux Montpelliérains.

Qu'il me soit donc ici permis de faire un focus sur la réhabilitation du centre Neptune, qui va démarrer dès cet été, avec vous le voyez 3 millions d'euros provisionnés pour cette année, mais *in ultimo* nous aurons bien un investissement de plus de 17 millions d'euros sur cette piscine. La livraison de la piscine de la Motte Rouge dès cet été, mais également toute une série d'équipements qui visent à rentrer, dans le plan piscine plus global de réhabilitation, d'entretien de nos piscines – mais j'aurai l'occasion de vous le présenter mes chers collègues.

Vous le voyez donc : volonté, maîtrise, ambition de maintenir notre territoire, Montpellier Méditerranée Métropole, comme le territoire le plus sportif de France. Merci.

Renaud CALVAT

Merci infiniment Monsieur le Vice-Président pour cette présentation. Vous voyez une Métropole très investie pour le sport, la culture et le développement économique, mais aussi pour la redistribution et la solidarité : plus de 64 millions d'euros seront affectés cette année dans ce projet de budget à la solidarité métropolitaine vis-à-vis des habitants et des communes. Madame GIMENEZ, je vous passe la parole pour votre présentation s'il vous plaît.

Clara GIMENEZ

Merci Monsieur le Vice-Président. Tout d'abord saluer le travail qui est fait par les collègues qui ne rapportent pas sur cette partie de la présentation, mais qui travaillent sur ces dossiers-là – je pense notamment à Éliane [LLORET], à Claudine [VASSAS-MEJRI], à Régine [ILLAIRE] et Jean-Pierre [RICO] qui pilotent ces dossiers techniquement, et je ne suis que leur porte-voix aujourd'hui. Je pense que c'est important de souligner que ces thématiques de solidarité, elles sont l'œuvre collective de l'ensemble des Vice-Présidents et de l'ensemble des élus de cette Assemblée, et qu'il n'y a pas que la cohésion sociale mais que, si ces enjeux sont partagés par toutes les directions c'est encore mieux et on avance encore plus loin.

Souligner que les principales missions d'une métropole plus solidaire, c'est à la fois les questions de logements, alors je fais un gros paquet logements, dans lequel il y a à la fois les sujets d'aide à la pierre pour la réalisation de logements, la rénovation de l'habitat privé, la rénovation du logement dégradé, les questions de rénovation thermique des logements – notamment à l'heure de la précarité énergétique et de la sobriété énergétique parfois imposée à cause du coût de l'énergie, c'est un sujet majeur et qui nous a collectivement beaucoup occupé ces derniers temps. C'est aussi l'ensemble des dispositifs que sont la politique de la ville, le plan logement d'abord et le plan pauvreté, le fonds d'aide aux jeunes métropolitains, le soutien aux actions liées au handicap, en gros tous ces publics dont on sent bien qu'ils ont besoin de notre aide de Collectivité, notamment les plus précarisés, c'est le cas à travers le plan logement d'abord, le plan de pauvreté, mais pas que, comment on les accompagne. Il y a la question de la mise en œuvre du schéma des aires d'accueil des gens du voyage, la création du cimetière métropolitain et le fonds d'équipement et de soutien des centres bourgs et du patrimoine des communes – qui est un sujet que Renaud [CALVAT] maîtrise beaucoup mieux que moi, il pourra vous en parler. Au total sur la PPI, c'est 318 millions d'euros pour une Métropole plus solidaire, à la fois avec les habitants mais aussi avec les communes.

Petit zoom sur les gros sujets de l'année. Le fonds de solidarité logement, qui permet à la fois d'aider individuellement des ménages en précarité, mais aussi d'accompagner les associations qui s'en occupent. Les plans logement d'abord et le plan pauvreté : on va arriver cette année sur un renouvellement de ces plans et donc ça animera j'imagine quelques-uns de nos Conseils. C'est des sujets majeurs sur lesquels il faut qu'on se préoccupe collectivement. Les questions de rénovation thermique des logements privés, la politique de la ville que je connais un peu mieux que les autres sujets, les aides du fonds d'aides aux jeunes. L'espace Gisèle-Halimi-Mosson : vous avez l'image là, à côté de la diapo, ça a bien changé depuis cette image, puisque le parvis s'est ouvert et cet équipement est un vrai atout pour notre Métropole et, je pense, répond à un réel besoin. Je vous invite tous à aller le voir, c'est particulièrement agréable. Je salue au passage les équipes qui y travaillent quotidiennement et qui travaillent toutes ensemble. Même si elles ne font pas toutes partie de la même maison, elles sont dans ce même lieu et elles répondent aux besoins du territoire ensemble. Il y a effectivement le fonctionnement des aires d'accueil des gens du voyage.

Sur les investissements 2023 : 47 millions d'euros, avec le soutien aux bailleurs sociaux pour la réalisation de logements locatifs, l'aide aux propriétaires privés pour la rénovation de l'habitat et la lutte contre la précarité énergétique, l'organisme foncier solidaire, et je pense qu'on aura l'occasion d'y revenir dans de prochains conseils, le Nouveau Programme de Renouvellement Urbain (NPRU) des quartiers Mosson et Cévennes, le plan de renouvellement urbain, la rénovation thermique des logements privés, les créations des aires d'accueil des gens du voyage, la création du cimetière métropolitain et les fonds d'équipement et de soutien patrimonial aux communes.

Renaud CALVAT

Merci beaucoup Madame la Vice-Présidente. Comme cela a été dit par l'ensemble des intervenants, il faut des moyens financiers, mais il faut principalement des femmes et des hommes pour mettre en œuvre ces politiques publiques. Monsieur RAYMOND, vous avez la parole.

Joël RAYMOND

Monsieur le Président, mes chers collègues. Cher Renaud [CALVAT], tu as raison, il faut des femmes et des hommes. C'est vraiment le cœur du réacteur pour une métropole qui vit, qui avance, qui se projette et qui produit. C'est très important, et c'est pour ça que je voudrais saluer les représentants de l'administration, les représentants du personnel et le représentant des élus qui m'accompagnent tout au long de l'année pour pouvoir diriger les comités socio-territoriaux (CST) ou bien le comité santé-prévoyance au travail.

Pour cela on peut estimer un effet que les deux grands chiffres augmentent significativement, mais tout s'explique – les chiffres, on arrive toujours à trouver des explications. La masse salariale, il faut retenir 150 millions d'euros, et l'effectif de la Métropole, puisqu'il a été coupé, il est de 2 627 agents. L'augmentation significative d'une trentaine de millions d'euros s'explique par plusieurs faits d'évolution relatifs à nos agents.

Le premier, c'est l'effet de la mutualisation. Il faut savoir que la mutualisation entre la Ville et la Métropole a été accélérée dans de nombreux services lors de la création des pôles. Donc du coup, systématiquement et à chaque fois, au CST, on présente une convention qui mentionne le montant qui est affecté pour cette mutualisation des agents entre la Ville et la Métropole. Vous avez très bien compris que c'était une opération neutre, c'est une mécanique financière ou comptable qui fait que le + 17 se retrouve à - 17 ailleurs et apporte un équilibre parfait. Ensuite, dans les augmentations qui sont réelles, qui sont soutenues par la Métropole, il y en a plusieurs, il y a celle du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP), vous savez qu'on l'a voté, vous avez les chiffres de ce qu'il représente pour la Métropole et je vous inviterai à faire le calcul des 4 millions d'euros sur les 2 600 agents. Ensuite vous avez la revalorisation du point d'indice par l'État, imposée donc à la Métropole, que l'on a appliquée bien évidemment dans le plus grand respect. Vous avez également le montant que cela représente. Il y a également, et ce n'est pas chiffré parce que c'est délicat, les avancements d'échelons et les promotions internes : ça représente un certain volume, je n'ai pas exactement le montant. Mais ce que je voulais dire à travers la diapo, c'est qu'il y a une transparence totale qui est faite par rapport à ces avancements, notamment à travers les lignes directrices de gestion que tous les maires connaissent puisqu'ils l'ont mise en place dans leur collectivité. Sur les renforcements des moyens liés aux priorités du mandat, oui, il y a eu plusieurs postes d'ouverts, on estime que 200 postes supplémentaires ont été ouverts à ce jour. Je pourrais citer également deux autres mesures qui ont un coût pour la collectivité, à savoir l'évolution naturelle, le glissement vieillesse technicité (GVT), des agents qui mécaniquement fait augmenter le coût de la masse salariale. Et puis une mesure aussi dont il faut parler, il faut le dire : pour tous les agents qui sollicitent une rupture conventionnelle, il y a chaque année une quinzaine de cas qui sont étudiés, avec très souvent un avis favorable. Je n'ai pas parlé de la déprécarisation des agents, mais ça pourrait être un autre exemple pour évaluer, ou en tout cas expliquer l'augmentation.

Concernant l'évolution, la poursuite du dialogue social, vous avez les grands chantiers que l'on porte avec le service et les représentants du personnel. Il faut savoir qu'on est dans un calendrier qui est tendu, parce qu'on a beaucoup, énormément de réunions pour pouvoir construire ces mesures. En termes d'emploi des agents en situation de handicap, c'est pour vous dire que sur cette mesure-là, c'est un budget de quasiment 1 million d'euros qui est alloué notamment par l'État à cette mission, et qu'elle est aujourd'hui en plein renouvellement. Je peux vous reparler du plan de prévention et de lutte contre l'absentéisme, où la grosse partie du plan concerne la prévention et la formation. Egalement, pour la prise en charge de la prévoyance santé et complémentaire, c'est un débat qui va être ouvert avec les représentants du personnel, et dont on souhaite une mise en place avancée au 1^{er} janvier 2024, si on tient les délais. Pour le RIFSEEP, bien évidemment qu'il y a un bilan continu qui est effectué et quelques révisions : c'est les modifications que l'on a apportées et que l'on apportera peut-être encore en fonction de certaines suggestions et emplois. Et puis intégrer la mobilité douce dans l'actualisation du plan de mobilité : c'est bien ce qu'il y a derrière cette fenêtre.

Vous dire quand même que, à la suite des élections du 8 décembre 2022, nous avons donc dû, avec les représentants du personnel et de l'administration, construire le nouveau règlement lié au CST, et également au comité de santé. Tout cela aujourd'hui, je peux vous le dire, est en place et fonctionne, dans la joie, le bonheur et le travail. Je vous remercie.

Renaud CALVAT

Merci beaucoup Monsieur le Vice-Président.

Je veux remercier l'ensemble des Vice-Présidentes et des Vice-Présidents qui se sont prêtés au jeu très utile de transparence, de présentation des grandes politiques publiques de notre Métropole, Monsieur le Président. Vous avez vu quand même quelques difficultés que nous devons gérer : les déchets, mais aussi des dépenses

de fonctionnement en hausse, liées principalement à la crise énergétique. Néanmoins, la feuille de route que vous nous avez demandé d'assumer, Monsieur le Président, c'est la réalisation de la PPI. Tous les matins on se lève : « *réalisation de la PPI* ». C'est indispensable pour la Métropole, pour nos entreprises, pour nos communes, donc il faut garantir une épargne suffisante dans notre Métropole pour pouvoir l'affecter à l'investissement.

Il a fallu bien sûr assimiler l'augmentation des dépenses de fonctionnement avec des recettes, mais les gérer au mieux. Vous voyez, des dépenses réelles de fonctionnement de 583 millions d'euros pour des recettes réelles de 663. Notre capacité d'épargne est suffisante pour conserver et mettre en œuvre notre PPI, avec le fameux 12-12 – vous connaissez ça par cœur maintenant – 12 annuités, 12 % : cela, on en a parlé depuis 2 ans et demi. L'année 2023 et ce budget, c'est vraiment le budget type de la réalisation de notre PPI, Monsieur le Président.

Mais nous devons faire attention à l'augmentation de nos dépenses. Ce petit tableau l'explique bien, 75 millions de dépenses réelles de fonctionnement en plus par rapport au budget 2022, nous avons les recettes en face. Monsieur RAYMOND l'a bien expliqué : j'enlève les 17 millions d'un côté et de l'autre, parce que c'est des transferts avec la Ville de Montpellier principalement sur la mutualisation. Vous voyez, la gratuité des transports nous coûtera en 2023 + 3,5 millions, le versement mobilité nous en rapporte 10 de plus, donc c'est largement assimilé cette année. Néanmoins, il y a des difficultés : l'énergie, c'est + 20 millions d'euros. Les frais financiers liés aux emprunts qui ont été levés dans cette intercommunalité ces 20 ou 30 dernières années, c'est normal qu'on paie un emprunt sur 30 ou 40 ans, mais les emprunts à taux variables font que, les taux d'intérêt augmentant en ce moment, nous payons 11 millions d'euros de plus cette année d'emprunts qui ont été très utiles, mais pris il y a 15 ans ou 20 ans.

Face à cela, des recettes principalement liées à la fiscalité économique et au dynamisme économique, le versement mobilité, les bases minimales de la CFE, mais aussi les décisions politiques que nous avons prises ici, Monsieur le Président, ce qu'on a pu appeler « *la taxe Airbnb* » et la taxe sur les logements vacants, commencent à porter leurs fruits aujourd'hui, et c'est plusieurs millions d'euros qui permettent à la Métropole de pouvoir faire face à ces dépenses supplémentaires. Comme nous n'augmentons pas les taxes ménages, elles rapportent peu mais voilà, nous ne les augmentons pas, c'est votre volonté, en revanche, les taxes sur les Airbnb ou les logements vacants, là, la décision prise par le Conseil de Métropole je crois à l'unanimité il y en a un an et demi commence à porter ses fruits, c'est quelques millions d'euros, ça commence à être efficace en termes budgétaires.

Les trois piliers que vous connaissez par cœur de notre stratégie financière. Objectif : maintenir l'autofinancement pour notre PPI. Capacité de désendettement : dans le BP 2023, 10,6. On est en-dessous des 12. Un taux d'épargne à 12,1. On est au-dessus des 12. On est à 12,1, on ne veut pas descendre à 11,8. On est à 12,1, on reste. Une épargne stable par rapport au BP 2020 : on est à 80 millions d'euros. Si on continue comme ça en 2024, on réalise la PPI, mais je le redis, l'exercice que nous avons mené avec l'ensemble des Vice-Présidents pour faire attention à chaque dépense, on le renouvellera l'année prochaine.

Les dépenses d'investissement, vous le voyez, en 2023 par rapport à 2022, de 451 millions d'euros, inégalée dans l'histoire de cette intercommunalité. 8 % de hausse par rapport au BP 2022. Bien évidemment, ligne 5 du tramway, mobilités, 297 millions d'euros. Vous avez les dépenses GEMAPI, risques majeurs, environnement, donc les grands agrégats de ces dépenses d'investissement.

Rapidement les recettes pour pouvoir réaliser cette PPI. L'autofinancement, on l'a vu. Les subventions, les relations apaisées avec l'ensemble de nos partenaires, l'État, les différentes collectivités locales, donc 66 millions. Vous voyez, on a presque autant de subventions, 66, que d'autofinancement, 80 millions. C'est aussi lié au travail que tout le monde mène en bonne relation. Cette méthode-là de gestion de nos finances fait que nous avons de bons retours de nos partenaires financiers. Bien sûr, nous empruntons, on ne réalise pas une ligne de tramway ou MAERA sans emprunter ! Mais nous avons diversifié – on en a parlé lors du rapport d'orientations budgétaires – l'origine d'organismes emprunteurs : la Banque européenne d'investissement, des emprunteurs plus solidaires, la Banque postale pour le projet Agence Nationale de Renouvellement Urbain (ANRU), donc pour être moins soumis aux aléas économiques ou à la spéculation financière. C'est une nouveauté, mais c'est aussi une façon plus vertueuse de gérer la relation à l'emprunt.

La confiance des prêteurs : nous avons des réponses 5 fois plus importantes que nos besoins lors de notre dernier appel d'offres pour l'emprunt, ce qui dit que la signature financière de la Métropole aujourd'hui est

reconnue dans notre pays. 12 banques partenaires : l'objectif c'est justement de ne pas faire peser à nos successeurs dans 20 ans des augmentations de taux d'intérêt, qui les plomberaient. On est vertueux aujourd'hui et vertueux pour nos successeurs demain, Monsieur le Président. Vous le voyez : 250 millions d'euros de prêts à taux bonifié avec la Banque européenne d'investissement, le prêt vert de la NEF pour la transition écologique, et on a obtenu le premier trophée prêt social auprès de la Banque postale. C'est vous qui l'avez souhaité, on a voulu le mettre, sur la solidarité avec le peuple ukrainien. Le Président de la Métropole a indiqué aux établissements bancaires que la Métropole était prête à rompre des liens avec des banques qui privilégient leurs intérêts financiers à la paix : on met de la vertu dans les relations financières avec nos prêteurs.

Je dois vous présenter maintenant la balance, Monsieur le Président. Ce budget s'équilibre ainsi, en recettes et en dépenses. En section de fonctionnement, 734 578 532 euros, et en investissement, 834 348 252 euros, soit un budget de 1 568 926 784 euros.

Je vous remercie et je remercie l'ensemble des services de la direction des finances, toute mon équipe extrêmement dévouée. Je suis là pour répondre à l'ensemble de vos questions avec tous les Vice-Présidents qui se sont exprimés.

Monsieur le Président

Merci Monsieur le Vice-Président, merci chers collègues qui avez rapporté chacun dans vos délégations et parfois vous êtes fait le porte-parole de l'exécutif. J'ouvre donc le débat sur le budget, les questions ou prises de position sur le budget de la Métropole. Qui souhaite s'exprimer ? Monsieur EL KANDOUSSI, Madame OLLIER. Monsieur EL KANDOUSSI.

Abdi EL KANDOUSSI

Merci. Monsieur le Président, chers collègues. J'ai quelques remarques à vous soumettre sur le document qui nous a été remis concernant le budget primitif 2023. Tout d'abord une information pour l'ensemble des présents : la taxe foncière augmente de 7,1 % par l'État cette année.

Lorsque nous commençons à regarder le document que vous nous avez remis, nous prenons en compte l'impact de l'augmentation de l'énergie, un surcoût potentiel de 11 millions d'euros pour la Métropole, et également un surcoût énergie pour TaM estimé à 10 millions, qui annule donc le versement mobilité en plus annoncé par Monsieur CALVAT tout à l'heure.

En page 10, nous voyons bien que l'épargne nette baisse de 12,06 %, la capacité d'endettement augmente de 6 %. Vous prévoyez 10,6 années d'endettement pour le budget primitif 2023, nous étions à 4,5 années d'endettement en 2020 : l'endettement de la Métropole explose. Normalement, dans cette situation, on cherche des économies, aujourd'hui on laisse filer l'endettement.

Page 11, une mobilité routière plus sûre et concertée. « *Concertée* » : il fallait oser ! Si vous n'aviez pas concerté, quel serait le résultat aujourd'hui ? Le dossier qui exprime parfaitement votre concertation est la circulation catastrophique sur les quatre boulevards, dont des représentants étaient encore présents pour manifester devant l'Hôtel de Métropole au démarrage de nos travaux.

Page 14, concernant TaM, la contribution passe de 72 à 89 millions d'euros pour le fonctionnement. Nous devrions avoir un service de qualité. Ça n'est pas le cas aujourd'hui. Le rapport de la chambre régionale des comptes nous alerte : il n'y a aucun modèle économique. La gestion de la mise en place de la gratuité se fait à vue, et la Chambre régionale des comptes s'en est inquiétée.

Par la suite, il y a beaucoup d'imprécisions. Page 19, vous nous dites qu'il y a « *un soutien à la filière économique et numérique* » : nous n'avons aucun montant indiqué. Page 24, encore des imprécisions : vous nous parlez de « *moderniser le MIN* », le marché gare ou le marché d'intérêt national ; il n'y a aucun montant.

Page 30, les subventions aux clubs sportif baissent de 9,3 à 8,8 millions d'euros et les prestations de services, fonctionnement, de 4,1 à 4 millions d'euros. Avec l'inflation nous sommes sur une baisse de près de 12 % d'aides au fonctionnement aux clubs sportifs.

Page 45, concernant le personnel, vous nous dites que vous allez créer deux postes et qu'il y aura « *de nouveaux recrutements* » : on ne sait ni combien, ni combien cela va coûter.

Page 32, dans le budget 2022 il était indiqué que le montant de fonctionnement de l'Orchestre s'élevait à peu près 15 millions d'euros. Dans le budget primitif 2023, rien n'est indiqué. Nous avons vu dans la presse qu'il manquait environ 1,5 million d'euros, personne ne veut compenser, ni l'État ni la Région ni le Département, des spectacles ont été annulés. Qu'est-il prévu pour résoudre les problèmes de l'Orchestre ? Ou est-ce la mort annoncée de l'Orchestre ? J'espère qu'on ne nous cache pas de grosses difficultés de financement.

Page 66, concernant les ratios, les dépenses réelles de fonctionnement et de remboursement du capital de la dette sont de 95,71 %. L'an dernier ils étaient de 94,5 %. Nous nous rapprochons dangereusement des 100 %. + 1 % en un an : nous allons droit dans le mur, alors que l'on n'a aucun élément sur le coût de la police de transport, qui va être mise en place cette année et payée par l'ensemble des mairies.

Je terminerai par une citation – comme le veut la tradition – de Pierre MENDÈS-FRANCE : « *L'essentiel c'est que le pays ne soit pas dupé. Pour cela, il faut avant tout informer loyalement* ». Pour toutes ces raisons, Monsieur le Président, nous voterons contre ce budget. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci Monsieur EL KANDOUSSI. Madame OLLIER.

Clothilde OLLIER

« *C'est dans la pratique que l'homme prouve sa vérité* », disait Karl MARX. Votre pratique du pouvoir nous rappelle celle d'Élisabeth BORNE et son 49-3, sans débat, sans échange. Après avoir rompu le dialogue avec les associations, avec les habitants, aujourd'hui vous empêchez Madame DOULAIN de s'exprimer sur visiblement des dossiers qui vous posent problème comme la ZFE et la subvention au stade. Nous prenons acte. Les Montpelliérains vous jugeront.

Alenka DOULAIN et Clothilde OLLIER quittent la séance.

Monsieur le Président

Merci de la brièveté de votre intervention, Madame OLLIER. Est-ce qu'il y a d'autres interventions sur le budget ? Monsieur MARTIN et Monsieur REYNAUD. Allez, Monsieur MARTIN.

Hervé MARTIN

Merci Monsieur le Président. Ça a été fait par Renaud CALVAT, mais je crois qu'il est vraiment important quand même de rappeler dans quel contexte ce budget est construit cette année : une inflation galopante, une croissance totalement en berne, des prix de l'énergie qui sont totalement affolants. En rappelant au passage que si l'État voulait faire un geste en permettant aux collectivités locales de bénéficier du tarif réglementé, ça aiderait énormément les budgets des collectivités locales, ça serait un geste important et apprécié. Je passe sur le niveau des taux d'intérêt, etc.

Face à ce contexte-là, finalement, il y a deux attitudes possibles : soit une prudence qui ne ferait qu'accompagner une forme de récession, soit nous mettons les baïonnettes aux fusils et on part au combat pour proposer à nos concitoyens – sans oublier qu'ils sont actuellement dans un mouvement social qui porte sur les retraites, que je ne vais pas aborder maintenant, mais qui dit aussi quelque chose d'autre, j'allais dire « *en creux* », et pas qu'en creux, c'est le problème du pouvoir d'achat et de l'emploi... Avec ce que nous proposons dans ce budget, et je vais m'arrêter essentiellement sur un point, qui est l'effort sur les transports publics, sur les transports en commun, avec au total plus de 223 millions d'euros d'investissements, c'est en ça que nous mettons la baïonnette au canon pour partir au combat, pour créer de l'emploi et pour aider nos concitoyens sur le plan du pouvoir d'achat. Cette année également nous faisons la gratuité des transports, ce qui sera une aide importante pour le pouvoir d'achat de nos concitoyens. A tous ceux qui nous disaient que nous ne pourrions pas faire en même temps la gratuité des transports en commun et le niveau d'investissement nécessaire dans ces transports en commun, les chiffres que nous avons dans ce budget montrent que nous serons tout à fait capables de produire les deux en même temps.

Je ferai juste une très rapide parenthèse pour remercier Christian ASSAF sur le travail fait sur les piscines à Montpellier, en réhabilitant la piscine de la Motte Rouge, là aussi d'ailleurs que l'État avait abandonnée, et où nous, nous mettons les moyens pour la faire revivre. Également pour des piscines qui sont en quartiers politiques de la ville à Montpellier, qui avaient besoin de rénovation, et là aussi nous savons à quelle population nous nous adressons en remettant en état ces équipements-là.

Des points de vigilance malgré tout, évidemment. D'abord pour nous, ça a été dit, sur la politique de gestion des déchets, bien entendu l'objectif de zéro déchet est important. Il n'empêche que nous ne ferons pas un jour l'économie, et il va bien falloir que nous le prévoyions à un moment donné, d'un vrai process de traitement des déchets ultimes. Je n'en dirai pas plus pour le moment.

Dans les points de vigilance également, sur nos recettes, on nous dit que va disparaître – excusez-moi, je cherche le nom exact – la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, la fameuse CVAE, et qu'elle sera compensée par une part fixe de TVA et par une part dynamique. Cette part dynamique n'est pas encore arrêtée – autant dire une part variable, mais ça fait peut-être moins bien que « *dynamique* ». Là il y a un point de vigilance, parce qu'on sait bien dans l'histoire que chaque fois qu'une recette était compensée, on est toujours perdant dans ces compensations. J'en veux d'ailleurs pour preuve, et j'en terminerai par là, la phrase qui est très juste dans le document qui nous est soumis, qui souligne que « *la dotation de compensation continue sa baisse régulière en tant que variable d'ajustement des dotations de l'État* ». Au moment où il faut investir pour sortir le pays de la récession, nous, nous investissons pendant que l'État nous tire dans les pieds en baissant ses dotations. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci Monsieur MARTIN. La parole est à Monsieur REYNAYD. Puis à Monsieur CALVAT pour les éléments de réponse.

Manu REYNAUD

Merci. Juste pour souligner, après toutes ces interventions, où vous avez vu la tonalité écolo de ce budget, moi je voulais signaler la ligne verte tant sur les mobilités que sur les déchets, que sur les zones agricoles, que sur la question alimentaire. C'est vraiment une ligne verte qui est effectivement commandée par les questions de crise énergétique, mais plus loin quand même, rappelons-le parce que c'est l'essentiel et c'est ça qui doit constituer la ligne verte, par la question du dérèglement climatique et des gaz à effet de serre. C'est cette lecture-là qu'il faut faire dans tous les domaines, et systématiquement. Nous évoluons sur des outils d'analyse. C'est vrai que si on pouvait arriver, ça se fait dans le numérique, ce qu'on appelle la question du cycle de vie, et c'est intéressant. On a plusieurs éléments pour le faire et c'est, non plus de n'avoir que de la dimension financière, mais aussi la dimension du cycle de vie dans les opérations : ça s'applique très facilement aux routes et on peut faire la démonstration complète de quel est cet impact. L'impact, il n'est pas que financier. Il y a aussi tout un impact à côté. Ça doit être une ligne de conduite et on doit évoluer. La législation européenne va nous imposer ça, je vous propose simplement d'être très volontariste sur ces questions.

Pour faire très court évidemment sur ces questions et sur cette ligne verte, je rajouterai un sujet qui m'est cher et qui est cher à la Métropole, et je le sais à vous, Monsieur le Président : la question de la ville connectée. C'est aussi un sujet, ce qu'on appelle l'IoT, l'internet des objets, qui permet à un moment donné pour certains de réaliser des économies, tout au moins pour optimiser, pour permettre de changer les comportements pour d'autres, mais en tout cas c'est la même ligne. Je sais qu'il y a une politique qui a été menée depuis des années et nous essayons de lui donner du sens avec la Régie publique des eaux d'un côté, avec l'opérateur de mobilité, la TaM, de l'autre, mais aussi pour voir comment ça se passe. Ça se veut à deux niveaux, pour le public, et un objet connecté c'est par exemple un compteur d'eau. Aujourd'hui, les compteurs d'eau ont été mis en place avec une plateforme de la Métropole qui fait école et qui est mise en place avec la Régie publique des eaux. Vous voyez, on est toujours Métropole, Régie publique des Eaux, auprès des grands comptes : ça nous a permis d'économiser des centaines de milliers d'euros pour certains, de ressources pour d'autres, mais à la fin c'est la même chose, peu importe la vision, c'est intéressant. Ça va se mettre en place au fur à mesure pour le particulier, c'est un vrai outil d'aide. Ça c'est pour la question applicative du côté des utilisateurs pour changer les comportements. Je reviens aussi à ce qu'on appelle le décisionnel, du côté informatique, je sais que ça a trait plutôt au financier, mais c'est vraiment des outils d'aide à la décision qui permettent, au vu des données – vous savez, les données, ça existe – et après il faut des outils de monitoring, mais faut-il encore les avoir, les utiliser, avoir les moyens de les utiliser et puis surtout les regarder pour s'en servir : ça me paraît quand même quelque chose d'important. Pour terminer sur ces objets, sur cette ligne verte et sur ces applications. Merci.

Monsieur le Président

Merci Monsieur REYNAUD. Je propose de donner la parole à Monsieur CALVAT pour quelques éléments de réponse. Avant de procéder au vote je donnerai moi-même quelques éléments.

Renaud CALVAT

Je serai très bref, Monsieur le Président, mais je vais répondre et dire à Monsieur EL KANDOUSSI que, même si je suis en désaccord avec ce que vous avez dit, je vais vous expliquer pourquoi, je vous remercie d'avoir parlé de sujets qui concernent la Métropole dans votre intervention. L'ensemble des maires présents dans cette salle, et je sais l'ensemble des élus représentant les villages, les villes et la ville-centre de Montpellier, ici personne n'est sensible aux effets de manche. Lorsqu'on rentre dans cette salle, nous nous occupons du destin de plus de 500 000 habitants résidant dans 31 communes. Nous sommes au service du destin de ces 31 communes et des 500 000 femmes et hommes qui y résident. Nous ne sommes pas ici pour simplement faire un petit effet de manche pour un poste, pour un petit moment de gloriole. Ce que nous faisons, c'est sérieux, c'est responsable. La discussion que nous avons sur la gestion de nos déchets depuis une heure, sur les mobilités, cela impacte la vie de nos concitoyens pour les 20 prochaines années, et cela dépasse largement nos petites personnes, et même largement nos mandats actuels. Donc, Monsieur EL KANDOUSSI, même si je suis en désaccord avec vous, au moins je salue qu'en tant qu' élu de la Ville de Montpellier et élu de cette Métropole, votre intervention sérieuse, argumentée – je suis en désaccord, mais argumentée – a concerné le budget de cette Métropole.

Sur la remarque que vous avez faite sur l'augmentation des bases fiscales décidées par l'État : l'État a décidé une augmentation des bases fiscales de 7,5 % pour la taxe foncière. Je veux juste ici vous le rappeler : la recette principale de Montpellier Méditerranée Métropole ne provient pas de la fiscalité ménages. Sur à peu près 590-600 millions d'euros de recettes de fonctionnement provenant de la recette fiscale pour Montpellier Méditerranée Métropole, moins de 2 millions d'euros sur 600 concernent la part intercommunale métropolitaine de la taxe foncière. Vous rentrez chez vous ce soir, Monsieur EL KANDOUSSI, vous regardez votre taxe foncière. Je ne parle pas des recettes affectées de GEMAPI ou de la TEOM, on est bien d'accord. On parle de la recette qui est impactée par cette augmentation de 7,5 %, la taxe sur le foncier bâti, qui va impacter un peu plus fortement les recettes des communes, mais pas de l'intercommunalité. Si j'enlève la surtaxe pour les résidences secondaires que nous avons votée ici à l'unanimité, la recette ménages, c'est moins de 2 millions d'euros sur 600 millions d'euros. Je tiens à le dire pour relativiser votre intervention sur l'augmentation des bases, augmentation dont nous ne sommes pas ici à l'origine : c'est l'État. En revanche, l'État qui a décidé cette augmentation des bases a aussi décidé – et vous l'avez soutenue en son temps – de la non-possibilité aujourd'hui pour les collectivités locales, sauf pour le Conseil municipal, de pouvoir prélever l'impôt et d'être maître de leurs recettes fiscales. C'est ainsi, la plus grande partie des recettes de notre Métropole proviennent de la fiscalité économique et cela est lié au dynamisme économique, à la capacité de l'entreprise de faire un meilleur chiffre d'affaires et d'embaucher : 10 millions d'euros cette année en plus, 10 millions d'euros l'année prochaine aussi en plus, plus l'augmentation du versement mobilité supplémentaire l'année prochaine, liée au maintien du dynamisme économique.

En revanche, vous avez dit, Monsieur EL KANDOUSSI – vous qui avez été Président de TaM à une époque – que nous investissons et pour cela nous empruntons. Oui, nous investissons parce que le territoire en a besoin. Si une partie des investissements avait été réalisée il y a 6-7 ans, ils nous coûteraient moins chers aujourd'hui ; pas à nous, Michaël DELAFOSSE, Président de la Métropole, Renaud CALVAT, Vice-Président chargé des finances, ils coûteraient moins chers à la communauté. Le retard sur la ligne 5 du tramway, sur l'entretien des rails, le non-changement des rames de tramway : s'ils avaient été faits en leur temps, en amortissement de l'investissement sur plusieurs années, il y a 7 ou 8 ans, ils coûteraient moins chers aujourd'hui. Nous devons le faire parce qu'il est hors de question ici, et je ne serais pas aux côtés du Président s'il me le demandait, de dire « *après nous table-rase* ». Nous sommes comptables du territoire que nous allons laisser à nos successeurs, à nos enfants et aux femmes et aux hommes qui seront à notre place ici dans quelques années. Je veux pouvoir, moi, me regarder dans la glace dans 15 ans en disant que nous avons laissé une Métropole bien gérée à nos successeurs, en permettant à nos successeurs de mener des politiques publiques innovantes et utiles pour le territoire. Alors oui, nous devons investir massivement aujourd'hui parce que cela n'a pas été fait en son temps. Cela aurait coûté moins cher si cela avait été fait en son temps, si cela avait été réparti sur un laps de temps plus élevé. Cela n'a pas été le cas, dont acte, on le fait. Mais on le fait avec sérieux et rigueur. Le fameux 12-12, vous avez vu, on ne transige pas. La question des dépenses de fonctionnement, et les Vice-Présidents, je les ai presque tous reçus, ça n'a pas toujours été simple, mais ils savent mon sérieux sur cette question-là, il est hors de question de mettre notre territoire en difficulté pour nous et pour nos successeurs. On investit parce que c'est utile, on le fait parce que notre politique économique nous en donne les moyens et on le fait sans jamais mettre en difficulté nos communes, nos institutions et nos habitants dans les 20 ans qui viennent, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Merci Monsieur le Vice-Président, et à travers vous l'ensemble de l'exécutif et les équipes aussi de l'administration qui ont travaillé sur ce budget, qui sera mis au vote. Le 49-3 n'existe pas dans cette Assemblée et donc chacun pourra s'exprimer, et merci à certains d'avoir d'emblée donné leur position.

Nous votons ce budget fin-mars : c'est assez inédit, mais il nous a fallu du temps pour le faire, parce qu'il a fallu faire des choix, bien mesurer la conjoncture dans laquelle nous sommes, ça a été rappelé. Il existe pour les collectivités publiques des nuages, comme le coût de l'énergie, puisque nous ne bénéficions pas du bouclier tarifaire, la facture d'énergie s'est envolée littéralement et pèse sur nos finances, même si nous avons été les premiers – et disons-le dans une certaine indifférence – à adopter un plan de sobriété qui commence à porter ses fruits, et les tarifs eux ont fortement augmenté. De la même manière, la hausse des taux d'intérêt sur une partie des emprunts qui ont été engagés il y a quelques années, notamment à taux variables, et les charges de la dette pèsent sur nous. Ça a créé un contexte difficile, pour toutes les métropoles et pour toutes les communes et toutes les collectivités territoriales, pour pouvoir faire notre budget. Mais nous y sommes arrivés, en préservant nos fondamentaux, et en assumant à la fois de régler un certain nombre de problèmes qui avaient été laissés sous le tapis, qui traduisent des forces et des faiblesses de notre Métropole, et en assumant le volontarisme.

Oui, nous portons une politique très regardée sur la stratégie zéro déchet, parce qu'on ne peut pas se résigner à Montpellier que la TEOM soit deux fois plus élevée qu'ailleurs. Dans ce budget, c'est 2 millions d'euros supplémentaires sur la collecte des biodéchets : un vrai choix. Nous ne pouvons pas nous résigner qu'en 2020, comme l'a rappelé le Vice-Président René REVOL, 21 % de l'eau était perdue dans les fuites. Avec le travail et les investissements qui ont été faits, et les choix de travaux qui ont été engagés, nous arrivons aujourd'hui à 15 %. Et nous devons poursuivre les efforts. Tout comme nous ne pouvions pas nous satisfaire de ce que le rapport de la Cour des comptes de TaM avait pointé, le sous-investissement chronique dans la sécurité des voyageurs, où les trames déraillaient régulièrement et perturbaient le service. Dans ce budget, il y a l'exécution des 70 millions d'euros pour refaire aiguillage, rails de tram, pour que chacun puisse se déplacer en toute sécurité. Ce sont des choix, qui ne sont pas les plus simples pour une collectivité, pour les élus, parce qu'au fond ça ne se voit pas. Monsieur REVOL, il ne peut pas briller avec les réseaux d'eaux. Madame FRÊCHE ne peut pas briller sur les rails quand elles sont mises en sécurité. Mais à force d'avoir différé et de ne pas avoir emprunté pour faire cela, ce sont nos propres dépenses de fonctionnement et la propre sécurité de notre territoire que nous avons fragilisées.

Donc un budget dans un contexte difficile, mais qui tient le volontarisme : à la fois régler les problèmes structurels du territoire, mais aussi le volontarisme. C'est l'ambition de donner une offre de transport en commun plus importante que celle qui existait en 2020. Nous supportons dans ce budget et dans cette PPI la réalisation de la cinquième ligne de tramway et l'extension de la ligne 1 de tramway. Monsieur CALVAT a raison de dire que tout ça aurait pu être fait plus tôt, nous aurions sans doute moins gaspillé d'argent public en études sur les études qui étudient elles-mêmes les études. C'est ce que nous faisons en développant et en préfigurant les futurs bustrams, pour faire Métropole et assurer une offre de transport collectif pour 70 % des habitants du territoire. C'est ce que nous faisons en investissant de manière très forte, chère Véronique NEGRET, cher René REVOL. Nous étions avec Cyril MEUNIER tout à l'heure sur la signature de contrat grand cycle de l'eau, pour se protéger du risque inondation, pour désimperméabiliser des sols et nous adapter au changement climatique et lutter contre le ruissellement. Très concrètement, nous investissons. Ces choix figurent, c'est évidemment, chère Isabelle [TOUZARD], ce qui a été posé sur toute la politique à la fois alimentaire ou de rénovation des logements, avec Madame GIMENEZ. Nous portons ce volontarisme-là, au nom de la solidarité territoriale. Nous sommes au rendez-vous de la culture et du sport. C'est vrai que nous achetons moins d'invitations. C'est vrai et Monsieur ASSAF a réduit ce budget-là, parce qu'il faut faire des efforts et je veux saluer son choix. Y compris ça permet d'être meilleur gestionnaire de l'argent public.

C'est un niveau d'investissement inédit qui est positionné : 474 millions d'euros. Nous n'avons jamais caché que nous emprunterions pour financer, et notre engagement est de ne pas dépasser les 12 ans d'endettement. Je rappelle que la Métropole Nice Côte d'Azur est à 19. Oui, nous investissons parce que nous sommes aidés sur nos projets, et Monsieur le Vice-Président a rappelé les 66 millions d'euros d'argent qui viennent ailleurs que du budget de la Métropole pour financer nos projets. Nous investissons pour maîtriser nos dépenses de fonctionnement, et le chiffre des 50 % de l'aide présenté tout à l'heure par Madame TOUZARD, ou sur la décarbonisation de la flotte, c'est autant d'économies de fonctionnement que nous faisons. Je veux ici saluer les équipes qui vont tambour battant.

Notre gestion, elle est rigoureuse. C'est vrai, Monsieur EL KANDOUSSI, que le Gouvernement, la majorité

parlementaire a revalorisé les bases fiscales de 8 %. C'est une décision du Gouvernement et de la loi de finances. Moi ce que je constate c'est que dans beaucoup de territoires – Grenoble + 25 %, Metz + 14 %, Marseille + 13 : je ne juge pas ces choix-là – en plus de cette revalorisation des bases, ils ont un recours à la fiscalité. J'observe que dans certains territoires il a été demandé de fermer des piscines, des patinoires, de fermer des musées ailleurs – Monsieur PENSO. Notre choix n'a pas été d'obérer le service public, parce qu'après la crise de la Covid-19, il n'est pas question d'empêcher les enfants d'apprendre à nager, que les clubs sportifs n'aient pas les espaces pour soutenir le sport. La culture doit pouvoir être défendue, même si c'est vrai, c'est difficile. Aujourd'hui le coût de l'énergie pour l'opéra, Montpellier danse, toutes les structures, pèse. C'est pour ça que nous travaillons d'arrache-pied avec le ministère de la Culture pour trouver des solutions. Madame [Valérie] CHEVALIER [Directrice Générale de l'Opéra et Orchestre National de Montpellier] a fait des efforts importants pour essayer de penser sa saison, parce qu'elle est responsable de l'argent public. Mais nous ne sommes pas une Métropole qui pendant 4 mois a fermé son opéra ou sa maison musicale comme ça s'est produit dans d'autres endroits. Il y aura des choix à opérer, il va falloir que tout le monde continue à faire des efforts, ce qui a été fait par tous les collègues dans la construction de ce budget, parce qu'il y a des enjeux de bonne gestion et elle doit être au rendez-vous.

Le chiffre qui l'illustre, c'est tout simplement notre capacité d'autofinancement, à hauteur de 80 millions d'euros, qui nous permet d'avoir cette capacité d'emprunt. Ce chiffre il est négatif dans certaines métropoles ! Nous, il est le même que l'année passée, et je veux saluer tous les efforts qui ont été accomplis. Nous travaillons pour dégager des marges de manœuvre, faire des économies de fonctionnement. La logique est la suivante : nous n'empilons pas les politiques publiques, nous cherchons à les transformer pour qu'elles puissent être efficaces et qu'elles puissent rentrer dans les grands équilibres. Parfois ce n'est pas simple, c'est dur, parce que comme le disait MENDES-France, « *gouverner c'est choisir* ». Alors nous allons poursuivre nos efforts. D'ailleurs nous avons demandé en Bureau de Métropole que l'administration s'engage dans un plan marge de manœuvre, mobilisant l'ensemble des agents pour continuer à travailler, à aller chercher toutes les bonnes idées, toutes les pistes d'amélioration pour que chaque euro dépensé soit un euro utile. C'est ce que nous faisons.

Aujourd'hui, la mise en œuvre de ce budget, elle se voit. Madame GIMENEZ, par les 435 000 heures d'insertion qui permettent d'aider les publics en situation de difficulté d'accès à l'emploi d'être aidés. Dans les 10 communes où la stratégie biodéchets va se déployer, pour ensuite aller à l'échelle de la Métropole. Avec l'arrivée des rails de la cinquième ligne de tramway, qui nous permettra d'améliorer notre offre de transport, notamment entre Corum et Saint-Éloi – où effectivement il y a beaucoup d'usagers à ce moment-là – et améliorer la performance de réseau et l'offre de transport. Nous sommes ici dans les choix. Nous les faisons et nous les mettons en œuvre.

Ce budget, il est marqué du contexte macroéconomique qui frappe l'Europe, notre pays. Nous en avons tenu compte. Il est l'expression du volontarisme à deux niveaux : essayer de régler les problèmes de l'eau (ils sont majeurs), des déchets (ils sont très importants sur le territoire), de la sécurité du rail ou de la police métropolitaine des transports pour tous nos usagers. Ils sont l'expression d'un territoire qui prépare son avenir et d'une gestion rigoureuse de l'argent public. Enfin, un soutien indéfectible à la dynamique entrepreneuriale du territoire, parce que notre Métropole, elle se finance par l'innovation de nos entreprises qui rapportent une CFE, un versement mobilité. Nous avons le devoir d'être à leurs côtés dans des stratégies de filière d'accompagnement. Ce sera la délibération dans quelques instants sur l'Agence de développement économique, parce que leur développement sur notre territoire permet précisément la dynamique de la CFE et du versement mobilité, et donc la redistribution auprès de l'ensemble des habitants de la Métropole.

Je vous propose de passer aux voix, puisqu'il doit y avoir un vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci beaucoup. Adoptée à l'immense majorité. Merci beaucoup.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 5 voix

Ont voté contre : M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Isabelle MARSALA, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL.

**AFFAIRE N° 4 : RESSOURCES - BUDGET PRIMITIF 2023 DE MONTPELLIER
MEDITERRANEE METROPOLE - BUDGET ANNEXE PARKING - ADOPTION**

Mmes C. GIMENEZ et S. MONIN et sortent de séance.

Monsieur le Président

Allez, Monsieur CALVAT, affaire 4, budget annexe parking

Renaud CALVAT

On n'a presque plus de budget annexe maintenant, depuis la Régie, etc. Mais on a encore un budget annexe : le budget annexe du parking. Vous avez les chiffres dans le rapport, fonctionnement, investissement, pour un total de 1 379 845 euros. C'est le dernier budget annexe qui nous reste, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée à l'unanimité. Merci.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 5 : RESSOURCES - TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE POUR 2023 - ADOPTION

M. M. ASLANIAN sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 5. Ce sont les taux d'imposition.

Renaud CALVAT

Zéro d'augmentation. Vous avez tout.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Merci.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 6 : RESSOURCES - TAUX D'IMPOSITION DE LA TAXE D'ENLEVEMENT DES ORDURES MENAGERES (TEOM) POUR 2023 - ADOPTION

Mme V. BRUNET, MM. H. MARTIN et M. REYNAUD (avec le pouvoir de M. B. PATERNOT) sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 6. Taux d'imposition de la TEOM, stabilité. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Pardon. Bien sûr, Jackie [GALABRUN-BOULBES]. Pardon je vais vite.

Jackie GALABRUN-BOULBES

Désolée, j'avais attendu plutôt ce point-là pour parler. C'était pour faire un peu la publicité pour Saint-Drézéry qui, du 14 au 16 avril, aura la manifestation « *Tout au compost* ». Grâce à la Métropole, à l'association Saint-Drézéry Nature Environnement, aux chasseurs qui nous accompagnent, à la Mairie, aux semeurs de jardins, à l'APIEU, belle manifestation qui va se tenir pendant 3 jours. J'en profite pour dire que, tant qu'on est dans cette dynamique, Monsieur VASQUEZ, il serait bien qu'on passe la seconde pour les apports volontaires de biodéchets, parce qu'on vient de l'apprendre tardivement – on va dire – et donc la Commune est vraiment à vos côtés mais il faut qu'on y aille dard-dard pour communiquer sur ce sujet-là.

Monsieur le Président

Madame le Maire, Monsieur VASQUEZ lui aussi il est en mode dard-dard, donc les grands esprits se rencontrent. Vous venez de voter 2 millions d'euros de crédits en faveur de la politique biodéchets : seule

métropole à faire autant sur ce dossier. Vous êtes jaloux Monsieur le Vice-Président. Allez, dare-dare, on met aux voix la TOEM.

François VASQUEZ

On a besoin de tous sur le pont, ne l'oublions pas. C'est des moyens humains et c'est la participation générale. Il n'y a pas qu'une question de financement.

Monsieur le Président

Exactement. Allez, stabilité de la TOEM, même si on doit être très vigilants à cause de la funeste décision de fermer le troisième casier, qui nous a fait passer de 0 à 24 millions d'euros, qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

AFFAIRE N° 7 : CYCLES DE L'EAU - TAXE POUR LA GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET LA PREVENTION DES INONDATIONS - FIXATION DU PRODUIT 2023 - ADOPTION

M. M. ASLANIAN entre en séance.

Mmes F. DOMBRE-COSTE, J. FRÊCHE et M. C. MEUNIER sortent de séance.

Monsieur le Président

Gestion des milieux aquatiques, GEMAPI. Madame NEGRET.

Véronique NEGRET

Merci beaucoup. Nous proposons à travers cette délibération d'augmenter la contribution pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations. Evidemment on doit une explication à cette proposition. Deux principales raisons. D'abord parce qu'il est absolument nécessaire d'avoir terminé avant la fin du mandat les grands travaux de protection contre les inondations : Grabels, Fabrègues, Juvignac, Montpellier contre les inondations du Rieutord, la protection de Pérols contre la montée des étangs, par exemple. L'idée c'est d'arriver à la fin du mandat à 50 000 personnes de protégées, aujourd'hui nous sommes à 35 000 grâce à toutes les actions que la Métropole mène depuis 2005 ; donc l'idée c'est d'arriver à protéger 15 000 personnes de plus. Evidemment, ça se fait dans un contexte d'inflation, particulièrement sur le coût des matériaux – vous le savez – or là on parle de travaux. Aussi ça se fait bien sûr dans un contexte d'actualisation des études qui montrent qu'il faut qu'on monte en gamme. Ensuite, deuxième explication à cette augmentation, il est absolument nécessaire de continuer à développer les actions de préservation et de restauration des milieux aquatiques pour assurer leur résilience face à ce fameux changement climatique.

L'idée c'est de passer cette contribution GEMAPI à un produit de 8 millions d'euros, vous le savez très certainement, c'est le produit de cette contribution qui est discuté chaque année. On parle aussi d'une contribution affectée : cet argent ne peut servir à financer que les actions qui sont ciblées dans la compétence GEMAPI telle qu'elle est fixée par la loi. Nous proposons de passer d'un produit de 5 à 8 millions. Si on le rapporte au nombre d'habitants, ça veut dire qu'on passe de 10 euros à 16 euros. Nous sommes encore bien loin des 40 euros, qui est le maximum fixé par la loi et qui est d'ailleurs pratiqué par des territoires pour protéger leur population et leur milieu aquatique. En bref, l'objectif de l'augmentation de ce produit, c'est de couvrir les besoins financiers nouveaux engendrés par la nécessité de rendre notre Métropole plus résiliente au risque inondation et au dérèglement climatique. Merci.

Monsieur le Président

Merci Madame NEGRET. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Madame JANNIN. Monsieur REVOL.

Stéphanie JANNIN

Bonjour Monsieur le Président, chers collègues. J'allais vous poser une question justement et je vous remercie Madame NEGRET parce que vous y avez répondu. Vous indiquez dans la délibération le produit en fait de 8 millions d'euros et je me demandais du coup ce que ça donnait en prix par habitant. Vous avez répondu à ma question, je vous remercie. Mais pourquoi ne pas l'avoir fait figurer dans la délibération ?

Monsieur le Président

Vous avez terminé, Madame JANNIN ?

Stéphanie JANNIN

Oui.

Monsieur le Président

Ok. Monsieur REVOL, et Madame NEGRET vous répond.

René REVOL

Oui, je pense qu'on peut répondre : c'est la nécessité de présenter le produit. Voilà.

Naturellement je voudrais peut-être me faire l'écho de tous mes collègues de Fabrègues, Juvignac ou même Montpellier en disant, vraiment, il faut absolument qu'on finance ces travaux pour la protection, car le changement climatique va plus vite que les prévisions qu'on avait quand nous avons décidé de ces travaux. Il faut absolument les faire, donc ce n'est pas nous qui allons contester l'importance de ce financement.

Je voudrais juste préciser que la taxe GEMAPI est l'outil que nous fournit la loi et qu'elle est profondément injuste. Il faut le rappeler. On ne peut pas faire autrement qu'utiliser cet outil, puisque c'est celui que nous donne la loi. Mais je vous assure, quand je serai Premier ministre, je le changerai ! Ce n'est pas possible, c'est une taxe qui n'est même pas corrélée à la surface habitable ou aux revenus des gens. En plus c'est une taxe qui quelque part est *per capita*, par tête, par habitant. Depuis la Révolution française et le début de la III^e République, on sait que, lorsque vous avez une taxe qui est déterminée par le nombre d'habitants, vous taxez beaucoup plus les familles populaires qui ont plus d'enfants. Je voulais le dire au passage pour qu'on ne l'oublie pas : on utilise cet outil parce qu'on n'en a pas d'autres, mais il est imparfait.

Monsieur le Président

Merci Monsieur le Vice-Président. La fiscalité locale, ce n'est pas la fiscalité qui est la plus juste, et je ne sais pas si vous serez Premier ministre, Monsieur REVOL, mais en tout cas c'est un beau sujet pour l'avenir du pays, qui doit toujours être gouverné dans un esprit de justice.

Madame NEGRET a très bien dit : nous finançons grâce à ça. Je vous ai fait porte-parole des maires de l'ouest, mais 2014, ce fut un traumatisme pour Grabels, pour Juvignac, et nous savons la vulnérabilité de la Mosson. Avec ce produit nous allons financer la mise en sécurité, avec le même niveau d'ambition et d'expertise que ce qui a été fait pour le Lez.

Madame JANIN, Monsieur REVOL vous a répondu : on doit indiquer le montant du produit dans la délibération, d'où à l'oral la prise de parole de Madame NEGRET.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité. Merci.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

AFFAIRE N° 8 : HORS COMMISSION - CREATION DE L'AGENCE DE DEVELOPPEMENT ET DES TRANSITIONS - STATUTS - SUBVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme A. SAURAT et M. E. PENSO sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 8. Création de l'Agence de développement économique. Il s'agit de la doter de moyens. Je précise qu'un certain nombre de collègues qui travaillent actuellement dans la Métropole vont être détachés dans l'Agence de développement économique. J'aperçois Monsieur BOULET qui est là, que je salue, qui va aller animer l'Agence avec Monsieur LARUE et le Conseil d'administration, sur lequel nous délibérerons tout à l'heure. Il s'agit de voter les moyens pour qu'elle puisse fonctionner, et ça retirera, Monsieur RAYMOND, quelques ETP dans la masse salariale du budget de fonctionnement de la Métropole.

Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 76 voix

AFFAIRE N° 9 : ATTRACTIVITE - FINANCEMENT DES ENTREPRISES - SOUSCRIPTION AU FONDS D'INVESTISSEMENT OCCIDEV DE OCCTE - CONVENTION ENTRE LA REGION OCCITANIE ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - CONVENTION ENTRE OCCTE ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 9. Convention entre la Région et la Métropole sur un fonds à hauteur de 2 millions d'euros pour soutenir les entreprises. Est-ce qu'il y a des questions auprès de Madame EMAD ? Ça a dû être abordé en Commission. Contres ? Abstentions ? Refus de vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 76 voix

AFFAIRE N° 10 : HORS COMMISSION - CONTRAT DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LE SYNDICAT MIXTE DE DEVELOPPEMENT LOCAL DU PAYS CŒUR D'HERAULT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme V. NEGRET (avec le pouvoir de M. S. DESSEIGNE) et M. J. RAYMOND (avec le pouvoir de M. S. GUISEPPIN) sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 10. Convention de partenariat entre la Métropole et le Syndicat mixte de développement local du Pays Cœur d'Hérault. Qui a des questions ? Contres ? Abstentions ? Refus de vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 72 voix

AFFAIRE N° 11 : HORS COMMISSION - CONTRAT DE RECIPROCITE ENTRE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES RHONY-VISTRE-VIDOURLE ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - MISE EN SYNERGIE MED VALLEE ET CAP GALLARGUES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 11. Contrat de réciprocité entre la communauté de communes Rhôny-Vistre-Vidourle et Montpellier Méditerranée Métropole pour travailler sur le développement économique, sur Cap Gallargues. On a déjà examiné. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 72 voix

AFFAIRE N° 12 : ENVIRONNEMENT - RESEAU PUBLIC DE DISTRIBUTION DE CHALEUR RENOUVELABLE - CHOIX DU MODE DE GESTION - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n° 12. Réseau public de distribution de chaleur renouvelable, choix du mode de gestion. Il s'agit du réseau de chaleur nord, Madame TOUZARD. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Geniès BALAZUN, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud

CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Brigitte DEVOISSELLE, Mme Hind EMAD, Mme Régine ILLAIRE, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, Mme Nathalie LEVY, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Pierre RICO, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 47 voix

AFFAIRE N° 13 : HORS COMMISSION - PACTE TERRITORIAL D'INSERTION DEPARTEMENTAL (PTI) 2022-2025 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 13. Pacte territorial d'insertion. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Yvan NOSBE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

AFFAIRE N° 14 : SOLIDARITES - CONVENTION D'APPUI A LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET D'ACCES A L'EMPLOI ENTRE L'ÉTAT, MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA VILLE DE MONTPELLIER - RAPPORT D'EXECUTION 2022 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 14. Convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi entre l'État et la Métropole. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 72 voix

AFFAIRE N° 15 : SOLIDARITES - FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT - ACTIONS D'INSERTION PAR LE LOGEMENT 2023 - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS A DIVERSES ASSOCIATIONS ET CCAS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 15. Fonds de solidarité pour le logement, actions d'insertion par le logement 2023. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 72 voix

AFFAIRE N° 16 : SOLIDARITES - RENFORCEMENT DU "PERMIS DE LOUER" A MONTPELLIER - EXTENSION AU FAUBOURG FIGUEROLLES - CONVENTION DE COORDINATION ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES POUR LE CONTROLE DE L'APPLICATION DU DISPOSITIF - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mmes V. BRUNET et V. NEGRET (avec le pouvoir de M. S. DESSEIGNE) entrent en séance.

MM. G. BALAZUN (avec le pouvoir de Mme. B. DEVOISSELLE) et G. LAURET sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 16. Renforcement du dispositif « permis de louer ». On l'étend progressivement. Je sais que des

communes sont candidates, ce sera la prochaine vague. Là il s'agit d'étendre au faubourg de Figuerolles. Beaucoup de marchands de sommeil sont positionnés là-bas et c'est un dispositif qui nous permet d'engager des actions auprès de Monsieur le Procureur de la République ; 3 actions ont été diligentées il y a une semaine et justice sera sans doute rendue. Rappelons qu'il y a déjà eu des condamnations. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 72 voix

AFFAIRE N° 17 : HORS COMMISSION - COPROPRIETE LES CEVENNES A MONTPELLIER - CONVENTION DE PLAN DE SAUVEGARDE ENTRE LA METROPOLE, L'ÉTAT, LA REGION, LE DEPARTEMENT ET AUTRES PARTENAIRES INSTITUTIONNELS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 17. Copropriété *Les Cévennes*, convention entre l'État, la Métropole, la Région et le Département. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Florence AUBY, M. Yves BARRAL, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Eliane LLORET, M. Yvon PELLET, Mme Claudine VASSAS MEJRI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 66 voix

AFFAIRE N° 18 : HORS COMMISSION - NOUVEAU PROJET DE RENOVATION URBAINE (NPRU) MOSSON-CEVENNES - AVENANT A LA CHARTE PARTENARIALE DE RELOGEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. GIMENEZ et M. G. LAURET entrent en séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 18. C'était une affaire du précédent Conseil. Nouveau projet de rénovation urbaine, avenant à la charte partenariale de relogement. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. William ARS, M. Christian ASSAF, Mme Florence AUBY, M. Yves BARRAL, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, M. Michaël DELAFOSSE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Régine ILLAIRE, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, Mme Nathalie LEVY, Mme Eliane LLORET, Mme Coralie MANTION, Mme Nicole MARIN-KHOURY, Mme Marie-Delphine PARPILLON, M. Yvon PELLET, Mme Céline PINTARD, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK, Mme Isabelle TOUZARD, Mme Claudine VASSAS MEJRI, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 41 voix

AFFAIRE N° 19 : AMENAGEMENT DURABLE - CONVENTION D'INTERVENTION EXCEPTIONNELLE SUR UNE PARTIE DES ESPACES EXTERIEURS DE LA COPROPRIETE DES CEVENNES ENTRE L'ADMINISTRATEUR PROVISOIRE DE LA COPROPRIETE ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 19. Convention d'intervention exceptionnelle sur une partie des espaces extérieurs de la copropriété des *Cévennes* entre l'administrateur provisoire de la copropriété et la Métropole. Il s'agit d'en avoir la domanialité publique. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée. Merci

beaucoup.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 74 voix

FFAIRE N° 20 : HORS COMMISSION - PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN DES QUARTIERS MOSSON ET CEVENNES - AVENANT N°1 A LA CONVENTION PARTENARIALE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 20. Projet de renouvellement urbain, avenant n° 1 à la convention partenariale. Qui a des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. William ARS, M. Christian ASSAF, Mme Florence AUBY, M. Yves BARRAL, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, M. Michaël DELAFOSSE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Régine ILLAIRE, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, Mme Nathalie LEVY, Mme Eliane LLORET, M. Yvon PELLET, Mme Céline PINTARD, Mme Catherine RIBOT, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK, Mme Claudine VASSAS MEJRI, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 42 voix

AFFAIRE N° 21 : HORS COMMISSION - RENOUVELLEMENT URBAIN DU QUARTIER DE LA MOSSON - PROCEDURE DE ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ (ZAC) SUR LE SECTEUR SAINT PAUL - BILAN DE LA CONCERTATION PREALABLE ET MODALITES DE PARTICIPATION DU PUBLIC PAR VOIE ELECTRONIQUE SUR L'ETUDE D'IMPACT - APPROBATION

Mme F. DOMBRE COSTE entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 21. Renouvellement urbain, procédure d'aménagement concerté sur la ZAC Saint Paul. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 74 voix

AFFAIRE N° 22 : HORS COMMISSION - RENOUVELLEMENT URBAIN DU QUARTIER DE LA MOSSON - PROCEDURE DE ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ (ZAC) MOSSON SUD - MODALITES DE PARTICIPATION DU PUBLIC PAR VOIE ELECTRONIQUE SUR L'ETUDE D'IMPACT - APPROBATION

Monsieur le Président

Renouvellement urbain du quartier de la Mosson sur la ZAC Mosson Sud. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 74 voix

AFFAIRE N° 23 : AMENAGEMENT DURABLE - RENOUVELLEMENT URBAIN DU QUARTIER

DE LA MOSSON - SECTEUR DU GRAND MAIL - VILLE DE MONTPELLIER - DOSSIER D'ENQUETE PARCELLAIRE COMPLEMENTAIRE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 23. Secteur Grand Mail, dossier d'enquête parcellaire complémentaire. Y a-t-il des questions ? Qui ne prend pas part au vote ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 74 voix

AFFAIRE N° 24 : AMENAGEMENT DURABLE - AMENAGEMENT DU CARREFOUR SITUE ENTRE LA RD24E2 ET LA RM613 SUR LES COMMUNES DE SAINT AUNES ET VENDARGUES - DEMANDE D'OUVERTURE DE L'ENQUETE PUBLIQUE PREALABLE A LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE ET DE L'ENQUETE PARCELLAIRE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 24. Aménagement du Carrefour situé entre la RD24 et la RM613 sur les communes de Saint Aunès et Vendargues, demande d'ouverture de l'enquête publique. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 74 voix

AFFAIRE N° 25 : AMENAGEMENT DURABLE - MODIFICATION N°4 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE CASTELNAU-LE-LEZ - ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE - CONCERTATION AU TITRE DU CODE DE L'URBANISME - OBJECTIFS POURSUIVIS ET MODALITES DE LA CONCERTATION - APPROBATION

M. G. BALAZUN (avec le pouvoir de Mme B. DEVOISSELLE) entre en séance.

Mme E. LLORET et M. J. VERA (avec le pouvoir de Mme M. CASSAR) sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire 25. Modification n° 4 du PLU de Castelnau-le-Lez, concertation au titre du Code de l'urbanisme. Y a-t-il des questions ? Madame JANNIN.

Stéphanie JANNIN

Mon intervention ne porte pas du tout sur la modification du PLU de Castelnau-le-Lez, mais je saisis cette affaire qui concerne...

Monsieur le Président

Madame JANNIN, nous restons sur l'ordre du jour.

Stéphanie JANNIN

C'est tout à fait l'ordre du jour.

Monsieur le Président

Non. Sur le PLU de Castelnau-le-Lez, la modification n° 4.

Stéphanie JANNIN

Ça concerne le PLU. Est-ce que vous pourriez nous indiquer aujourd'hui précisément quel est l'agenda à ce jour qui est prévu pour le PLUi intercommunal, à la suite de la non-conformité de la procédure qu'il y a eu en Conseil municipal de Montpellier ?

Monsieur le Président

Madame JANNIN, en question diverses, on traitera ça.

Je mets aux voix. Est-ce qu'il y a d'autres interventions sur le PLU de Castelnau-le-Lez ? On reste sur l'ordre

du jour, Madame JANNIN, sur la modification n° 4 du PLU de Castelnau-le-Lez. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Abstentions ? Refus de prendre part au vote ? Adoptée.

On vous répondra en questions diverses, Madame JANNIN. Madame MANTION, Madame la Vice-Présidente, vous répondra.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 1 voix

A voté contre : Mme Mathilde BORNE.

AFFAIRE N° 26 : AMENAGEMENT DURABLE - PROJET DE PERIMETRE DELIMITE DES ABORDS (PDA) DU DOMAINE DU CHATEAU DE BONNIER DE LA MOSSON - COMMUNE DE JUVIGNAC - DEMANDE D'ACCORD

M. E. PENSO entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 26. Projet de périmètre délimité des abords du domaine du château de Bonnier de la Mosson. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 74 voix

AFFAIRE N° 27 : HORS COMMISSION - ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ (ZAC) NINA SIMONE - MONTPELLIER - MODALITES DE CONCERTATION SUR LA MISE EN COMPATIBILITE DU PLU - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 27. ZAC Nina Simone, modalités de concertation sur la mise en compatibilité du PLU. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 74 voix

AFFAIRE N° 28 : HORS COMMISSION - COMMUNE DE MONTPELLIER - ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ (ZAC) NINA SIMONE - CESSIION FONCIERE POUR LA CREATION D'UNE ACADEMIE DE POLICE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n° 28. ZAC Nina Simone, cession foncière pour la création de l'académie de police. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 74 voix

AFFAIRE N° 29 : HORS COMMISSION - PROTOCOLE TRANSACTIONNEL VISANT A ETEINDRE LES OBLIGATIONS DE LA METROPOLE VIS A VIS DE LA PARCELLE BL N°267, SISE 1322 RUE DU PIOCH DE BOUTONNET A MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 29. C'était une affaire du Conseil du 2 février. Protocole transactionnel sur la parcelle BL 267, 1322 rue du Pioch de Boutonnet. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 74 voix

AFFAIRE N° 30 : AMENAGEMENT DURABLE - PROJET DE PROGRAMME DES EQUIPEMENTS PUBLICS (PEP) DE LA ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ (ZAC) POMPIGNANE A MONTPELLIER - DEMANDE D'AVIS

Monsieur le Président

Projet de programme des équipements publics de la ZAC de la Pompignane à Montpellier. Y a-t-il des questions ? Je voudrais avoir une pensée pour Roland CASTRO qui en a été l'architecte en chef et qui nous a quittés récemment. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 74 voix

AFFAIRE N° 31 : HORS COMMISSION - COMMUNE DE SAINT JEAN DE VEDAS - ZONE D'ACTIVITES ECONOMIQUES LAUZE EST - AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE UNIQUE DU PROJET - ENGAGEMENT DE L'ENQUETE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 31. Ce sera le même vote que le Conseil du 2 février 2023. ZAC, la zone d'activités économiques Lauze Est, autorisation environnementale unique du projet. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, Mme Clara GIMENEZ, Mme Régine ILLAIRE, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, Mme Nathalie LEVY, Mme Céline PINTARD, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 6 voix

Ont voté contre : Mme Mathilde BORNE, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO, M. François VASQUEZ.

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Florence BRAU, Mme Isabelle TOUZARD.

AFFAIRE N° 32 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE DE SAINT JEAN DE VEDAS - AMENAGEMENT DE LA ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ (ZAC) ROQUEFRAISSE - CESSION A L'AMENAGEUR DES PARCELLES CADASTREES AW N°133F, 136H, 236B ET LE VOLUME 2 DE LA PARCELLE AW N°236D - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 32. Zone d'aménagement Roquefraise. C'est sur l'aménageur des parcelles cadastrées. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Je vous indique que sur les « *ne prennent pas part au vote* », à la Métropole de Brest, ils font sortir les gens de la séance, et ils re-entrent, donc les conseils deviennent de plus en plus longs. D'où l'importance d'être fidèle à notre règlement de fonctionnement de notre Assemblée. On va voir comment le Gouvernement, France Urbaine, exprime sur ça, parce que sinon à la fin il n'y aura plus personne. Enfin, les SEM, tout le modèle de l'économie mixte, il est battu en brèche.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, M. Jacques MARTINIER, Mme Mylène MIFSUD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

AFFAIRE N° 33 : HORS COMMISSION - VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - MODIFICATION N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) - APPROBATION

MM. C. MEUNIER, J. RAYMOND (avec le pouvoir de M. S. GUISEPPIN) et R. REVOL entrent en séance.

Monsieur le Président

Affaire 33. Modification du PLU de Villeneuve-lès-Maguelone. Je mets aux voix, sauf s'il y a des questions. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

AFFAIRE N° 34 : AMENAGEMENT DURABLE - PROJET DE PERIMETRE DELIMITE DES ABORDS (PDA) DE L'ÉGLISE SAINT-ÉTIENNE - COMMUNE DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - DEMANDE D'ACCORD

Monsieur le Président

Affaire 34. Projet de périmètre délimité des abords de l'église Saint-Étienne dans la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

AFFAIRE N° 35 : HORS COMMISSION - JUVIGNAC - MODIFICATION N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n° 35. Juvignac, modification n° 2 du PLU. C'est une affaire qu'on repasse. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

AFFAIRE N° 36 : HORS COMMISSION - COMMUNE DE COURNONTERRAL - CONSTRUCTION D'UN LYCEE ET AMENAGEMENT DES VOIRIES ET ESPACES PUBLICS CONNEXES - DESIGNATION DE LA REGION OCCITANIE POUR CONDUIRE LA PROCEDURE D'EXPROPRIATION EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 122-7 DU CODE DE L'EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITE PUBLIQUE - APPROBATION DU DOSSIER DE DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLU ET DU DOSSIER D'ENQUETE PARCELLAIRE SOUMIS A ENQUETE PUBLIQUE

Mme J. FRÉCHE entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 36. Construction du lycée sur la commune de Cournonterral, approbation du dossier de Déclaration d'Utilité Publique (DUP), de mise en compatibilité du PLU. Je mets aux voix. Qui est contre ? Six. Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée. Mêmes votes que la dernière fois.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 6 voix

Ont voté contre : Mme Mathilde BORNE, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO, M. François VASQUEZ.

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Florence BRAU.

AFFAIRE N° 37 : HORS COMMISSION - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC (DSP) TRANSPORT URBAIN - AVENANT N°9 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J. VERA (avec le pouvoir de Mme M. CASSAR) entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 37. Avenant n° 9 à la DSP de transport urbain. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Mathilde BORNE, M. Sébastien COTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Laurent NISON, M. Jean-Pierre RICO, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

AFFAIRE N° 38 : HORS COMMISSION - PROGRAMME SAVOIR ROULER A VELO AUPRES DES ELEVES DE CM2 SCOLARISES SUR LE TERRITOIRE DE LA METROPOLE - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX COMMUNES - APPROBATION

Mme E. LLORET entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 38. Programme savoir rouler à vélo. Ça avait été présenté. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N° 39 : HORS COMMISSION - TRAMWAY LIGNE 5 - DEMANDE D'ENQUETES PARCELLAIRES COMPLEMENTAIRES ET SIMPLIFIEES - APPROBATION

Mme A. SAURAT et M. H. MARTIN entrent en séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 39. Tramway, ligne 5, demande d'enquêtes parcellaires complémentaires et simplifiées sur la ligne 5 de tramway. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 40 : AMENAGEMENT DURABLE - ADHESION AU CENTRE D'ETUDES ET D'EXPERTISE SUR LES RISQUES, L'ENVIRONNEMENT, LA MOBILITE ET L'AMENAGEMENT (CEREMA) - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 40. Adhésion au CEREMA à hauteur de 2 000 euros pour s'appuyer sur son expertise dans la production d'espaces publics. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui refuse de prendre part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 41 : HORS COMMISSION - CONVENTION DE REVERSEMENT DU PRODUIT DES FORFAITS DE POST-STATIONNEMENT (FPS) ENTRE LA VILLE DU CRÈS ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. M. REYNAUD (avec le pouvoir de M. B. PATERNOT) entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 42. Convention de reversement du produit des forfaits post-stationnement, Ville du Crès et la Métropole. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 42 : AMENAGEMENT DURABLE - CONVENTION DE REVERSEMENT DU PRODUIT DES FORFAITS DE POST-STATIONNEMENT (FPS) ENTRE LA VILLE DE PEROLS ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. RIBOT sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 42. Convention de reversement du produit des FPS entre la Ville de Pérols et la Métropole. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 43 : AMENAGEMENT DURABLE - MODALITES DE TRANSFERT ET DEDOMMAGEMENT EXCEPTIONNEL DES ABONNES DU PARKING DES ARCEAUX VERS LE PARKING PITOT-ARCEAUX - APPROBATION

M. C. MEUNIER sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 43. Modalités de transfert et dédommagement exceptionnel des abonnés du parking des arceaux vers le parking Pitot. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 44 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LA THEMATIQUE "MOBILITES" - EXERCICE 2023 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 44. Attribution de subventions. Alors là, mes chers collègues, grande prudence à tous. Si vous êtes concernés de près ou de loin par une des structures, vous nous le signalez pour qu'on indique que vous ne preniez pas part au vote, pour votre sécurité juridique. Donc là, attribution de subventions dans la thématique « mobilités », exercice 2023. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Mathilde BORNE, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Marie MASSART, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, Mme Isabelle TOUZARD, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

AFFAIRE N° 45 : ANIMATION DU TERRITOIRE - MECENAT DE COMPETENCE - MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF - CONVENTION ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET L'ASSOCIATION MONTPELLIER 2028 CAPITALE EUROPEENNE DE LA CULTURE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 45. Mécénat de compétence, mise en place du dispositif par convention entre la Métropole et l'association 2028, dossier porté par Monsieur CHARTIER qui suit tous les sujets de mécénat, pour pouvoir nous accompagner dans la candidature de Capitale Européenne de la Culture. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Clara GIMENEZ, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, Mme Célia SERRANO, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

AFFAIRE N° 46 : ANIMATION DU TERRITOIRE - DEMANDE DE RENOUVELLEMENT DU LABEL "CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL" DE LA CITE DES ARTS - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 46. Demande de renouvellement du label « conservatoire à rayonnement régional » de la Cité des arts. Y a-t-il des demandes auprès de Monsieur le Vice-Président ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Monsieur TRAVIER ?

Bernard TRAVIER

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Oui, ne prennent pas part au vote les membres du Conseil d'administration de la Cité des arts. Monsieur TRAVIER, Madame BRUNET, Madame ROS-ROUART, Monsieur PENSO...

Audrey AZEMA

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Ils peuvent ? On est sûr ?

Audrey AZEMA
Intervention hors micro.

Olivier NYS
Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Bon, on note bien dans le PV qu'on s'est posé publiquement la question. Monsieur TRAVIER est un éminent magistrat de notre pays, pays où on pose comme principe que nul n'est censé ignorer la loi. Alors ok. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Adoptée. Merci de votre vigilance, cher Bernard [TRAVIER].

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 47 : ANIMATION DU TERRITOIRE - FONDS DE SOUTIEN AUX INDUSTRIES CULTURELLES ET CREATIVES - APPEL A PROJETS 2023 - MODIFICATIONS DU CADRE D'INTERVENTION DU DISPOSITIF ET DE LA CHARTE DE FONCTIONNEMENT DES COMITES DE LECTURE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 47. Fonds de soutien aux Industries Culturelles et Créatives (ICC), modifications du cadre d'intervention du dispositif et de la charte de fonctionnement des comités de lecture. Y a-t-il des questions ? Très important pour l'écosystème ICC. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 48 : ANIMATION DU TERRITOIRE - APPEL A PROJETS DANS LE CADRE DU FONDS D'AIDE A LA DIFFUSION THEATRALE ET A LA CREATION DU SPECTACLE VIVANT - RENOUELEMENT POUR L'ANNEE 2023, ATTRIBUTION AU TITRE DU PREMIER TRIMESTRE 2023 ET MODIFICATION D'UNE ATTRIBUTION 2022- APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 48. Appel à projets dans le cadre du fonds d'aide à la diffusion théâtrale et à la création du spectacle vivant, attribution premier semestre. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur PENSO ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 49 : ANIMATION DU TERRITOIRE - SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA - MUSEE HENRI PRADES - CONVENTION-CADRE ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA DRAC OCCITANIE POUR LA CREATION D'UN CENTRE DE CONSERVATION ET D'ETUDE DES MOBILIERS ARCHEOLOGIQUES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Site archéologique Lattara, convention entre le musée Henri Prades, la DRAC et la Métropole, pour la création d'un centre de conservation et d'étude des mobiliers archéologiques. Une opération très importante que nous appellerons « Lattara 2 », qui permet une très belle extension de ce site archéologique et pour lequel nous aurons cette ambition. Ensuite l'Oppidum de Murviel-lès-Montpellier, nous devons rappeler aussi que nous sommes un site prestigieux de l'antiquité romaine et gallo-romaine. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur

le Vice-Président ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Merci beaucoup. C'est 7 millions d'euros d'investissement.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 50 : ANIMATION DU TERRITOIRE - SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA, MUSEE HENRI PRADES - MISE EN VALEUR DU COMPLEXE ARCHEOLOGIQUE - AMENAGEMENT D'UN PARCOURS ARCHEOLOGIQUE ET CREATION D'UN CENTRE DE CONSERVATION ET D'ETUDE METROPOLITAIN - MODIFICATION DE LA DELIBERATION N°M2022-267 - COMPOSITION DU JURY DU CONCOURS DE MAITRISE D'ŒUVRE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 50. Lattara, aménagement du parcours archéologique. C'est pour le jury de maîtrise d'œuvre. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur le Vice-Président ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 51 : HORS COMMISSION - SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA-MUSEE HENRI PRADES - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHES ARCHEOLOGIQUES PREVENTIVES (INRAP) - EXPOSITION "SEPTIMANIE. LANGUEDOC ET ROUSSILLON DE L'ANTIQUITE AU MOYEN ÂGE" - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MEUNIER entre en séance.

Mme H. EMAD sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 51. Convention de partenariat avec l'INRAP, exposition « *Septimanie. Languedoc et Roussillon de l'Antiquité au Moyen Âge* », exposition qui aura lieu du 17 juin 2023 au 5 février 2024, qui sera la grande expo après l'expo Menhirs, qui était remarquable et qui montrait les influences de Pierre SOULAGES. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 52 : HORS COMMISSION - SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA - SIEGE EPISCOPAL DE MAGUELONE A VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LE CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (CNRS) POUR LA REALISATION DES CAMPAGNES DE FOUILLES ARCHEOLOGIQUES 2023 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. RIBOT entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 52. Sur Lattara et le siège épiscopal de Maguelone à Villeneuve-lès-Maguelone, convention de partenariat avec le CNRS. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 53 : ANIMATION DU TERRITOIRE - MONTPELLIER CONTEMPORAIN (MO.CO.) - MODIFICATION DE STATUTS DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC DE COOPERATION CULTURELLE - APPROBATION

Mme R. TIKOUK et M. B. MODOT sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire 53. Sur la 53 ? Bien sûr, Monsieur TRAVIER. Affaire 53. MO.CO., sujet que vous connaissez bien, modification des statuts de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle (EPCC). La parole est à Monsieur TRAVIER.

Bernard TRAVIER

Monsieur le Président, chers collègues. Cette délibération m'interpelle pour la raison suivante : on nous demande de modifier les statuts du MO.CO. pour autoriser cet établissement à procéder à des acquisitions. La première question que je me pose : quel intérêt pour le MO.CO. de procéder à des acquisitions puisqu'il y a une institution dont c'est le rôle, qui est le Fonds régional d'art contemporain (FRAC) – puisqu'il s'agit d'acquisitions en matière d'art contemporain ? Il y a une institution qui est dévolue à cette activité. Je ne vois pas pourquoi le MO.CO. amputerait son budget pour procéder à des acquisitions. À quelle hauteur ? Envers qui ? Pour quels montants ? Qu'est-ce qu'on en fera ? Ensuite je rappelle que les réserves du musée Fabre sont pleines, qu'à Garosud ça déborde ! Donc là aussi je me dis : est-il utile d'aller plus loin ?

Mais cette délibération pose un autre problème, qui pour moi est un problème de politique culturelle et d'égalité entre les artistes. Le journal *Télérama*, que chacun peut consulter, qui est sorti cette semaine, fait une publicité importante sur deux expositions qui ont lieu simultanément : la première au MO.CO, la seconde à la Panacée. Or si vous lisez très sérieusement cet article, vous ne pouvez éviter une réflexion sur ce qui se passe : il y a des artistes, qui sont tous des artistes qui se situent dans l'art contemporain figuratif, qui sont ventilés entre le MO.CO. et la Panacée. Il y a à mon avis une inégalité de traitement entre eux qui ne s'explique pas. Si vous reprenez l'article, celui-ci parle souvent à plusieurs reprises d'argent : la cote, la cote, la cote. D'ailleurs dans l'art contemporain, pour ceux qui l'ont fréquenté ou qui le fréquentent, vous verrez que cette dimension n'est jamais absente. Cela suscite chez les artistes exposés dans les deux lieux des jalousies qui sont reprises par l'article, puisqu'une artiste a droit à 12 tableaux accrochés dans le MO.CO., tandis qu'un autre fait observer qu'il n'a eu droit qu'à un maigre tableau à la Panacée. Je ne peux que m'interroger sur l'égalité qui règne entre les exposés et par ailleurs m'interroger sur ce que doit être une véritable politique culturelle. L'article révèle que l'artiste qui est la mieux exposée fait un passage utile au MO.CO. et qu'ensuite elle est prise en charge par une plateforme qui va l'exposer dans le monde entier.

Je crois que les fonds dont dispose le MO.CO. devraient être utilisés, non pas à acquérir des œuvres émanant d'artistes en pleine évolution, que nous accompagnons dans la valorisation économique de leur travail. Ça n'est pas un discours du tout marxiste, c'est un discours réaliste, mais qui pourrait l'être, parce que là nous sommes sur un marché. Je ne vois pas pourquoi la Métropole s'impliquerait de cette manière dans le marché de l'art, ce n'est pas son rôle. Par ailleurs je pense que les fonds – dont nous ne connaissons pas le montant d'ailleurs – qui vont être utilisés pour procéder à ces acquisitions devraient être utilisés pour développer l'éducation artistique et culturelle, qui est un besoin fondamental de nos sociétés, quand on voit la faible culture de beaucoup de jeunes de ce pays. Sans acrimonie mais vraiment de manière très ferme, je vous demande de m'expliquer pourquoi nous devrions procéder à des acquisitions, alors que ça n'est ni justifié ni utile.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Monsieur TRAVIER pour cette intervention, qui est tout à fait en rapport avec la délibération et qui pose des questions qui ont été des débats qui ont eu lieu au Conseil d'administration du MO.CO., avec les mêmes questions qui sont les vôtres. Je prends un engagement, c'est d'abord de vous les communiquer. Monsieur PRUNIÈRES va vous faire passer ça, parce qu'il y a eu échange.

Alors qu'est ce qui est proposé ? En fait, vous voyez, il y a une œuvre – alors vous me pardonnez, c'est absolument inélégant de ma part – qui est dans l'espace public, vous savez, vers le pont de Sète, cette statue avec le téléphone, qui est d'un très grand artiste. C'est une œuvre qui est dans l'espace public. C'était une commande qui avait été acquise au moment du lancement du MO.CO., vous vous souvenez. C'est ce type de pièce qui entrerait dans les collections. Le MO.CO. n'a pas vocation à se lancer dans une politique

d'acquisition : je veux être très clair. Il peut avoir quelques opportunités, parce que dans le cadre d'une exposition on peut conserver. C'est juste cela et c'est cela qui a été acté en débat.

Vous avez dit une chose importante : le FRAC. Je profite de votre intervention : il y a un nouveau Directeur, Monsieur [Eric] MANGION, et je salue sa nomination, mais je le dis très fortement, et je vous rends hommage, Monsieur TRAVIER : il y a eu une excellente idée, c'est de lier des lieux d'exposition, la Panacée, résidence d'artistes, et l'école des Beaux-arts. Aujourd'hui notre école des Beaux-arts, elle a des moyens financiers, parce qu'il y a eu ce choix ailleurs, c'est la difficulté. Il est indispensable que le nouveau Directeur du FRAC travaille très bien avec le Directeur du MO.CO. Il faut absolument qu'il y ait des modèles de convergence. Dans la culture, nous devons le dire, je pense que vous partagez ce point de vue, mais il va falloir qu'on fasse plus travailler ensemble les structures. C'est ce que nous faisons entre le Printemps des comédiens et l'EPIC : ça s'appelle les marges de manœuvre pour protéger les budgets en faveur des artistes.

Troisième point, dans votre propos. C'est vrai que c'est un grand bonheur pour nous, une grande fierté pour tous que nous fassions la une de *Télérama* sur l'expo du MO.CO. Cette exposition défend la peinture, la peinture contemporaine. L'art contemporain n'a pas toujours défendu la peinture, vous le savez et il y a eu souvent des controverses très violentes contre des artistes peintres du XXI^e siècle. Montpellier a eu cette prise de position, et d'une certaine manière c'est une fidélité à cet immense peintre qu'est Vincent BIOULÈS, à Robert COMBAS, notre ami de Sète, etc. Vous avez porté un point de vue, que je respecte. Je vais être très franc : je n'ai pas vu l'expo encore, mais il y avait une vraie exégèse, là, il y avait un vrai débat. Et donc l'article de *Télérama*, il est très intéressant parce que...

Renaud CALVAT

C'est un sketch !

Monsieur le Président

Mais non. Parce que l'article de *Télérama*, il donne un point de vue critique sur l'accrochage, sur quel artiste, comment il a été défendu. Au fond on a gagné. À partir du moment où quand on rentre dans une expo il y a des avis qui disent « *elle est formidable* », d'autres disent peut-être « *ça aurait pu être différent* », et on mène les bons termes du débat sur la culture. Je pense que tous les lecteurs de cet article, il y aura d'autres articles critiques ou positifs, je crois quand même que celui de *Télérama* est élogieux, sur la programmation, on fait culture, c'est ça que je voulais vous dire. Je propose qu'on en reste là Monsieur TRAVIER, pour avancer. Vous êtes tout pardonné.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Bruno PATERNOT, Mme Célia SERRANO.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Abstentions : 5 voix

Se sont abstenus : M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Isabelle MARSALA, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL.

AFFAIRE N° 54 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE "CULTURE" - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. HART sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 54. Attribution dans le cadre de la thématique « culture ». Attention, plein de structures, il y en a pour 13 859 000 euros. Allez, je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Geniès BALAZUN, M. Boris BELLANGER, Mme Mathilde BORNE, Mme Florence BRAU, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, M. Serge DESSEIGNE, Mme

Brigitte DEVOISSELLE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Maryse FAYE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Clara GIMENEZ, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Isabelle MARSALA, Mme Marie MASSART, Mme Mylène MIFSUD, Mme Patricia MIRALLES, M. Arnaud MOYNIER, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, M. Manu REYNAUD, Mme Anne RIMBERT, Mme Sylvie ROS-ROUART, Mme Célia SERRANO, Mme Isabelle TOUZARD, M. Bernard TRAVIER, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

AFFAIRE N° 55 : ANIMATION DU TERRITOIRE - ECOLOTHEQUE - PROTOCOLE DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LES COMMUNES CONCERNANT L'ACCES AU PROGRAMME ÉCOMETROPOLE DANS LE CADRE DU SCHEMA DE MUTUALISATION - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

*Mmes H. EMAD et R. TIKOUK entrent en séance.
M. B. TRAVIER sort de séance.*

Monsieur le Président

Affaire 55. Protocole de partenariat entre la Métropole et l'Écolothèque, schéma de mutualisation. Y a-t-il des questions ? Monsieur RAYMOND.

Joël RAYMOND

Oui, Monsieur le Président, merci de me donner la parole. Juste pour dire qu'en effet certaines communes ne sont pas dans le schéma de partenariat. Je voudrais en tout cas l'exprimer pour la mienne, celle de Montaud. L'Écolothèque est un sublime équipement. Il permet en effet de sensibiliser, d'informer voire de former certains de nos jeunes de tout âge. Pour autant aujourd'hui cet équipement est situé plutôt à l'ouest du territoire, ce qui fait que pour venir jusqu'à cet établissement, il faut un certain temps, pour ne pas dire un temps certain, et donc souvent le transport pour les enfants est trop long entre l'aller et le retour pour pouvoir avoir un temps de formation suffisant dans cet établissement. Aussi, ce n'est pas une critique, Monsieur le Président, mais moi ce que je vous suggère c'est, pour le parallélisme des formes, d'envisager ou d'étudier qu'une Écolothèque se mette en œuvre ou se mette en place côté est du territoire. Je suis sûr que des maires dans la salle seront volontaires pour l'accueillir, et donc c'est un vœu que je fais aujourd'hui, même si ce n'est pas Noël, mais on a voté le budget. Merci.

Monsieur le Président

Je me dois de dire que ce n'est pas Noël, Monsieur le Maire. Donc j'entends. Il y a par exemple des pistes à étudier, et vous avez raison de rendre hommage à l'équipe formidable de l'Écolothèque, pilotée par notre ami Roger CAIZERGUES. Aussi par exemple sur le parc du Lunaret, qui peut être aussi un de ces lieux. Il faut savoir que nous avons la chance d'avoir de la part de l'Éducation nationale des mises à disposition de profs de sciences de la vie et de la terre qui aident aussi au fonctionnement. Bien entendu je ne vous réponds pas oui parce que ce n'est pas Noël, mais je vous dis qu'elle peut être une des pistes que nous sommes capables d'envisager dans une échéance de court-moyen terme.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 56 : ANIMATION DU TERRITOIRE - SPORT DE HAUT NIVEAU - DISPOSITIFS A DESTINATION DES ATHLETES DE HAUT NIVEAU - ATTRIBUTION DES AIDES INDIVIDUELLES - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 56. Monsieur ASSAF. Sport de haut niveau, dispositif à destination des athlètes. Je mets aux voix. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Serge GUISEPPIN, Mme Nicole MARIN-KHOURY, M. Cyril MEUNIER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

AFFAIRE N° 57 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONVENTION-CADRE DE PARTENARIAT ENTRE LA FEDERATION FRANÇAISE DE NATATION ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - PREPARATION AUX JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES 2024 - MISE A DISPOSITION DE LA PISCINE OLYMPIQUE ANGELOTTI - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 57. Convention-cadre de partenariat entre la Fédération française de natation et la Métropole dans le cadre de la préparation des Jeux olympiques et paralympiques 2024, mise à disposition de la piscine d'Antigone. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 58 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE "SPORTS" - EXERCICE 2023 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. MODOT entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 58. Attribution de subventions dans le cadre de la thématique « sports », 4 228 700 euros. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur ASSAF ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, Mme Hind EMAD, M. Serge GUISEPPIN, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Nicole MARIN-KHOURY, M. Hervé MARTIN, M. Cyril MEUNIER, Mme Patricia MIRALLES, Mme Marie-Delphine PARPILLON, Mme Célia SERRANO.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

AFFAIRE N° 59 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE "SPORTS" - TROPHÉE TAURIN DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - EXERCICE 2023 - APPROBATION

Mmes C. HART et S. MONIN entrent en séance.

Monsieur le Président

Affaire 59. Attribution de subventions dans le cadre de la thématique « sports », trophée taurin qui se déroule. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Ah, Monsieur JAOUL, vous vouliez dire un mot.

Laurent JAOUL

Merci Monsieur le Président. Finalement, d'avoir mis aux voix avant mon intervention, ça éclaire ma lanterne. Merci.

Je voudrais d'abord, Monsieur le Président, vous remercier d'inscrire à nouveau cette affaire à l'ordre du jour.

Ce projet de délibération, il démontre votre attachement à nos cultures taurines, et d'ailleurs vos récentes déclarations sur la corrida et sur la bouvine sont claires et sans ambiguïté – je l'ai déjà dit. Nous allons dans un instant voter pour les subventions à nos clubs taurins, et je profite de cette occasion pour vous dire que, dimanche dernier, avec Jean-Luc MEISSONNIER et les élus du Pays de l'Or, nous avons assisté à une première course du trophée de la Métropole dans des arènes de Mauguio archicombles, et ce fut un spectacle vraiment de grande qualité. Il n'empêche qu'il m'est difficile d'aborder ce point et de passer sous silence les nombreuses attaques que subissent les manadiers et le peuple de Camargue en général. Vous le savez, le samedi 11 février, les défenseurs de la ruralité, de nos traditions taurines se sont réunis à Montpellier afin de montrer leur union face aux attaques incessantes qu'ils subissent...

Monsieur le Président

Monsieur JAOUL, je vous invite à être sur l'affaire. Est-ce que vous voulez qu'on augmente la subvention, qu'on baisse la subvention, qu'on maintienne la subvention ?

Laurent JAOUL

Attendez Monsieur le Président, si on ne peut pas s'exprimer sur une affaire qui concerne la bouvine... Je parle uniquement de bouvine !

Monsieur le Président

Oui, oui. L'affaire qu'on propose, c'est de soutenir la bouvine. Après, vous avez-vous-même à l'extérieur, et c'est tout à fait votre droit, des prises de position, mais là on essaie d'être sur les affaires du Conseil de Métropole.

Laurent JAOUL

Non mais Monsieur le Président, on a des interventions qui sont calquées sur cinq minutes. Je voudrais intervenir deux petites minutes pour rappeler quand même que le 11 février à Montpellier le peuple de Camargue s'est réuni et nous avons quand même rassemblé 15 000 personnes. Je veux bien qu'on le passe sous silence, mais enfin on ne peut pas aborder ce point...

Monsieur le Président

Non mais ça s'est vu, Monsieur JAOUL.

Laurent JAOUL

Ça s'est vu, mais je tiens à remercier les élus qui étaient présents dans cet hémicycle et qui se sont réunis derrière la même banderole. C'est quand même assez exceptionnel de réussir à réunir derrière la même banderole les maires d'Arles, de Béziers, les représentants de la Ville de Nîmes, de la Ville de Lunel, du Pays de l'Or, du Pays d'Alès. On ne peut pas le passer sous silence. C'est quand même une page de l'histoire de Montpellier qui s'est déroulée le samedi 11 février, et une fois de plus Monsieur le Président je vous remercie pour votre position de bon sens. C'est la même position que celle que vous avez prise hier sur la Commune de Montpellier, on ne peut pas le placer sous silence également, puisque, je ne peux m'empêcher de déborder mais, hier vous avez pris une décision que je salue, qui est celle...

Monsieur le Président

Allez au bout de votre intervention sur l'affaire, Monsieur JAOUL, s'il vous plaît.

Laurent JAOUL

Je voudrais donc remercier les élus qui se sont rassemblés le 11 février à Montpellier, qui subissent des attaques, et je tiens à remercier également – je ne vais pas le citer puisqu'il ne fait pas partie de cette instance – mais je tiens quand même à saluer et à féliciter l' élu qui a réussi à réunir 15 000 personnes sur la place de la Comédie, parce que nous sommes attaqués de manière extrêmement inqualifiable aujourd'hui. Je voudrais mettre ce Monsieur à l'honneur, parce que franchement, j'ai organisé un tas de manifestations et je n'avais jamais réussi à rassembler tout ce monde. On a réussi une belle union et je tiens aujourd'hui à remercier cette union, qui part des maires d'Arles, de Nîmes, de Béziers, de Perpignan, de Lunel et tous leurs représentants.

Monsieur le Président

Allez.

Laurent JAOUL

Je conclurai, Monsieur le Maire – puisque visiblement le débat a l'air de déranger – et j'en profite, puisque

ça concerne nos traditions, pour vous remercier d'avoir autorisé hier sur la Commune de Montpellier une battue pour chasser le sanglier. Franchement chapeau. C'est une décision de bon sens. Ce qu'on demande simplement, c'est qu'on nous foute la paix. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Jean-Luc MEISSONNIER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 9 voix

Ont voté contre : Mme Mathilde BORNE, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO, Mme Radia TIKOUK, M. François VASQUEZ.

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenus : Mme Zohra DIRHOUSI, M. René REVOL.

AFFAIRE N° 60 : HORS COMMISSION - COMMISSION DES CONCESSIONS - ÉLECTIONS

Monsieur le Président

Affaire 60. Parce que sinon les conseils vont déborder. Allez, affaire 60. Commission des concessions, élections. Les candidats vont s'afficher. Est-ce qu'il y a d'autres candidats ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Ce scrutin se déroule sous le regard de Madame GIMENEZ et Monsieur MANSOURIA. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Audrey AZEMA

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

À l'urne ? Attendez, excusez-moi Madame AZÉMA, on va faire voter en même temps qu'on traite les affaires, parce que sinon on en a pour des plombes. Il y a une liste, voilà, liste 1. Allez.

Monsieur le Président propose de procéder à l'élection des membres de la Commission des Concessions.

Une seule liste a été valablement déposée en amont de la séance, conformément aux dispositions de la délibération n° M2022-525.

Liste 1 :

Titulaires :

Joël RAYMOND
Florence AUBY
Christophe BOURDIN
Clara GIMENEZ
Manu REYNAUD

Suppléants :

Michelle CASSAR
Sylvie ROS-ROUART
Laurent NISON
Jacques MARTINIER
Maryse FAYE

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote :

Mme Tasnime AKBARALY, Mme Florence AUBY, M. Christophe BOURDIN, Mme Michelle CASSAR, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, M. Serge GUISEPPIN, M. Jacques MARTINIER, Mme Mylène MIFSUD, M. Arnaud MOYNIER, M. Laurent NISON, M. Bruno PATERNOT, M. Joël RAYMOND, M. Manu REYNAUD, Mme Sylvie ROS-ROUART.

1^{er} tour de scrutin

Elus présents ou représentés : 87 ;

Elus votants : 69 ;

Bulletins nuls : 2 ;

Bulletins blancs : 5 ;

Suffrages exprimés : 62.

Suffrages obtenus :

Liste 1 : 62 voix.

Sont donc élus :

Titulaires :

Joël RAYMOND

Florence AUBY

Christophe BOURDIN

Clara GIMENEZ

Manu REYNAUD

Suppléants :

Michelle CASSAR

Sylvie ROS-ROUART

Laurent NISON

Jacques MARTINIER

Maryse FAYE

Monsieur le Président proclame ces résultats et prononce la clôture des opérations de vote.

AFFAIRE N° 61 : HORS COMMISSION - PROGRAMME DE TRAVAIL PREALABLE A L'ELABORATION DE LA STRATEGIE NUMERIQUE RESPONSABLE 2025 - APPROBATION

Mme A. RIMBERT et M. F. RIO sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire 61. Programme de travail préalable à l'élaboration de la stratégie numérique. On en a parlé la dernière fois. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 62 : ATTRACTIVITE - MARCHE INTERNATIONAL DES PROFESSIONNELS DE L'IMMOBILIER (MIPIM) 2023 - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, LA SA3M ET LA SERM - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 62. MIPIM. On l'a traitée la dernière fois. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Geniès BALAZUN, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Brigitte DEVOISSELLE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Régine ILLAIRE, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, Mme Nathalie LEVY, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, M. Jacques MARTINIER, M. Cyril MEUNIER, Mme Mylène MIFSUD, Mme Céline PINTARD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Pierre RICO, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

AFFAIRE N° 63 : ATTRACTIVITE - CONVENTIONS DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LE POLE EMPLOI OCCITANIE - AVENANTS 2023 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. L. JAOUL sort définitivement de séance.

Monsieur le Président

Affaire 63. Convention de partenariat entre la Métropole et Pôle emploi Occitanie, avenant 2023. C'est lié aux clauses sociales que nous avons évoquées. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 64 : ATTRACTIVITE - STRATEGIE D'IMMOBILIER D'ENTREPRISE - CONVENTIONS TYPE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC EN PEPINIERE ET HOTEL D'ENTREPRISES - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 64. Stratégie d'immobilier d'entreprise, conventions type d'occupation du domaine public. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 65 : ATTRACTIVITE - CITE INTELLIGENTE - PROJET HUT - OBSERVATOIRE DE L'HABITAT URBAIN EN TRANSITION - AVENANT A LA CONVENTION DE FINANCEMENT ENTRE L'UNIVERSITE DE MONTPELLIER ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 65. Cité intelligente, projet Hut. C'est une convention de financement avec l'Université Paul Valéry, je parle sous ton contrôle, Hind [EMAD]. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Michaël DELAFOSSE, M. Serge DESSEIGNE, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Patricia MIRALLES, Mme Véronique NEGRET, Mme Catherine RIBOT, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

AFFAIRE N° 66 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS - DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - EXERCICE 2023

M. B. TRAVIER sort définitivement de séance en donnant pouvoir à Mme. I. MARSALA.

M. M. REYNAUD (avec le pouvoir de M. B. PATERNOT) sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 66. Développement économique. Vous avez 2 496 905 euros de subventions. Y a-t-il d'autres personnes qui ne prennent pas part au vote ? Je mets aux voix. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Christophe BOURDIN, Mme Florence BRAU, Mme Véronique BRUNET, M. Stéphane CHAMPAY, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Serge DESSEIGNE, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, M. Serge GUISEPPIN, Mme Clare HART, Mme Régine ILLAIRE, M. Arnaud MOYNIER, Mme Véronique NEGRET, M. Laurent NISON, M. Eric PENSO, M. Joël RAYMOND, Mme Catherine RIBOT, Mme Sylvie ROS-ROUART, Mme Séverine SAINT-MARTIN, M. Jean-Luc SAVY, Mme Célia SERRANO, Mme Claudine VASSAS MEJRI, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

AFFAIRE N° 67 : HORS COMMISSION - PLATEFORME DE PROMOTION DES VINS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE A CHENGDU - ATTRIBUTION DE SUBVENTION A L'ORGANISME EUPIC POUR L'ANNEE 2023 - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 67. Plateforme de promotion des vins entre la Métropole et Chengdu. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N° 68 : HORS COMMISSION - CONVENTION 2023-2027 POUR LA REALISATION DE PRESTATIONS ANNEXES LIEES A LA DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE (DECI) ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA REGIE DES EAUX - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. GIMENEZ sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 68. Convention pour la réalisation des prestations annexes liées à la défense incendie. Monsieur REVOL en parlait tout à l'heure. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 69 : HORS COMMISSION - CONVENTION DE MANDAT DE FACTURATION, DE RECOUVREMENT ET DE REVERSEMENT DE LA REDEVANCE ASSAINISSEMENT COLLECTIF ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA REGIE DES EAUX - AVENANT N°1 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Convention de mandat de facturation, de recouvrement et de reversement de la redevance assainissement entre la Métropole et la Régie des eaux, premier avenant. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 70 : HORS COMMISSION - CONVENTION DE FACTURATION ET DE MANDAT ENTRE LA SOCIETE SA RUAS, MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA REGIE DES EAUX - AVENANT N°1 DE TRANSFERT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 70. Convention de facturation et de mandat entre la société SA RUAS, la Métropole, la Régie des eaux, avenant n° 1. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 71 : HORS COMMISSION - CONVENTION DE FACTURATION ET DE MANDAT ENTRE LA SOCIETE SAUR, MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA REGIE DES EAUX - LOT 1 ET 2 EST ET OUEST - AVENANTS N°1 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. M. REYNAUD (avec le pouvoir de M. B. PATERNOT) entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 71. Convention de facturation et de mandat entre la SAUR et la Métropole et la Régie des eaux, lot 1 et 2 Est et Ouest, avenants n° 1. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 72 : HORS COMMISSION - CONVENTION DE RACCORDEMENT DES COMMUNES D'ASSAS ET TEYRAN SUR LA STATION DE MAERA ENTRE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU GRAND PIC SAINT LOUP, MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA REGIE DES EAUX - AVENANT DE TRANSFERT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. MARSALA (avec le pouvoir de M. B. TRAVIER) sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 72. Convention de raccordement des communes d'Assas et Teyran sur la station de MAERA – merci pour la solidarité territoriale, Monsieur REVOL – et la Communauté de communes du Grand Pic Saint Loup. C'est très important, la solidarité entre voisins. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 73 : HORS COMMISSION - RACCORDEMENT DES EAUX USEES DE LA ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ (ZAC) CAMBACERES AU RESEAU DE COLLECTE - COMMUNE DE MONTPELLIER - AVENANT A LA CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE - TRANSFERT DE LA METROPOLE A LA REGIE DES EAUX - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 73. Raccordement des eaux usées avec la ZAC Cambacérès et transfert à la Régie des eaux. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, Mme Régine ILLAIRE, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, Mme Nathalie LEVY, M. Cyril MEUNIER, Mme Céline PINTARD, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 66 voix

AFFAIRE N° 74 : HORS COMMISSION - RACCORDEMENT DES EAUX USEES DE LA ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ (ZAC) ROQUEFRAISSE AU RESEAU DE COLLECTE - COMMUNE DE SAINT JEAN DE VEDAS - AVENANT A LA CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE - TRANSFERT DE LA METROPOLE A LA REGIE DES EAUX - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

74. Raccordement des eaux usées, Roquefraisse à Saint Jean de Védas, avenant à la convention de participation financière, transfert de la Métropole à la Régie des eaux, autorisation de signature. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, M. Jacques MARTINIER, Mme Mylène MIFSUD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

AFFAIRE N° 75 : HORS COMMISSION - REVISION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES - DEMARCHE, OBJECTIFS POURSUIVIS ET MODALITES DE CONCERTATION - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 75. Révision du zonage d'assainissement des eaux usées. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur REVOL ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 76 : CYCLES DE L'EAU - REPRISE POUR LA COMMUNE DE CLAPIERS DE LA COMPETENCE PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE PAR MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - EXPLOITATION DU SERVICE PAR LA REGIE DES EAUX - APPROBATION

Mmes C. GIMENEZ, I. MARSALA (avec le pouvoir de M. B. TRAVIER), A. RIMBERT et M. F. RIO entrent en séance.

M. R.Y. CHARTIER sort de séance.

Mme. B. CONTE-ARRANZ sort définitivement de séance.

Monsieur le Président

Affaire 76. Reprise pour la Commune de Clapiers de la compétence de production et distribution d'eau potable par la Métropole et exploitée par la Régie des eaux. Je donne la parole à Monsieur REVOL pour présenter l'affaire et la parole à Monsieur le Maire de Clapiers.

René REVOL

Merci Monsieur le Président. Très rapidement, comme vous le savez, le Conseil municipal de Clapiers a voté à l'unanimité en 2021, au terme du contrat qui s'achève à la fin de cette année, sa volonté de quitter le périmètre du Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) pour rejoindre celui de la Régie. À partir de ce moment-là, la Métropole a délibéré le 29 mars 2021 pour dire qu'on prenait acte de ça et qu'on obéissait à ce que nous demandait la Commune. Depuis, une étude de faisabilité a été menée par la Métropole – faisabilité technique, juridique et financière – dont cette délibération rend compte en partie et que vous pouvez trouver

en annexe.

Cette délibération a été présentée au SMGC. Aujourd'hui la procédure sera la suivante : le SMGC doit voter le fait qu'ils acceptent ce transfert de périmètre pour Clapiers, et ensuite chacun des membres du SMGC. Je vous signale que le SMGC a une structure un peu particulière à la différence des autres syndicats sur Rhône-Méditerranée, c'est qu'il y a deux EPCI qui en font partie : l'EPCI de la Métropole et l'EPCI du Pic Saint-Loup, mais que sont adhérentes directes un certain nombre de communes qui appartiennent à d'autres territoires et qui participent au même dispositif d'eau, ce qui est tout à fait légitime. Ensuite il y aura trois mois pour chacune de ces instances pour se prononcer et accepter. Naturellement, si une de ces instances ne votait pas cette acceptation, elle ne pourrait pas se faire. Mais je pense que tout le monde aura l'intelligence de respecter la volonté d'une Commune. L'article 70 de la Constitution précise la libre administration des communes, et à partir du moment où une commune a fait cette démarche, nous aboutirons ainsi à respecter son engagement.

Monsieur le Président

Merci Monsieur le Vice-Président. Je donne la parole à Monsieur le Maire de Clapiers, Éric PENSO.

Éric PENSO

Monsieur le Président, merci. Chers collègues. Je souhaite sur cette question m'exprimer avec une grande clarté. En toute honnêteté, cela ne surprendra aucun des membres de notre Assemblée, ni d'ailleurs des assemblées précédentes. En effet, sur ce sujet de passage en régie publique de l'eau, nous faisons preuve d'une totale constance, qui date même d'une époque antérieure à mon élection comme Maire de Clapiers en 2014. Nous faisons preuve Monsieur le Président – j'en profite pour le signaler – de la même constance pour la ligne 5 de tramway que la Métropole sous votre impulsion et celle de Julie FRÊCHE a bien voulu relancer. Dès le mandat de mon prédécesseur, nous avons fait le choix du passage de Clapiers en régie publique, y compris Monsieur le Vice-Président lorsque ce sujet n'était pas légalement possible. Aujourd'hui, vous venez de le rappeler, il l'est. C'est donc en toute transparence et dans la logique du processus normal que notre Conseil de ce jour est amené à se prononcer sur cette volonté forte d'une Commune – je le rappelle membre fondateur de notre intercommunalité, District, Agglo puis Métropole. Cela n'est en rien une déclaration d'hostilité à l'égard du SMGC, qui de toute façon continuera à fournir de l'eau à Clapiers. Il s'agit plutôt d'un choix politique et citoyen pour une gestion publique écologique et solidaire. Ma Commune l'a réaffirmé en 2014, puis confirmé en 2020 lors des élections municipales, Monsieur le Vice-Président vient de le rappeler, en février 2021 par un vote unanime de mon Conseil municipal, ce souhait fort d'intégrer la Régie. Je suis donc aujourd'hui comme hier porteur d'un véritable mandat sur cette question. Je ne suis sous l'influence de personne. Tenir ses engagements et respecter la parole donnée est notre honneur d'élus, mes chers collègues. Pour ma part je ne renoncerai pas à cette volonté soutenue par une très large majorité de mes concitoyens.

Je m'adresse à mes collègues maires qui siègent ce jour. Vous connaissez mon attachement et je connais le vôtre très largement partagé sur la souveraineté des communes, sur les choix qui engagent leur avenir. Certains d'entre vous ont eu l'amabilité de me contacter pour me faire part de leur hésitation. Alors je le dis en toute franchise : ce choix de Clapiers doit être entendu, accepté et largement soutenu. En tant que représentant de la Commune de Clapiers, sachez que jamais je ne douterai de vos choix respectifs, quels qu'ils soient. Alors aujourd'hui je vous demande par solidarité entre maires et avec les autres élus du Conseil de voter favorablement et sans état d'âme sur cette délibération. Je vous remercie de votre écoute.

Monsieur le Président

Monsieur le Maire, merci. Je donne la parole à Monsieur LAFFORGUE, PELLET et RAYMOND. Je dirai un petit mot.

Frédéric LAFFORGUE

Monsieur le Président, chers collègues. Bien sûr nous respectons le choix et la légitimité du Conseil municipal de Clapiers. Mais ça va mettre la Ville de Castelnau-le-Lez dans une situation ambiguë puisque nous n'aurons plus la continuité du territoire sur le SMGC. Donc la Ville de Castelnau-le-Lez – du moins sa majorité – va s'abstenir sur ce dossier. Je pense que vous pouvez le comprendre. Le syndicat existe depuis 1930, le siège est à Castelnau-le-Lez et la source de la Crouzette, qui est la principale source d'approvisionnement du Syndicat, est aussi à Castelnau-le-Lez. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci Monsieur LAFFORGUE. Monsieur PELLET Yvon.

Yvon PELLET

Je parle en mon nom et je parle aussi au nom de Claudine VASSAS-MEJRI, dont j'ai le pouvoir. Comme Frédéric LAFFORGUE, nous sommes depuis l'origine dans ce Syndicat et vraiment, on se félicite des services rendus dans la gestion de la structure. Le Syndicat – Frédéric LAFFORGUE l'a dit – est très inquiet. On comprend la position de la Mairie de Clapiers et je sais que Pierre MAUREL en son temps avait émis ce vœu, et je peux en attester puisque je siégeais avec lui à cette époque-là. Nous ne voterons pas contre, nous sommes dans la majorité de la Métropole, nous nous abstiendrons, Claudine [VASSAS-]MEJRI et moi-même.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Maire. Monsieur RAYMOND.

Joël RAYMOND

Monsieur le Président, merci. De quoi parle-t-on ? Nous délibérons aujourd'hui sur le périmètre administratif d'une structure, d'une commune à l'intérieur d'un syndicat. Il se trouve que le Maire, responsable de l'exécutif concernant Clapiers, a fait le choix à l'unanimité de son Conseil de sortir d'un Syndicat depuis maintenant plusieurs années. De nombreuses études ont été conduites pour savoir ce qu'il en était. Une dernière note a été discutée avec le Syndicat. Cette note mentionne qu'il n'y aura pas de perte par le Syndicat ou de contraintes majeures, puisque je le rappelle, la distribution du Syndicat de l'eau ne va pas changer. On ne va pas couper l'eau à Clapiers du jour en lendemain, l'approvisionnement en eau potable de la Commune de Clapiers se poursuivra par le prélèvement à Castelnau-le-Lez via les canalisations qui les amènent jusqu'à Clapiers. Le Syndicat ne perdra rien de sa capacité à produire de l'eau pour le territoire, pour les 24 communes.

Du reste, je tiens à préciser que lorsqu'on a alimenté une commune qui était un peu isolée à l'intérieur du Syndicat, on n'a pas fait autant de discussions. La solidarité intercommunale a fonctionné à plein et Sussargues aujourd'hui est alimentée, même si elle est en régie, par l'eau du syndicat.

Donc moi, ce que je dis à mes collègues : respectez le vœu d'un Maire ! Parce qu'on entend trop souvent dans notre bouche d'élus, de maires, comme quoi on perd certaines décisions, certaines compétences, et aujourd'hui on dit « *ah, je ne sais pas, pour pas, je vais...* ». Non, il faut accepter ce choix. C'est le choix d'une Commune. Respectons-le.

Monsieur le Président

Merci Monsieur le Maire. Je vais, René [REVOL], répondre et dire la chose suivante, qui a été posée en tout cas depuis mon élection. On a eu des débats sur la question de l'eau et c'est le choix souverain des communes. Ici il y a la Régie publique qui touche maintenant 14 communes – c'est ça René [REVOL] ? – depuis Murviel-lès-Montpellier. La Commune de Clapiers manifeste le souhait d'être dans la Régie. Je veux le dire ici très clairement, la Métropole soutient cette démarche, parce que c'est la décision du Conseil municipal de Clapiers. Monsieur RAYMOND vient d'illustrer qu'en plus le travail technique – outre cette position politique de principe – démontrait que c'était tout à fait possible et ça n'altérerait pas les problèmes qui pourraient être soulevés, même si ça n'a pas été le cas dans les interventions des collègues. Je prendrai l'initiative de rencontrer le Président du Syndicat pour poser les choses, s'il en est d'accord. Mais je crois qu'il va de soi que cette décision-là des habitants de Clapiers, prise de manière très claire devant le suffrage universel, doit pouvoir être respectée et mise en œuvre.

Je propose de passer aux voix sur cette délibération. Qui est contre ? Qui s'abstient ? La délibération est adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

Abstentions : 13 voix

Se sont abstenus : M. Geniès BALAZUN, Mme Brigitte DEVOISSELLE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, M. Frédéric LAFFORGUE, Mme Nathalie LEVY, M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Julien MIRO, Mme Séverine MONIN, M. Arnaud MOYNIER, M. Yvon PELLET, M. Jean-Pierre RICO, Mme Sylvie ROS-ROUART, Mme Claudine VASSAS MEJRI.

AFFAIRE N° 77 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE

DE LA THEMATIQUE "PETIT CYCLE DE L'EAU - EAU POTABLE" - EXERCICE 2023 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 77. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique « *petit cycle de l'eau* », exercice 2023. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Jean-François AUDRIN, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Coralie MANTION, Mme Agnès SAURAT, Mme Isabelle TOUZARD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

AFFAIRE N° 78 : HORS COMMISSION - ZONAGE PLUVIAL SUR LE TERRITOIRE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - MODALITES DE LA CONCERTATION PREALABLE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 78. Zonage pluvial sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, modalités de la concertation en lien avec le PLUi. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 79 : CYCLES DE L'EAU - PROJET DE RESTAURATION ECOLOGIQUE ET HYDRAULIQUE DE LA CONNECTIVITE ENTRE LES SALINES ET LA RESERVE NATURELLE DE L'ESTAGNOL SUR LA COMMUNE DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - CONVENTION DE COOPERATION OPERATIONNELLE AVEC LE CONSERVATOIRE D'ESPACES NATURELS (CEN) D'OCCITANIE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. TOUZARD et M. J.F. AUDRIN sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire 79. Projet de restauration écologique et hydraulique de la connectivité entre les Salines et la réserve naturelle de l'Estagnol sur la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone, convention de coopération opérationnelle avec le Conservatoire d'espaces naturels d'Occitanie. Y a-t-il des questions auprès de Madame NEGRET ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N° 80 : CYCLES DE L'EAU - SCHEMA DIRECTEUR HYDRAULIQUE DE LA RIVE GAUCHE DU LEZ A MONTPELLIER - SECTEUR LA BAUME / RICHTER - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 80. Schéma directeur hydraulique de la rive gauche du Lez à Montpellier, secteur dit La Baume / Richter. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, Mme Catherine RIBOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

AFFAIRE N° 81 : CYCLES DE L'EAU - ÉQUIPEMENTS SPORTIFS, CULTURELS OU DE

LOISIRS ET AMENAGEMENTS ASSOCIES TEMPORAIRES INSTALLES SUR LES BERGES DU LEZ A MONTPELLIER DANS LE SECTEUR ANTIGONE / RICHTER - DOSSIER D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE - APPROBATION

Mme S. SAINT-MARTIN sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 81. Équipements sportifs, culturels ou de loisirs et aménagements temporaires installés sur les berges du Lez dans le secteur Antigone / Richter, dossier d'autorisation environnementale. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 82 : CYCLES DE L'EAU - AMENAGEMENTS DE PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DU RIEUMASSEL A GRABELS - DECLARATION DE PROJET

Monsieur le Président

Affaire 82. Aménagements de protection contre les inondations du Rieumassel à Grabels, déclaration de projet. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Même vote ? Même vote. Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 83 : CYCLES DE L'EAU - PROTECTION RAPPROCHEE DU QUARTIER DU PORT DE PEROLS CONTRE LES INONDATIONS DE L'ETANG DE L'OR - AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE DU PROJET D'AMENAGEMENT - ENQUETES PREALABLES AUX AUTORISATIONS ENVIRONNEMENTALES ET DE TRAVAUX EN SITE CLASSE, A LA CONCESSION DU DOMAINE PUBLIC MARITIME ET AUTRES PROCEDURES ADMINISTRATIVES - APPROBATION

M. F. LAFFORGUE (avec le pouvoir de Mme N. LEVY) sort définitivement de séance.

Monsieur le Président

Affaire 83. Protection rapprochée du quartier du port de Pérols contre les inondations de l'étang de l'Or. Y a-t-il des questions auprès de Madame la Vice-Présidente ? Je mets aux voix. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

AFFAIRE N° 84 : CYCLES DE L'EAU - PROJET ROSELIERES LITTORALES MEDITERRANEENNES - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET L'ADENA - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R.Y. CHARTIER entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 84. Projet Roselières littorales méditerranéennes, convention de partenariat entre la Métropole et l'ADENA. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

AFFAIRE N° 85 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE "GRAND CYCLE DE L'EAU - GEMAPI" - EXERCICE 2023 -

APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 83. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique « *grand cycle de l'eau* », GEMAPI, exercice 2023, pour le bassin de Thau et le Conservatoire d'Espaces Naturels (CEN) Occitanie. Demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

AFFAIRE N° 86 : HORS COMMISSION - DESSERTE D'UN BATIMENT INTERCOMMUNAL PAR LES RESEAUX D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA CONSIGNE DE VERRE POUR REEMPLOI - CONVENTION D'OFFRE DE CONCOURS ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA REGIE DES EAUX - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. BALAZUN (avec le pouvoir de Mme. B. DEVOISSELLE) sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 86. Desserte d'un bâtiment intercommunal par les réseaux d'eau potable et d'assainissement des eaux usées pour le développement de la consigne de verre, convention d'offre de concours entre la Métropole et la Régie des eaux. Je mets aux voix. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

AFFAIRE N° 87 : ENVIRONNEMENT - CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LA PREVENTION, LA REDUCTION DES DECHETS DES ACTIVITES ECONOMIQUES, LE DEVELOPPEMENT DU TRI ET L'ECONOMIE CIRCULAIRE ENTRE LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE (CCI) DE L'HERAULT ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mmes S. SAINT MARTIN et I. TOUZARD entrent en séance.

Mmes F. AUBY, J. FRÉCHE, MM. J-L. MEISSONNIER (avec le pouvoir de M. J.P. RICO), J. MIRO, J. RAYMOND (avec le pouvoir de M. S. GUISEPPIN) et M. REYNAUD (avec le pouvoir de B. PATERNOT) sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire 87. Convention entre la CCI et Montpellier Méditerranée Métropole. Peut-être, Monsieur VASQUEZ, un mot, quand même, parce que...

François VASQUEZ

Bien sûr, Président. C'est une convention que nous passons avec la CCI dans le cadre de notre politique, afin de réduire nos déchets. La prévention des déchets, c'est bien le premier axe, et ensuite de beaucoup mieux trier. Dans cette convention, nous allons financer à hauteur de 60 000 euros par an deux postes chargés de mission à temps plein, qui seront salariés donc de la CCI, et qui auront pour objectif de renforcer les relations entre les services des deux structures, de la Métropole et de la CCI, et d'organiser des ateliers de prévention, de sensibilisation des entreprises, de déployer de la communication à destination des professionnels, d'accompagner les démarches de modification du périmètre, car nous allons avoir une modification de périmètre du service public de la gestion des déchets, d'accompagner le développement de la politique métropolitaine des biodéchets, dont on a beaucoup parlé et dont on reparlera, d'établir des diagnostics sur l'évaluation des résultats et de favoriser l'innovation croisée pour répondre aux enjeux de la politique zéro déchet. Donc voilà un partenariat avec la CCI très important.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Monsieur le Vice-Président. C'est une stratégie d'alliance dans notre politique, comme vous l'avez présentée. Je vais être très concret : les cartons, on les plie, comme ça on augmente la collecte d'orange

pour améliorer le tri vers Déméter, et quand on plie les cartons on évite que ça déborde. C'est de la sensibilisation, et en partenariat avec la CCI, des choses que nous construisons. La collecte des déchets ne sera plus sous le même périmètre dans les zones d'activités économiques, et il va falloir aussi aller sensibiliser les acteurs économiques pour qu'ils recyclent, parce qu'aujourd'hui tout va dans le gris, et des opérateurs vont intervenir, en partenariat avec la CCI. Voilà le sens de cette délibération. J'en remercie le Président DELJARRY parce que, dès qu'on lui a proposé, il a dit « *on fonce, on y va* ».

Je mets aux voix s'il n'y a pas de question. Qui est contre ? S'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Clare HART.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

AFFAIRE N° 88 : ENVIRONNEMENT - CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LA PROMOTION DE LA DEMARCHE ZERO DECHET ENTRE MONTPELLIER ZERO DECHET ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 88. Convention de partenariat sur la promotion de la démarche zéro déchet entre Montpellier zéro déchet, l'association, et Montpellier Méditerranée Métropole. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 71 voix

AFFAIRE N° 89 : ENVIRONNEMENT - FESTIVAL DE LA NOUVELLE MODE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, LA VILLE DE MONTPELLIER ET RECYCL'OCC TEXTILE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 89. Festival de la nouvelle mode, convention de partenariat entre la Métropole, la Ville de Montpellier et Recycl'Occ textile. C'est avec les Nouvelles Grisettes et Youth for Climate les 9, 10 et 11 juin au Peyrou. Là aussi, sur les vêtements, il y a de gros enjeux de recyclage, l'initiative que Monsieur VASQUEZ propose à très juste titre de soutenir. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD, M. Arnaud MOYNIER, Mme Sylvie ROS-ROUART.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 67 voix

AFFAIRE N° 90 : ENVIRONNEMENT - CONDITIONS GENERALES DE COLLECTE DES DECHETS D'ACTIVITES ECONOMIQUES ASSIMILABLES AUX DECHETS MENAGERS - REDEVANCE SPECIALE - ÉVOLUTION DE FONCTIONNEMENT - ABROGATION DE LA DELIBERATION N°12651 DU 27 NOVEMBRE 2014 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 90. Conditions générales de collecte des déchets d'activités économiques assimilables aux déchets ménagers, redevance spéciale, évolution de fonctionnement, abrogation de la délibération n°12651 du 27 novembre 2014. Il s'agit de bien rappeler que le seuil d'assujettissement des déchets que nous pouvons collecter va jusqu'à 1 100 litres, ce qui est énorme. Mais au-delà, il faut que des opérateurs privés interviennent pour collecter les déchets. Je peux citer – Monsieur VASQUEZ, sous votre contrôle – une très grande enseigne qui s'est conformée à ce règlement : McDonald, sur la Comédie, qui précisément n'utilise pas les conteneurs mais fait intervenir un opérateur et opère le tri. Voilà un exemple très concret.

Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 71 voix

AFFAIRE N° 91 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE ZERO DECHET ET ÉCONOMIE CIRCULAIRE - EXERCICE 2023 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 91. Attributions de subventions dans le cadre de la politique zéro déchet. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, M. Michaël DELAFOSSE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Régine ILLAIRE, Mme Eliane LLORET, Mme Coralie MANTION, Mme Agnès SAURAT, M. Philippe SAUREL, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK, Mme Isabelle TOUZARD, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

AFFAIRE N° 92 : ENVIRONNEMENT - LANCEMENT DU 3EME APPEL A PROJETS ZERO DECHET ET ÉCONOMIE CIRCULAIRE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 92. Troisième appel à projets zéro déchet et économie circulaire à hauteur de 120 000 euros. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Je vous demande d'accepter que Monsieur CALVAT prenne la présidence de séance quelques instants. Merci, Monsieur CALVAT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 71 voix

AFFAIRE N° 93 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE "BIEN-ETRE ANIMAL" - EXERCICE 2023 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. M. DELAFOSSE sort de séance et donne la présidence à M. R. CALVAT.

Renaud CALVAT

Je vous remercie Monsieur le Président. Chers collègues, le rapport 93 concerne une proposition d'attributions de subventions à la SPA pour un montant de 75 000 euros. Y a-t-il des avis contraires ? Des abstentions ? Des demandes de précisions ? Il n'y en a pas. Adoptée. Je vous remercie.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 70 voix

AFFAIRE N° 94 : HORS COMMISSION - CONCESSION DE DISTRIBUTION DE GAZ - CHOIX DU MODE DE GESTION ET NEGOCIATION DU CONTRAT DE CONCESSION - APPROBATION

Mme J. FRÊCHE entre en séance.

Renaud CALVAT

Une affaire qui a été présentée dans le dernier Conseil concernant la concession de distribution de gaz, le choix du mode de gestion et la négociation du contrat de concession. S'il y a des questions auprès de Madame TOUZARD. S'il n'y en a pas je mets aux voix. Pas d'abstentions. Pas d'avis contraires.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 71 voix

AFFAIRE N° 95 : ENVIRONNEMENT - CONCESSION DE DISTRIBUTION PUBLIQUE D'ELECTRICITE - CHOIX DU MODE DE GESTION ET NEGOCIATION DU CONTRAT DE CONCESSION - APPROBATION

Renaud CALVAT

Le rapport 95 : concession de distribution publique d'électricité, le choix du mode de gestion et la négociation du contrat de concession aussi. Madame TOUZARD, vous pouvez donner des explications.

Isabelle TOUZARD

Juste pour préciser qu'on a déjà signé le contrat de concession avec ENEDIS, et là il s'agit de la négociation avec la coopérative Saint Martin de Londres qu'en engage.

Renaud CALVAT

Tout à fait. Pas d'abstentions ? Pas d'avis contraires ? Unanimité. Je vous remercie.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 71 voix

AFFAIRE N° 96 : HORS COMMISSION - CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LA PLATEFORME BON ET LOCAL (BOCAL) ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, PAYS DE L'OR AGGLOMERATION, GRAND PIC SAINT-LOUP ET PAYS CŒUR D'HERAULT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. BALAZUN (avec le pouvoir de Mme. B. DEVOISSELLE) entre en séance.

Renaud CALVAT

Toujours des conventions de mise à disposition, de la plateforme Bon et Local (Bocal), une convention pour Bocal, entre Montpellier Méditerranée Métropole, le Pays de l'Or Agglomération, le Grand Pic Saint-Loup et le Pays Cœur d'Hérault, autorisation de signature, sur la plateforme Bocal, dans un contrat de réciprocité avec nos voisins. Pas d'abstentions ? Madame TOUZARD, allez-y.

Isabelle TOUZARD

J'en profite juste pour dire à mes collègues maires, pour ceux qui ne sont pas partis, qu'à la sortie de la salle il y a des programmes des quatre saisons de l'agroécologie, que l'on mène aussi avec les territoires qui ont signé ce marché, qui est un peu unique, un marché global avec les autres territoires pour la plateforme Bocal. Si les maires peuvent prendre ces petites piles de programmes et les ramener dans leur commune, ça serait très utile.

Renaud CALVAT

Nous avons reçu votre mail, Madame TOUZARD, nous le ferons.

Isabelle TOUZARD

Merci.

Renaud CALVAT

Celles et ceux qui ne l'ont pas fait en début de séance le feront en fin de séance, j'en suis persuadé. Pas d'abstentions ? Pas d'avis contraires ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 73 voix

AFFAIRE N° 97 : ENVIRONNEMENT - PROJET TERRITOIRE ALIMENTAIRE SOLIDAIRE (TERRASOL) - ACCORD DE CONSORTIUM MENE PAR LA FEDERATION REGIONALE DES CENTRES D'INITIATIVES POUR VALORISER L'AGRICULTURE ET LE MILIEU RURAL - AUTORISATION DE SIGNATURE

Renaud CALVAT

Le 97 concerne le projet de territoire alimentaire solidaire, l'accord de consortium mené par la Fédération régionale des centres d'initiatives pour favoriser l'agriculture et le milieu rural. Pas d'avis contraires. Pas d'abstentions.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Mathilde BORNE, Mme Marie MASSART.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

AFFAIRE N° 98 : HORS COMMISSION - CONTRAT DE RECIPROCITE ENTRE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DES GORGES CAUSSES CEVENNES ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J. RAYMOND (avec le pouvoir de M. S. GUISEPPIN) entre en séance.

Renaud CALVAT

La 98, concernant le contrat de réciprocité avec la Communauté de communes des Gorges Causse Cévennes et Montpellier Méditerranée Métropole. Pas d'abstentions ? Pas d'avis contraires ? Unanimité.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Isabelle TOUZARD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

AFFAIRE N° 99 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AU CENTRE INTERNATIONAL DE RECHERCHE EN AGRONOMIE POUR LE DEVELOPPEMENT (CIRAD) ET A L'ONG GRDR DANS LE CADRE DU FONDS CONJOINT FRANCO-SENEGALAIS 2022 - MODIFICATION - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Renaud CALVAT

99. Le rapport concerne l'attribution de subventions au CIRAD et à l'ONG GRDR dans le cadre du fonds conjoint franco-sénégalais. Pas d'avis contraires ? Pas d'abstentions ? Je vous remercie. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

AFFAIRE N° 100 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS - POLITIQUE AGROECOLOGIQUE ET ALIMENTAIRE - EXERCICE 2023

M. R. CAIZERGUES sort de séance.

Renaud CALVAT

Le rapport n° 100. Attributions de subventions pour la politique agroécologique et alimentaire pour l'exercice 2023. Vous avez la liste des associations qui recevront une subvention si le rapport est voté. Pas d'abstentions ? Pas d'avis contraires ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, Mme Mathilde

BORNE, Mme Florence BRAU, Mme Marie MASSART, M. Yvon PELLET, Mme Isabelle TOUZARD, Mme Claudine VASSAS MEJRI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 67 voix

AFFAIRE N° 101 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE "TRANSITION ENERGETIQUE" - EXERCICE 2023 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme F. AUBY entre en séance.

Mme R. TIKOUK sort de séance.

Renaud CALVAT

Le rapport n° 101 concerne l'attribution de subventions dans le cadre de la thématique « transition énergétique ». Vous avez les associations qui recevraient une subvention si elles sont votées, l'ALEC, Soleil Levant et l'APIEU. Pas d'abstentions ? Pas d'avis contraires ? Adoptée à l'unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Coralie MANTION, Mme Agnès SAURAT, Mme Isabelle TOUZARD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

AFFAIRE N° 102 : SOLIDARITES - DELEGATION DE COMPETENCE D'ATTRIBUTION DES AIDES A LA PIERRE - AVENANTS 2023 AUX CONVENTIONS SIGNEES AVEC L'ÉTAT ET L'AGENCE NATIONALE DE L'HABITAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J. MIRO entre en séance.

Renaud CALVAT

Le rapport 102 concernant les solidarités, c'est la délégation de compétences d'attribution sur les aides à la pierre, l'avenant 2023 aux conventions signées avec l'État et l'Agence nationale de l'habitat. Classique : nous votons cela à chaque fois. C'est un marronnier. Pas d'avis contraires ? Pas d'abstentions ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 75 voix

AFFAIRE N° 103 : SOLIDARITES - CONSTRUCTION DE 130 LOGEMENTS SOCIAUX A CASTRIES, FABREGUES, LATTES, MONTPELLIER, SAINT-DREZERY ET VENDARGUES - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Renaud CALVAT

La construction de 130 logements sociaux à Castries, Fabrègues, Lattes, Montpellier, Saint-Drézéry et Vendargues, attribution de subventions à FDI Habitat. Le rapport 103. Adoptée à l'unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, Mme Florence AUBY, M. Yves BARRAL, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Stéphanie JANNIN, M. Guy LAURET, Mme Eliane LLORET, M. Jacques MARTINIER, M. Cyril MEUNIER, Mme Mylène MIFSUD, Mme Patricia MIRALLES, M. Yvon PELLET, Mme Claudine VASSAS MEJRI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

AFFAIRE N° 104 : SOLIDARITES - CONSTRUCTION DE 59 LOGEMENTS SOCIAUX SITUES DANS LES COMMUNES DE MONTPELLIER ET LATTES - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A LA SA D'HLM SFHE / GROUPE ARCADE - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M J.F. AUDRIN entre en séance.

Mme N. MARIN-KHOURY sort de séance.

Renaud CALVAT

Le rapport n° 104 concerne la construction de 59 logements sociaux à Montpellier et Lattes : attribution de subventions à la SA SFHE / Groupe Arcade. Pas de prise de parole ? Pas d'abstentions ? Pas d'avis contraires ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Eliane LLORET, M. Cyril MEUNIER, M. Mikel SEBLIN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

AFFAIRE N° 105 : SOLIDARITES - CONSTRUCTION DE 74 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX A MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A L'OPH ACM HABITAT - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. CAIZERGUES entre en séance.

Renaud CALVAT

Le rapport 105, toujours de la construction de logements : attribution de subventions à ACM Habitat. Pas d'abstentions ? Pas d'avis contraires ? Pas de demandes de prise de parole ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, M. Abdi EL KANDOSSI, Mme Julie FRÊCHE, Mme Régine ILLAIRE, Mme Eliane LLORET, M. Philippe SAUREL, M. Mikel SEBLIN, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 65 voix

AFFAIRE N° 106 : SOLIDARITES - CONSTRUCTION DE 23 LOGEMENTS SOCIAUX, RESIDENCE LE DIOCESE 12 RUE DES FRERES A PIGNAN - ATTRIBUTION DE SUBVENTION A LA SA D'HLM CDC HABITAT SOCIAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Renaud CALVAT

Le rapport n° 106 concerne la construction de 23 logements sociaux à Pignan : attribution de subvention à CDC Habitat. Pas d'abstentions ? Pas d'avis contraires ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, Mme Michelle CASSAR, Mme Maryse FAYE, Mme Eliane LLORET, Mme Marie-Delphine PARPILLON.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

AFFAIRE N° 107 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE

CADRE DE LA THEMATIQUE "HABITAT" - EXERCICE 2023 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Renaud CALVAT

Le rapport 107 concerne l'attribution de subventions, toujours dans le cadre de la thématique « *habitat* ». Vous avez la liste dans le rapport. Pas d'interventions ? Adoptée à l'unanimité, sans votes contre ni abstentions.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Claudine VASSAS MEJRI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

AFFAIRE N° 108 : HORS COMMISSION - CONTRAT DE VILLE DE MONTPELLIER - APPEL A PROJETS 2023 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A DES ASSOCIATIONS - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.L. MEISSONNIER (avec le pouvoir de M. F. RICO) entre en séance.

Renaud CALVAT

Le rapport n° 108 concerne le contrat de ville de Montpellier, l'appel à projets 2023 : attribution de subventions aux associations qui ont répondu à l'appel à projets et qui ont été retenues, 170 projets pour un montant de 613 200 euros. Pas d'autres interventions ? Pas d'abstentions ? Pas d'avis contraires ? Adoptée. Je vous remercie.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Boris BELLANGER, Mme Florence BRAU, Mme Véronique BRUNET, M. Renaud CALVAT, Mme Michelle CASSAR, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Serge DESSEIGNE, Mme Hind EMAD, Mme Clare HART, Mme Isabelle MARSALA, M. Jacques MARTINIER, M. Cyril MEUNIER, Mme Mylène MIFSUD, M. Yvon PELLET, Mme Claudine VASSAS MEJRI, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

AFFAIRE N° 109 : HORS COMMISSION - POLITIQUE DE LA VILLE - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A DES ASSOCIATIONS DANS LES THEMATIQUES "COHESION SOCIALE" ET "ACCESSIBILITE UNIVERSELLE" - EXERCICE 2023 - APPROBATION

Renaud CALVAT

Le 109, toujours politique de la ville : attribution de subventions dans la thématique « *cohésion sociale* » et « *accessibilité universelle* ». Vous avez la liste : France Handicap, Roule Nature, Halte Pouce. La liste est là. Pas d'abstentions ? Pas d'avis contraires ? Adoptée. Vous avez bien vérifié que vous n'êtes pas adhérents de ces associations. Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

AFFAIRE N° 110 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LA THEMATIQUE "RELATIONS INTERNATIONALES" - EXERCICE 2023 - APPROBATION

M. M. DELAFOSSE entre en séance et reprend la présidence de la séance.

Mme N. MARIN-KHOURY entre en séance.

Renaud CALVAT

Le rapport 110 : attribution de subventions dans la thématique « *relations internationales* ». S'il y a des

questions, Madame HART pourra y répondre. Vous avez donc la liste : Maison de l'Europe, Codegaz, Espoir pour un enfant, les Amis de la Sicile, Cuba solidarité, Russie, SOS Montpellier Ukraine, Yaaqaar. La liste est dans le rapport qui vous a été transmis. Pas d'abstentions ? Pas d'avis contraires ? Le rapport 110 est adopté à l'unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Isabelle MARSALA, M. Bernard TRAVIER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

AFFAIRE N° 111 : HORS COMMISSION - ORGANISME EXTERIEUR - SOCIETE D'ÉQUIPEMENT DE LA REGION MONTPELLIERAINE (SERM) - PRISE DE PARTICIPATION - CREATION D'UNE FILIALE SOCIETE CIVILE DE CONSTRUCTION VENTE (SCCV) ATELIERS CITE CREATIVE - AUTORISATION ACCORDEE AUX REPRESENTANTS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION

Mme R. TIKOUK entre en séance.

Mme C. HART sort de séance.

Renaud CALVAT

Le rapport 111 concerne la SERM, la prise de participation et la création d'une société civile de construction vente, l'autorisation accordée aux représentants de Montpellier Méditerranée Métropole. Y a-t-il des demandes d'explication ? Non. Pas d'abstentions ? Pas d'avis contraires ? Le rapport n° 111 est adopté.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, Mme Catherine RIBOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

Renaud CALVAT

Monsieur le Président, je vous repasse votre fauteuil.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur CALVAT. Je donne le résultat sur l'affaire n° 60 : Il y avait 69 votants, il y a eu 2 bulletins nuls, 5 blancs, 62 exprimés. La liste n° 1 est donc élue par 62 voix. Merci beaucoup.

AFFAIRE N° 112 : RESSOURCES - DEFINITION DU CADRE DE GESTION ACTIVE DE LA DETTE ET DE LA TRESORERIE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - EXERCICE 2023 - APPROBATION

Monsieur le Président

Rapport 112. Monsieur CALVAT. Définition du cadre de gestion active de la dette et de la trésorerie de Montpellier Méditerranée Métropole, exercice 2023. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

AFFAIRE N° 113 : HORS COMMISSION - ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ (ZAC) CANNABE - COMMUNE DE COURNONTERRAL - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SOCIETE D'ÉQUIPEMENT DE LA REGION MONTPELLIERAINE (SERM) - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 113. ZAC Cannabe, Commune de Cournonterral, garantie d'emprunt auprès de la SERM. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, M. Jacques MARTINIER, Mme Mylène MIFSUD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

AFFAIRE N° 114 : HORS COMMISSION - ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ (ZAC) GAROSUD ET EXTENSION - COMMUNES DE MONTPELLIER ET DE LATTES - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENT DE LA RÉGION MONTPELLIÉRAINE (SERM) - APPROBATION

Mme C. HART entre en séance.

Mme Z. DIRHOUSSE sort définitivement de séance en donnant pouvoir à M. R. REVOL.

Monsieur le Président

Affaire 114. ZAC Garosud, extension, communes de Montpellier et de Lattes, garantie d'emprunt auprès de la SERM. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, M. Jacques MARTINIER, Mme Mylène MIFSUD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

AFFAIRE N° 115 : HORS COMMISSION - ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ (ZAC) EXTENSION EUREKA - GARANTIES D'EMPRUNTS A LA SERM - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 115. ZAC, extension Eurêka, garanties d'emprunts à la SERM. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, M. Jacques MARTINIER, Mme Mylène MIFSUD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

AFFAIRE N° 116 : HORS COMMISSION - COMMUNE DE SAINT JEAN DE VEDAS - CONCESSION D'AMENAGEMENT - ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ (ZAC) ROQUE FRAÏSSE - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SERM, CONCESSIONNAIRE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 116. Commune de Saint Jean de Védas, ZAC Roque Fraïsse, garantie d'emprunt à la SERM, qui est notre concessionnaire. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Michel

ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, M. Jacques MARTINIER, Mme Mylène MIFSUD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

AFFAIRE N° 117 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTION DE SUBVENTION DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE "VIVRE ENSEMBLE" - EXERCICE 2023 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 117. Attribution de subvention dans le cadre de la thématique « vivre ensemble ». Il s'agit de la subvention à l'amicale des retraités de la Métropole, du club sportif et artistique de la gendarmerie et des œuvres de la Métropole. Je veux en saluer les bénévoles, comme pour l'amicale des retraités de la Métropole. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Contres ? Abstentions ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Jean-François AUDRIN, Mme Michelle CASSAR, M. Serge GUISEPPIN, M. Hervé MARTIN, M. Jacques MARTINIER, Mme Mylène MIFSUD, M. Joël RAYMOND.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

AFFAIRE N° 118 : RESSOURCES - ACHATS PUBLICS DURABLES - SCHEMA DE PROMOTION DES ACHATS SOCIALEMENT ET ÉCOLOGIQUEMENT RESPONSABLES - INDICATEURS DE PERFORMANCE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 118. Achats publics durables, schéma de promotion des achats socialement et écologiquement responsables, indicateurs de performance. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 119 : RESSOURCES - RELATIONS INSTITUTIONNELLES ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - CONVENTIONS DE SERVICES COMMUNS - AVENANT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. M. REYNAUD (avec le pouvoir de M. B. PATERNOT) entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 119. Relations institutionnelles Ville-Métropole, conventions de services communs. C'est un avenant. C'est la mise en œuvre de la mutualisation. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur le Vice-Président aux ressources humaines ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 120 : RESSOURCES - MODIFICATIONS DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 120. Modifications du tableau des effectifs. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur le Vice-Président ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? La délibération 120 est adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Abstentions : 6 voix

Se sont abstenus : M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Isabelle MARSALA, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. Bernard TRAVIER.

AFFAIRE N° 121 : RESSOURCES - RECOURS AU DISPOSITIF D'APPRENTISSAGE - MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 121. Recours au dispositif d'apprentissage que nous développons dans le cadre de notre politique sociale, modification du tableau des effectifs pour favoriser l'accueil d'apprentis. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur le Vice-Président ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 122 : RESSOURCES - MODALITES D'ATTRIBUTION DE LA PART COMPLEMENTAIRE A LA FILIERE ARTISTIQUE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 122. Modalités d'attribution de la part complémentaire à la filière artistique. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur le Vice-Président ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 123 : RESSOURCES - TITRES RESTAURANT - SEUIL RELATIF A LA PARTICIPATION EMPLOYEUR - MODIFICATION - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 123. Titres restaurant, seuil relatif à la participation employeur, modification. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur RAYMOND ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 124 : RESSOURCES - ASTREINTE D'EXPLOITATION PROFESSIONNELLE BATIMENT - MODALITES DE MISE EN ŒUVRE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 124. Astreinte d'exploitation professionnelle des bâtiments de la Métropole. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur le Vice-Président ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 125 : HORS COMMISSION - DELEGATIONS PERMANENTES DU CONSEIL DE METROPOLE AU PRESIDENT - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 125. Délégations permanentes du Conseil de Métropole au Président pour les collections publiques et les prix de vente des marchandises vendues au sein de la boutique du musée Henri Prades. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 126 : HORS COMMISSION - REPRESENTATIONS DU CONSEIL DE METROPOLE - DESIGNATIONS - APPROBATION

Monsieur le Président

Représentations du Conseil de Métropole dans un certain nombre d'organismes. Voici la liste qui apparaît. Pour l'Agence de développement et des transitions – Conseil d'administration, l'Assemblée des territoires auprès de la Région Occitanie, le CEREMA auquel nous avons adhéré il y a une cinquantaine de délibérations précédentes, le Conseil maritime de façade, le Syndicat intercommunal d'adduction d'eau des communes du Bas-Languedoc. Voici la liste qui est proposée. Je mets aux voix la liste. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Voilà, vous voici désignés, mes chers collègues.

Monsieur le Président propose de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application des articles L. 2121-21 et L. 5211-7 du Code général des collectivités territoriales.

Aucune autre candidature n'est proposée. Ont été élus :

ORGANISMES	REPRESENTATIONS
<i>Agence de Développement et des Transitions Conseil d'administration – Assemblée générale</i>	<div> <div><i>Titulaires :</i></div> <div> <i>Alex LARUE</i> <i>Hind EMAD</i> <i>Clare HART</i> <i>Isabelle TOUZARD</i> <i>Guy LAURET</i> </div> <div> <div><i>Suppléants :</i></div> <div> <i>Michel ASLANIAN</i> <i>Roger-Yannick CHARTIER</i> <i>Clara GIMENEZ</i> <i>Catherine RIBOT</i> <i>Stéphane CHAMPAY</i> </div> </div> </div>
<i>Assemblée des Territoires (Région Occitanie)</i>	<i>Jean-Luc SAVY – Séverine SAINT-MARTIN</i> <i>Pauline CHATIN – Christophe CARNIEL</i>
<i>Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA) Conseil d'administration</i>	<i>Julie FRÊCHE</i>
<i>Conseil Maritime de Façade (CMF)</i>	<i>Serge DESSEIGNE (suppléant)</i> <i>en remplacement de René REVOL</i>

<p><i>Syndicat Intercommunal d'adduction d'eau des communes du Bas-Languedoc (SBL)</i></p>	<p><i>Commune de Saint-Jean-de-Védas : François RIO – Véronique FABRY (titulaires) Christophe VAN LEYNSEELE – Richard PLAUTIN (suppléants)</i></p>
--	--

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, M. Jacques MARTINIER, Mme Mylène MIFSUD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

Pour : 68 voix

AFFAIRE N° 127 : HORS COMMISSION - DELEGATION DU SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION DU SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES ET DU CREMATORIUM - SOCIETE ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE (SAEML) SFMA - TARIF GENERAL 2023 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 127. Délégation du service public pour la gestion du funérarium. Je mets aux voix. Y a-t-il des questions, pardon ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 128 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE PUBLIQUE LOCALE SA3M - RAPPORT SPECIAL 2021 SUR LES CONDITIONS D'EXERCICE DES PREROGATIVES DE PUISSANCE PUBLIQUE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 128. SPL SA3M, rapport spécial 2021. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 129 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE SOCIETE D'ÉQUIPEMENT DE LA REGION MONTPELLIERAINE (SERM) - RAPPORT SPECIAL 2021 SUR LES CONDITIONS D'EXERCICE DES PREROGATIVES DE PUISSANCE PUBLIQUE - APPROBATION

Mme H. EMAD sort de séance définitivement.

Monsieur le Président

Affaire 129. Rapport sur la SERM. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N° 130 : HORS COMMISSION - CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES OCCITANIE - SAEML TRANSPORTS DE L'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER (TAM) - RAPPORT D'OBSERVATIONS DEFINITIVES - EXERCICES 2015 A 2021

Monsieur le Président

Affaire 130. Rapport de la Chambre régionale des comptes Occitanie relatif à la TaM sur l'exercice 2015 à 2021. Y a-t-il des questions ? C'est une prise d'acte.

Le Conseil prend acte.

Nous avons, mes chers collègues, épuisé l'ordre du jour et débattu sur notre ordre du jour dans le temps imparti, conformément au règlement intérieur, pour essayer d'être respectueux des délais.

Je voudrais remercier les services de l'Assemblée, Monsieur le Vice-Président aux finances parce que le gros du débat a eu lieu sur le budget et sa présentation chorale qui a permis d'illustrer les actions.

QUESTIONS DIVERSES

Monsieur le Président

Peut-être, Madame la Vice-Présidente : Madame JANNIN vous avait interrogé sur la procédure PLUi, hors cadre ordre du jour, et je vous propose qu'on le traite en affaires diverses et que vous ayez les éclaircissements et que nous vous rassurons. Si bien sûr un PLUi est toujours exposé juridiquement, parce qu'il doit être conforme à la réglementation, la procédure actuelle se déroule bien, et Madame MANTION, Madame la Vice-Présidente, va vous le préciser. Merci Madame la Vice-Présidente.

Coralie MANTION

Oui, c'était par rapport au PADD exactement que vous posiez la question. Là on attend tous les avis...

Stéphanie JANNIN

Par rapport à des éléments de planning du reste de la procédure. Enfin, en gros, quand est-ce que le PLUi va être opposable ?

Coralie MANTION

D'accord. Très bien. Là on est en train de faire le tour des conseils municipaux pour l'avis sur le PADD. Ensuite il y aura l'avis de la Métropole sur la PADD. En ce moment, nous faisons les 34 réunions publiques pour présenter le PLUi. Tous les documents devraient être en ligne d'ici cet été. Nous arrêtons le projet à l'automne. Ensuite, début 2024, l'avis des publics personnes associés, enquête publique. Nous espérons approuver le PLUi fin 2024, si tout va bien.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Madame la Vice-Présidente pour ce calendrier, qu'on espère un peu resserré, mais je sais que vous y mettez beaucoup d'énergie à travers toutes les réunions publiques, et je vous en remercie, ainsi que les maires.

Madame BORNE avait aussi – elle n'est pas là – adressé une question 48 heures avant le Conseil, qui était relative au chêne de Castelnau-le-Lez. Je réponds à la question de Madame BORNE. Nous sommes dans l'obligation légale de devoir desservir en réseau d'eau potable et d'assainissement les logements qui ont été réalisés. Nous avons pris toutes les précautions, avec les équipes de la Métropole, parce que nous allons classer dans le cadre du PLUi, justement, le chêne d'un point de vue juridique. J'ai proposé aux propriétaires que nous en soyons collectivement responsables, mais nous sommes dans l'obligation de faire les travaux, sans quoi les propriétaires des logements peuvent se retourner contre la Métropole, et assurément nous serions condamnés en justice.

Mes chers collègues, merci beaucoup de votre présence, de votre compréhension pour ce décalage et rendez-vous au prochain Conseil de Métropole au plus tard. Merci à tous.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.



Conseil du 1^{er} juin 2023
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

N°MD2023-020 - 08/03/23 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative au dépôt et à l'octroi d'une autorisation d'urbanisme par la SA3M sur une emprise à détacher du domaine public non cadastrée - Nouveau Projet de Renouvellement urbain de la Mosson

Objet : Il s'agit d'autoriser LA SOCIETE D'AMENAGEMENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE (SA3M), à déposer et se voir octroyer toutes autorisations d'urbanisme nécessaires à la réalisation du pôle éducatif des Halles sur une emprise de 1 326 m² relevant du domaine public non cadastré de Montpellier Méditerranée Métropole correspondant à une partie de la rue de la Haye, sise commune de Montpellier.

N°MD2023-035 - 27/02/23 - Direction de la Communication

Décision relative au marché n°G2D0122CO - Agences de communication - Fixation des primes allouées aux candidats

Objet : Il s'agit d'un appel d'offres restreint passé en groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole (coordonnateur du groupement), où 8 candidats seront retenus à l'issue du choix des candidatures pour proposer leur offre et seront indemnisés à hauteur de 3 000 € HT chacun (soit 24 000 € HT de prime en tout)

N°MD2023-050 - 06/03/23 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à l'attribution de subventions pour la réhabilitation de 12 logements privés et 3 copropriétés dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'attribuer des subventions pour la réhabilitation de 12 logements (1 occupé par un propriétaire disposant de ressources modestes et 11 logements locatifs) et 3 copropriétés, pour un montant total de 151 986 €, dont 11 700 € accordés au titre de la prime PCAET à la rénovation thermique des logements de 1 300 €. Ces logements sont situés dans les communes de Cournonterral, Grabels et Montpellier. En contrepartie de ces subventions, les propriétaires occupants s'engagent à résider dans leur logement pendant 3 ans au moins et les propriétaires bailleurs à louer leur bien selon un loyer maîtrisé à des personnes éligibles au logement social pendant 6 ans.

N°MD2023-055 - 13/03/23 - Direction Energie et Moyens Techniques

Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation du contrat de quasi-régie entre Montpellier Méditerranée Métropole et le CCAS pour la convention de gestion concernant la maintenance des véhicules du CCAS - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'approuver la convention de quasi-régie pour la maintenance des véhicules du CCAS qui prendra effet à compter de sa date de notification pour une durée de 2 ans. Elle est reconductible de manière tacite par période d'un an, le nombre de reconductions ne pouvant excéder 3 ans.

N°MD2023-060 - 10/03/23 - Direction de l'Administration des Ressources Humaines

Décision relative à la mise à disposition d'un agent de catégorie A auprès de l'Agence Locale de L'Énergie et du Climat

Objet : Il s'agit d'autoriser la mise à disposition, auprès de L'AGENCE LOCALE DE L'ÉNERGIE ET DU CLIMAT, d'un agent de Montpellier Méditerranée Métropole de catégorie A du 01/12/2022 au 30/11/2025.

N°MD2023-061 - 10/03/23 - Direction de l'Administration des Ressources Humaines

Décision relative à la mise à disposition d'agent de Catégorie A auprès de la Ville de Montpellier

Objet : Il s'agit d'autoriser la mise à disposition, auprès de la Ville de Montpellier, d'un agent de Montpellier Méditerranée Métropole de catégorie A du 03/01/2023 au 03/06/2023.

N°MD2023-075 - 06/03/23 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie d'emprunt contractée par la SA d'HLM FDI Habitat pour la construction de 21 logements sociaux - Résidence PROESA - Lot D2 ZAC Cantausse à Saint-Brès - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir à hauteur de 75% le remboursement du prêt d'un montant total de 1 959 958 € sollicité par la SA HLM FDI HABITAT auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour financer la réalisation de 21 logements locatifs sociaux neufs, résidence Proesa, lot D2 ZAC Cantausse à Saint-Brès. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie et ses contreparties par la signature d'une convention.

N°MD2023-078 - 06/03/23 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM FDI Habitat pour la construction de 64 logements sociaux - Résidence LES LAVANDIERES - Avenue de Montpellier à Castries - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir à hauteur de 75% le remboursement du prêt d'un montant total de 5 888 426 € sollicité par la SA HLM FDI HABITAT auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour financer l'acquisition de 64 logements locatifs sociaux neufs, résidence Les Lavandières, avenue de Montpellier à Castries. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie et ses contreparties par la signature d'une convention.

N°MD2023-079 - 23/03/23 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM FDI Habitat, pour la construction de 14 logements sociaux - Résidence ' MIRA ' - ZAC Ode à la Mer lot F à Lattes - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir à hauteur de 75% le remboursement du prêt d'un montant total de 1 279 642 € sollicité par la SA HLM FDI HABITAT auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour financer l'acquisition de 14 logements locatifs sociaux neufs, résidence Mira, Chemin de Soriech, lot F ZAC Ode à la Mer à Lattes. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie et ses contreparties par la signature d'une convention.

N°MD2023-081 - 17/04/23 - Direction Energie et Moyens Techniques

Convention de prestation de services réciproques entre la commune de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole pour la gestion du parc automobile - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'approuver la convention pour la maintenance des véhicules de la Ville de Montpellier à signer la convention qui prendra effet à compter de sa date de notification pour une durée de 1 an. Elle est reconductible de manière tacite par période de 1 an, le nombre de reconductions ne pouvant excéder 2 ans.

N°MD2023-086 - 13/04/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au renouvellement de la convention de partenariat entre le Musée Fabre et l'association Culture et Sport Solidaires 34 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de la convention de partenariat avec l'association CULTURE SPORT SOLIDAIRES (CSS) 34 pour un montant estimé de 671 € correspondant au montant des billets mis à disposition par le musée Fabre pour les partenaires du réseau CSS pour une année.

N°MD2023-087 - 13/04/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au renouvellement de la convention de partenariat entre le Musée Fabre et l'association Club services loisirs - Groupe d'Entraide Mutuelle (GEM) Rabelais - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de la convention de partenariat avec le GEM RABELAIS pour un montant estimé de 3 000 € correspondant à la mise à disposition des guides et plasticiens pour assurer les activités. La convention a pour objectif de consolider et de pérenniser les actions favorisant l'insertion et l'autonomie sociale des personnes accompagnées par ce partenaire en vue de valoriser ces actions auprès d'autres structures et de développer le réseau de collaboration.

N°MD2023-093 - 06/03/23 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à l'attribution de subventions pour la réhabilitation de 48 logements privés situés dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser l'attribution des subventions pour la réhabilitation de 48 logements dont 43 occupés par des propriétaires disposant de ressources modestes et 5 logements locatifs, pour un montant total de 177 800 €, dont 23 400 € accordés au titre de la prime PCAET à la rénovation thermique des logements de 1 300 €. Ces logements sont situés dans les communes de Baillargues, Castelnau-le-lez, Castries, Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-lez, Montpellier, Pérols, Saussan, Saint-Brès, Saint-Georges d'Orques et Sussargues. En contrepartie de ces subventions, les propriétaires occupants s'engagent à résider dans leur logement pendant 3 ans et les propriétaires bailleurs à louer leur bien selon un loyer maîtrisé à des personnes éligibles au logement social pendant 6 ans également.

N°MD2023-098 - 06/03/23 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) de Renouvellement Urbain (RU) du quartier Celleneuve à Montpellier - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de la convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) Renouvellement Urbain avec volet Copropriétés Dégradées du quartier de Celleneuve pour la période 2023-2028.

N°MD2023-109 - 24/02/23 - Direction des Sports

Décision relative aux demandes de subventions pour les travaux de réhabilitation du Centre Nautique Neptune - Approbation

Objet : Il s'agit d'approuver le nouveau montant prévisionnel de l'opération relative aux travaux de réhabilitation du Centre Nautique Neptune à Montpellier, qui s'élève à 14 000 000 € HT (valeur 2019), et d'approuver les demandes de subventions, aux taux les plus larges possibles, auprès de l'Union Européenne, l'État, la Région Occitanie - Pyrénées Méditerranée et le Département de l'Hérault

N°MD2023-110 - 17/03/23 - Pôle Déchets et Cycles de l'Eau

Décision relative au marché n°M2C0031VD - Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour l'élaboration du cahier des charges et la passation du contrat d'exploitation de l'usine de méthanisation Ametyst - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°M2C0031VD d'assistance à maîtrise d'ouvrage au groupement ANTEA GROUP – ANTEA FRANCE SAS, sis à Olivet (45) / FINANCE CONSULT. Il concerne l'élaboration du cahier des charges et la passation du contrat d'exploitation de l'usine de méthanisation AMETYST. Il est conclu pour un montant forfaitaire de 141 843,50 € et pour un montant maximum de 70 000 € pour les missions ponctuelles. Il prend effet à compter de sa date de notification pour une durée de 45 mois.

N°MD2023-128 - 06/03/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole (Musée Fabre) et l'association LineUp - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de la convention de partenariat entre le musée Fabre et l'association LINEUP dans le but de réaliser des visites à deux voix autour du street art dans le musée et dans la ville de Montpellier ainsi que l'organisation d'ateliers de pratique d'art urbain au sein du musée Fabre avec un artiste associé à LINEUP. Le renouvellement de la convention pour la période 2023/2025 est d'un budget estimatif de 9 540 € HT.

N°MD2023-137 - 06/03/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention entre l'association des élèves d'art dramatique "Au bout du couloir" et la Cité des Arts - Approbation

Objet : Il s'agit d'approuver la convention de mise à disposition de locaux à titre gracieux entre l'association AU BOUT DU COULOIR et la Cité des Arts. La Cité des Arts permet à l'association AU BOUT DU COULOIR d'établir son siège social au sein de la Cité des Arts.

N°MD2023-140 - 12/03/23 - Direction Transition Energétique et Ecologique

Décision relative à un avenant n°1 marché n°M1C0029TE - Réalisation d'ombrières photovoltaïques en autoconsommation sur le parking de la piscine Jany à Jacou - Lot 1 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°1 de prolongation au marché M1C0029TE lot 1, pour la réalisation d'ombrières photovoltaïques en autoconsommation sur le parking de la piscine Jany sise à Jacou. La durée du marché est prolongée jusqu'au 19/09/2023.

N°MD2023-154 - 24/02/23 - Direction des Sports

Décision relative à la résiliation de la convention d'occupation temporaire du domaine public entre la société ABMADO FITNESS et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'occupation d'une salle de sport au sein de la Piscine Olympique Angelotti - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de la résiliation de la convention d'occupation temporaire du domaine public pour faute entre la société ABMADO FITNESS et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'occupation d'une salle de sport au sein de la Piscine Olympique Angelotti.

N°MD2023-155 - 16/03/23 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant n°12 prorogeant l'occupation de locaux par la société COLCOM au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°12, prorogeant la convention d'occupation du domaine public conclue avec la société COLCOM pour une période de 2 mois à compter du 01/02/2023 et jusqu'au 31/03/2023. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 94,70 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 685,62 €.

N°MD2023-159 - 17/04/23 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant n°9 à la convention d'occupation du domaine public conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société DP TECHNOLOGY EUROPE - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°9 à la convention d'occupation du domaine public conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société américaine DP TECHNOLOGY EUROPE absorbée par la société suédoise HEXAGON le 04/12/2020. L'entité présente à Montpellier souhaite poursuivre son activité à compter du 01/01/2023 en tant qu'établissement secondaire de SESCOI FRANCE sis à Charnay-Lès-Mâcon (71), filiale française du groupe suédois HEXAGON. La direction et la surface occupée restent inchangées. La redevance mensuelle HT et HC est de 3 815,33 €.

N°MD2023-163 - 06/03/23 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à un avenant n°2 à la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'ANAH - OPAH "Copropriétés dégradées" 2019-2024 du quartier Mosson à Montpellier - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'ANAH, de l'avenant n°2 à la Convention OPAH « Copropriétés dégradées » du quartier de la Mosson (2019-2024). Il a pour objet d'acter l'utilisation du portage ciblé de logements pour le redressement des copropriétés fragilisées et la bonification équivalente de l'ANAH à l'aide PCAET de 1 300 € mise en place par Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2023-168 - 24/02/23 - Direction des Sports

Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'Association des Personnels d'Entretien des Terrains de Golf (AGREF) pour l'année 2023 - Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser le renouvellement de l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à L'ASSOCIATION DES PERSONNELS D'ENTRETIEN DES TERRAINS DE GOLF (AGREF) pour 2023 dont la cotisation est fixée à 80 € et de permettre aux jardiniers des stades de Montpellier Méditerranée Métropole d'intégrer le réseau d'épidémiologie-surveillance de L'INSTITUT ECOUMENE GOLF ET ENVIRONNEMENT.

N°MD2023-170 - 24/02/23 - Direction des Sports

Décision relative au renouvellement de l'adhésion à la Fédération française de la course camarguaise (FFCC) pour l'année 2023 - Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser le renouvellement de l'adhésion, pour l'année 2023 de Montpellier Méditerranée Métropole à la FEDERATION FRANÇAISE DE LA COURSE CAMARGUAISE (FFCC) dans le cadre de l'organisation du trophée taurin de Montpellier Méditerranée Métropole, le montant de la cotisation est fixé à 487 €.

N°MD2023-178 - 08/03/23 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition d'un local commercial de 64 m², lot 847 de la copropriété du Triangle, parcelle cadastrée HM 487 - Montpellier - Approbation

Objet : Il s'agit d'approuver l'acquisition par Montpellier Méditerranée Métropole d'un local commercial de 64 m² situé dans le centre commercial Triangle au prix de 110 720 €, et ce dans le cadre du grand projet d'aménagement de la ZAC Ricardo Bofill. Le prix de l'acquisition est de 110 720 €, les frais de notaire restant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2023-179 - 06/03/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la demande de financement auprès de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault (CAF) dans le cadre du dispositif DEMOS - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à solliciter une subvention auprès de la CAF DE L'HERAULT, dans le cadre de ce dispositif DEMOS (Dispositif d'Education Musicale et Orchestrale à vocation Sociale) pour l'année 2022-2023. Cette subvention en cas de réponse positive de la CAF DE L'HERAULT, fera l'objet d'une convention d'objectifs et de financement entre Montpellier Méditerranée Métropole et la CAF.

N°MD2023-186 - 07/04/23 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de la parcelle AB 70 - Commune de SAUSSAN

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la SAFER OCCITANIE la parcelle cadastrée AB 70, sise commune de Saussan, d'une superficie cadastrale de 4 131 m². L'acquisition aura lieu moyennant le prix de 13 560 € TTC majoré des frais d'acte restant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole. Afin de lutter contre la spéculation foncière sur les terres agricoles la parcelle sera mobilisée pour la mise en œuvre d'une agriculture durable en accord avec la politique agro-écologique et alimentaire du SCoT et du PLU de la commune. Cette parcelle est également frappée d'un emplacement réservé.

N°MD2023-188 - 08/03/23 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de la parcelle AN 282 - Chemin des mazes et des rames - Commune de Saint Génès des Mourgues

Objet : Il s'agit d'autoriser l'acquisition de la parcelle AN 282 située le long du chemin des mazes et des rames, 282 sise commune de Saint Génès des Mourgues, à usage de trottoir et est équipée d'une buse d'eaux pluviales. L'entretien de cet ouvrage revenant Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de ses compétences, il est indispensable qu'elle en soit propriétaire.

N°MD2023-190 - 14/03/23 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à un avenant n°2 au contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société ICEMED - Local 515 rue Alfred Nobel à Montpellier

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société ICEMED sise à Montpellier, d'un avenant n°2 au contrat de location - Local 515 rue Alfred Nobel. Il a pour objet de prolonger le contrat d'une durée de 6 mois à compter de sa signature. Le montant annuel du loyer est de 4 583,69 € HT, TVA au taux de 20% en vigueur en sus, soit un total de 5 500,42 € TTC et HC par an.

N°MD2023-192 - 06/03/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au renouvellement de l'adhésion au Groupement d'intérêt Public Cinémathèque du Documentaire pour l'année 2023 - Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à renouveler son adhésion au GIP CINEMATHEQUE DU DOCUMENTAIRE pour 2023, pour un montant de 100 € TTC.

N°MD2023-194 - 17/04/23 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant n°7 prorogeant l'occupation de locaux par la société COMITI au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°7, prorogeant la convention d'occupation du domaine public conclue avec la société COMITI pour une période d'un mois à compter du 01/04/2023 et jusqu'au 30/04/2023. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 66,85 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 910,50 €.

N°MD2023-196 - 08/03/23 - Direction des Mobilités

Décision relative au marché M2C0058DM de réalisation d'une évaluation des impacts de la gratuité des transports publics - Attribution - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°M2C0058DM pour la réalisation d'une évaluation des impacts de la gratuité des transports publics à l'entreprise PWC, via un marché passé par l'UGAP, pour un montant de 95 826,50 € HT et pour une durée de 8 mois.

N°MD2023-197 - 10/03/23 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative au recours à L'UNION DES GROUPEMENTS D'ACHATS PUBLICS (UGAP) pour Prestations de gestion de projets informatiques- Marché M3D0017RI - Autorisation de recours

Objet : Il s'agit d'autoriser les services de Montpellier Méditerranée Métropole à faire appel à l'UGAP pour le recours à de la prestation de gestion de projets informatiques pour un montant maximum de 600 000 € HT et une durée de 2 ans à compter de la décision exécutoire.

N°MD2023-201 - 27/02/23 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à la participation au SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE (SIA) à Paris du 25/02 au 05/03/2023

Objet : Il s'agit d'approuver la participation au SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE (SIA) à Paris du 25/02 au 05/03/2023 ainsi que la prise en charge des frais d'hébergement et du déplacement des représentants de Montpellier Méditerranée Métropole pour un montant global de 73 000 € TTC.

N°MD2023-202 - 06/03/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au don de la FONDATION ALBERT GLEIZES d'une œuvre de Juliette ROCHE (1884-1980), Place animée en Provence - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'accepter le don à titre gracieux de la FONDATION ALBERT GLEIZES d'une œuvre de Juliette ROCHE (1884-1980) "Place animée en Provence" d'une valeur de 7 000 €. Cette toile sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

N°MD2023-203 - 14/03/23 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à une convention d'occupation précaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association SENTINELLES DE RIVIERES - Mas du Bosc à Saint Jean de Védas - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Association SENTINELLES DE RIVIERES à Montpellier, d'une convention d'occupation précaire portant sur des locaux situés Mas du Bosc, sur la parcelle n°AA 0059 cadastrée à Saint Jean de Védas. Ces locaux comprennent un espace d'accueil situé à l'entrée, un espace de bureau (RDC), un sanitaire (RDC), un espace salle de réunion situé à l'étage. Attenant au bâtiment : un espace de stockage (hangar). La convention est consentie pour une durée de 1 an, renouvelable 1 fois, 1 an par reconduction tacite. Elle est consentie moyennant une redevance trimestrielle de 100 € TTC.

N°MD2023-204 - 30/03/23 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à la signature d'un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association MONTPELLIER VOLLEY CLUB UC concernant un local situé au 345 route de Nîmes à Castelnau-le-Lez - Autorisation de signature

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole signe un contrat de location avec le MONTPELLIER VOLLEY UNIVERSITE CLUB. Le contrat concerne un local appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole situé au 345 route de Nîmes à Castelnau-le-Lez. La surface louée est de 76m² environ. Il est conclu pour une durée de 1 an à compter de sa signature. La valeur locative annuelle de ce local est de 9 120 € HT et HC. Toutefois, le contrat est consenti et accepté moyennant un loyer minoré constitutif d'une subvention en nature d'un montant de 4 120 €. Le MONTPELLIER VOLLEY UC s'acquittera d'un loyer annuel de 5 000 € HT et HC.

N°MD2023-205 - 27/02/23 - Direction des Mobilités

Décision relative à la prise en charge des frais de déplacement, hébergement et restauration d'intervenants extérieurs lors de l'atelier de sensibilisation sur la cohabitation vélos/piétons organisé à Montpellier

Objet : Il s'agit d'autoriser la prise en charge des frais de déplacement, hébergement et restauration de 5 intervenants maximum du CEREMA, de L'ACADEMIE DES MOBILITES ACTIVES (ADMA) et du CLUB DES VILLES ET TERRITOIRES CYCLABLES ET MARCHABLES à l'occasion d'un atelier sur la cohabitation vélos/piétons, qui se déroulera à Montpellier au 1er semestre 2023, pour une dépense maximale de 2 000 € HT.

N°MD2023-206 - 06/03/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention de mise à disposition de la cour de l'Hôtel d'Aurès à l'association CHAMP LIBRE - festival des Architectures Vives du 7 au 19 juin 2023 - Approbation

Objet : L'association CHAMP LIBRE a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour la mise à disposition de la Cour de l'Hôtel d'Aurès pour proposer l'installation "Ici Fût" dans le cadre du festival des Architectures Vives du 13/06/2023 au 18/06/2023. La mise à disposition est consentie à titre gracieux, mais est valorisée en tant que subvention en nature pour un montant de 328,64 €.

N°MD2023-207 - 08/03/23 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition à SNCF Réseau des terrains cadastrés BX 345, BX 347, BX 351 et BX 356 situés lieudit Rauze Basse à Lattes et signature d'un bail civil

Objet : Dans le cadre des travaux de modernisation de la station MAERA Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de SNCF RESEAU les parcelles cadastrées suivantes : BX 345, BX 347, BX 351 et BX 356 situées au lieudit Rauze Basse à Lattes, d'une superficie totale de 8 793 m² en nature de friches ferroviaires. L'acquisition aura lieu moyennant le prix de 61 551 €. Les frais d'acte notarié seront à la charge de la Montpellier Méditerranée Métropole. Un bail civil sera signé pour une durée de 18 mois dans l'attente de la signature de l'acte de transfert de propriété.

N°MD2023-209 - 08/03/23 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'une emprise de voirie située rue des Aires - Commune de Montferrier-sur-Lez

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait d'une emprise de 24 m² à extraire du domaine public le long de la rue des Aires à Montferrier-sur-Lez, selon le projet de division effectué par un géomètre-expert aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole. Il s'agit aussi de prononcer le déclassement du domaine public d'une emprise de 24 m², rue des Aires à Montferrier-sur-Lez et d'intégrer ce terrain dans son domaine privé. Ce déclassement ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte et de circulation de la rue des Aires.

N°MD2023-210 - 06/03/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la prise en charge des frais de déplacements et autres frais annexes dans le cadre de la préparation des manifestations organisées par le musée Fabre en 2023 - Approbation

Objet : Il s'agit d'approuver la prise en charge des frais de déplacement et autres frais annexes dans le cadre de la préparation des manifestations organisées par le musée Fabre en 2023, pour le personnel du musée Fabre et pour les intervenants extérieurs invités par le musée Fabre, en France et à l'étranger, pour un montant total de 24 000 €.

N°MD2023-212 - 06/03/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de partenariat artistique et de mise à disposition du Chai du Terral de la Commune de Saint Jean de Védas au profit de la Cité des Arts - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'approuver la signature de la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole (Cité des Arts) et la commune de Saint Jean de Védas (Théâtre du Chai Du Terral) pour un partenariat artistique et la mise à disposition des locaux du Chai du Terral, valorisé à un montant de 4 290 € TTC.

N°MD2023-213 - 06/03/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à l'adoption du Règlement concours ' Fabre, tu même ? ' dans le cadre de la campagne de communication du musée Fabre à destination des étudiants - Approbation

Objet : Il s'agit d'approuver le règlement du concours "Fabre, tu même" organisé par le musée Fabre. Le règlement du concours encadre le calendrier, les modalités d'inscription, l'organisation du jury et la remise des prix. L'objectif de ce concours est de susciter un maximum d'engagement et de participation auprès de la cible jeune et étudiante de Montpellier Méditerranée Métropole et alentours. Du 09/02/2023 au 09/03/2023 inclus, les participants devront publier sur leurs comptes Instagram des memes originaux d'œuvres prises par leurs soins au Musée Fabre de Montpellier avec l'hashtag « #FABRETUMEME » et en mentionnant le compte Instagram @MUSEE_FABRE. Les participations sont illimitées en nombre et font preuve d'acceptation du règlement.

N°MD2023-214 - 14/03/23 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à des avenants aux accords-cadres pour les missions de conseil en économie sociale et familiale pour les copropriétés du quartier de la Mosson et des Cévennes- Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de deux avenants n°1 aux accords-cadres pour les missions de Conseil en économie sociale et familiale pour les copropriétés du quartier de la Mosson et la copropriété des Cévennes, entre LA SOCIETE D'AMENAGEMENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE (SA3M) et l'association VITARELLE, pour des missions complémentaires pour les prises de contact de copropriétaires occupants en difficulté financière et pour la tenue des permanences au sein des Maisons du Projet.

N°MD2023-215 - 13/03/23 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requêtes n°2300618-1 et n°2300619-1 - SCI DOPHINVEST"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au CABINET D'AVOCAT CGCB ET ASSOCIES consécutivement au dépôt de la requête n°2300618-1 et la requête n°2300619-1 en référé devant le Tribunal Administratif de Montpellier par la SCI DOPHINVEST contre la décision n°MD2023-009 du 03/01/2023 par laquelle Montpellier Méditerranée Métropole s'est portée acquéreur par voie de préemption d'un local commercial occupé, appartenant à la société FINANCIOR, lot 828 de la copropriété « Le Triangle » cadastrée section HM 487 sise à Montpellier.

N°MD2023-216 - 13/03/23 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice " Fixation judiciaire du prix Juge de l'expropriation - Préemption local commercial, Lot 828 de la copropriété le Triangle cadastrée HM 487 Montpellier"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au CABINET D'AVOCATS CGCB ET ASSOCIES devant le Juge de l'Expropriation du Département de l'Hérault pour fixation judiciaire du prix d'un local commercial occupé appartenant à la société FINANCIOR constituant le lot 828 de la copropriété « Le Triangle » cadastrée section HM 487 sise à Montpellier suite au droit de préemption exercé par Montpellier Méditerranée Métropole, par décision n° MD2023-009 du 03/01/2023.

N°MD2023-217 - 10/03/23 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative au recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour l'acquisition, la mise en œuvre et la maintenance d'un logiciel de gestion des stocks - Marché M3C0009RI - Autorisation de recours

Objet : Il s'agit d'autoriser les services de Montpellier Méditerranée Métropole à faire appel à l'UGAP pour l'acquisition, la mise en œuvre et la maintenance d'un logiciel de gestion des stocks, marché n°M3C0009RI, pour un montant maximum de 165 000 € HT et une durée de 4 ans à compter de la décision exécutoire.

N°MD2023-218 - 08/03/23 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à une convention d'occupation temporaire avec l'U.N.A.P.E.I - Parcelle cadastrée BW 39 - Lieudit La Céreirède - Commune de LATTES - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser, dans le cadre de la réalisation des travaux de réhabilitation et d'extension de la station d'épuration, la signature entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'UNAPEI d'une convention d'occupation temporaire de la parcelle cadastrée BW 39, lieudit La Céreirède sur la Commune de Lattes, d'une superficie de 5 892 m². La convention, consentie à titre gratuit, est conclue pour une durée de 36 mois à compter de la date d'occupation du bien par Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2023-219 - 21/02/23 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société MATHEMATIC dans l'annexe du musée de la Cité Créative à Montpellier

Objet : Il s'agit d'agréer la candidature de la société MATHEMATIC en vue de la location du lot 01 de 237 04 m² et du lot 02 de 231.87 m² dans l'annexe du musée de la Cité Créative pour une période de 36 mois. Son activité est la post-production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision. La société prévoit un effectif de 30 personnes à 3 ans.

N°MD2023-220 - 08/03/23 - Direction Services aux Territoires

Décision relative à une demande de subvention auprès du Département de l'Hérault dans le cadre des travaux de continuité de la piste cyclable de la RD66 - Autorisation des signatures

Objet : Il s'agit d'autoriser une demande de subvention auprès du Département de l'Hérault dans le cadre du bouclage du plan de financement de travaux de continuité de piste cyclable de la RD66 entre Montpellier et Mauguio. Cette subvention est attribuée via le dispositif d'aide aux communes. Le coût global de l'opération s'élève à 3 525 000 € et l'aide sollicitée est de 10%, soit 352 500 €.

N°MD2023-221 - 20/03/23 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à l'octroi d'une subvention pour la réalisation d'un audit énergétique dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la Rénovation Énergétique - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un contrat d'audit avec la copropriété le Melgueil (34 logements) dans le cadre du PCAET, ainsi que l'attribution d'une subvention pour la réalisation d'un audit de copropriété pour un montant total de 3 060 €.

N°MD2023-222 - 23/02/23 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant n°6 prorogeant l'occupation de locaux par la société BAZIMO au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°6, prorogeant la convention d'occupation du domaine public, conclue avec la société BAZIMO, pour une période d'un mois du 01/03/2023 au 31/03/2023. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 88,80 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 1 522,92 €.

N°MD2023-223 - 23/02/23 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant n°4 prorogeant l'occupation de locaux par la société BARBABLANKA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°4, prorogeant la convention d'occupation du domaine public, conclue avec la société BARBABLANKA, pour une période d'un mois du 01/03/2023 au 31/03/2023. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 39,79 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 627,89 €.

N°MD2023-224 - 23/02/23 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant n°5 prorogeant l'occupation de locaux par la société GC TECH au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°5, prorogeant la convention d'occupation du domaine public, conclue avec la société GC TECH, pour une période d'un mois du 01/03/2023 au 31/03/2023. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 132,12 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 1 939,52 €.

N°MD2023-225 - 23/02/23 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant n°2 prorogeant l'occupation de locaux par la société FURIOUS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°2, prorogeant la convention d'occupation du domaine public conclue avec la société FURIOUS, pour une période d'un mois du 01/03/2023 au 31/03/2023. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 44,95 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 659,87 €.

N°MD2023-226 - 27/02/23 - Direction des Mobilités

Décision relative au déplacement au Luxembourg pour le Mobil-Lux2023 - Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser le déplacement et le remboursement des frais d'une élue et de 2 agents, pour un déplacement au Luxembourg du 27/03 au 28/03/2023 pour participer au Mobil Lux 2023. Les frais à rembourser sont à hauteur de 4 000 € HT (transports, hébergements, inscriptions).

N°MD2023-227 - 08/03/23 - Direction Services aux Territoires

Décision relative à un avenant n°1 au marché subséquent M1D0016AT relatif à l'aménagement de voirie PUP la Fabrique à Fabrègues - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché subséquent M1D0016AT relatif à l'aménagement de voirie PUP La Fabrique à Fabrègues. Il a pour objet d'acter l'augmentation de 22,74 % du montant initial du marché soit 134 989 € HT, portant le nouveau montant du marché à 728 539,10 € HT.

N°MD2023-228 - 27/02/23 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition des lots n°836 et 837 ayant pour assiette foncière les parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, sises 2 rue de l'Escoutadou et 2223, boulevard Paul Valéry, à Montpellier pour la réalisation de la ligne 5 du Tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert les lots 836 et 837 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées 2 rue de L'Escoutadou et 2223 boulevard Paul Valéry à Montpellier, propriété de la SC BLANCHARD, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway pour un montant total de 10 220€.

N°MD2023-229 - 27/02/23 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition des parcelles PH n°216, sise 2770 route de Lavérune et PH n°218 sise lieu-dit La Belle, à Montpellier pour la réalisation de la ligne 5 du Tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 700 m² du bien immobilier sis 2770 route de Lavérune à Montpellier, cadastré section PH n°216 et une emprise de 1 084 m² du bien immobilier sis La Belle à Montpellier, cadastré section PH n°218, appartenant à l'indivision ENJALBERT/PLAN, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway pour un montant total de 103 440 €.

N°MD2023-230 - 27/02/23 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition du lot n°838 ayant pour assiette foncière les parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, sises 2 rue de l'Escoutadou et 2223, boulevard Paul Valéry, à Montpellier pour la réalisation de la ligne 5 du Tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert le lot 838 sur l'assiette de la copropriété les Collines d'Estanove parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées 2 rue de l'Escoutadou et 2 223 boulevard Paul Valéry à Montpellier, propriété de la SCI YAKARI représentée par ses gérants associés Madame et Monsieur LECARPENTIER, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway pour un montant de 5 160 €.

N°MD2023-231 - 27/02/23 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée section IL n° 629 sise 1 rue Simon Reynaud, à Montpellier (34070) pour la réalisation de la ligne 5 du Tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 149 m² du bien immobilier sis 1 rue Simon Reynaud à Montpellier, cadastré section IL n°629 appartenant à l'indivision DUMAÎTRE/GILLET dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway pour un montant total de 69 597 €.

N°MD2023-232 - 30/03/23 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative au marché M2B0089DE Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour les Quatre saisons de l'agroécologie et l'alimentation durable (hiver, printemps, été et automne) 2023 Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché M2B0089DE à l'association MARCHES PAYSANS, à Montpellier, pour un montant minimal de 25 000 € et maximal de 50 000 €. Le marché à une durée de 15 mois.

N°MD2023-234 - 10/03/23 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative au recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) - Mise en œuvre de la refonte et de l'amélioration du logiciel Montpellier Business Plan (MBP) - Marché M3D0018RI - Autorisation de recours

Objet : Il s'agit d'autoriser les services de Montpellier Méditerranée Métropole à faire appel à l'UGAP pour le recours à la refonte du logiciel MONTPELLIER BUSINESS PLAN pour mettre à disposition des dirigeants de start-up une version technologiquement à niveau et enrichie de nouvelles fonctionnalités pour un montant maximum de 240 000 € HT et une durée de 4 ans à compter de la décision exécutoire.

N°MD2023-237 - 08/03/23 - Direction Services aux Territoires

Décision relative au marché subséquent M2D0140PP - Travaux d'aménagement de la rue de Kalkar à Juvignac - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché M2D0140PP « Travaux d'aménagement de la rue de Kalkar à Juvignac » à l'entreprise EUROVIA, sise à Juvignac. Le montant estimatif est de 513 450 € HT. Sa durée globale est de 6 mois, ce délai d'exécution comprend une période de préparation de 30 jours.

N°MD2023-238 - 30/03/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la prise en charge des frais de voyage au CRR du Grand Avignon des élèves danseurs et encadrants de la Cité des Arts - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole pour la Cité des Arts à prendre en charge les frais ou le remboursement aux frais réels des dépenses afférentes à des frais de voyage au conservatoire du Grand Avignon des élèves danseurs et encadrants de la Cité des Arts dans la limite de 3 000 €.

N°MD2023-239 - 06/03/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la prise en charge des frais de déplacement et d'hébergement à Berlin des élèves et encadrants du pôle théâtre de la Cité des Arts - Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser la prise en charge de frais de déplacement et d'hébergement à Berlin des élèves et encadrants de la Cité des Arts. Montpellier Méditerranée Métropole prendra en charge les frais ou le remboursement aux frais réels des dépenses afférentes à ces déplacements dans la limite de 5 500 €.

N°MD2023-240 - 13/03/23 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2300705-4 TA - SOCIETE AQUALTER"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au CABINET D'AVOCATS ACOCE à la suite du dépôt de la requête n°2300705-4 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par la société AQUALTER contre le montant du décompte final du contrat de délégation de service public de l'assainissement collectif des communes des secteurs Est et Ouest.

N°MD2023-241 - 08/03/23 - Mission Espaces Publics

Décision relative à l'avenant n°1 au marché subséquent portant sur des missions d'avant-projet dans le cadre du contrat de maîtrise d'œuvre des espaces publics Comédie Esplanade Triangle- Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché subséquent n°3 à l'accord-cadre de maîtrise d'œuvre des espaces publics Comédie Esplanade Triangle à Montpellier attribué au groupement TER/TECTSISMO-PER-ZEFCO-ON, correspondant à des prestations complémentaires d'un montant de 12 436,86 € HT.

N°MD2023-242 - 23/03/23 - Direction Services aux Territoires

Décision relative au marché subséquent n°M2D0132PP - Aménagement de l'avenue du Général GROLLIER à Pignan - Attribution du marché

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché subséquent n°M2D0132PP, relatif aux travaux d'aménagements de l'avenue du Général Grollier à Pignan, à l'entreprise EIFFAGE (agence de Montpellier). Il est conclu pour un montant estimatif de 769 991,20 € HT et pour une durée de 34 semaines (période de préparation de 30 jours non comprise).

N°MD2023-244 - 08/03/23 - Mission Espaces Publics

Décision relative à l'avenant n°1 au marché subséquent n°7 portant sur des missions de niveau PRO à AOR sur le périmètre opérationnel Comédie Esplanade dans le cadre du contrat de maîtrise d'œuvre des espaces publics Comédie Esplanade Triangle - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché subséquent n°7 à l'accord-cadre de maîtrise d'œuvre des espaces publics Comédie Esplanade Triangle à Montpellier attribué au groupement TER/TECTA-SISMO-PER-ZEFCO-ON, correspondant à des prestations complémentaires et portant le montant du marché à 2 168 257,05 € HT.

N°MD2023-245 - 08/03/23 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à la cession des parcelles cadastrées PB n°311, 313a et 317c, Domaine de la Providence à Montpellier

Objet : Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à céder à la Ville de Montpellier les parcelles cadastrées PB n°311, 313a et 317c situées au 1784 avenue de Toulouse à Montpellier, d'une emprise d'environ 2 380 m². La cession aura lieu moyennant le prix de 71 400 € TTC.

N°MD2023-246 - 23/03/23 - Direction des Sports

Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'association Territoires d'Événements Sportifs (TES) pour l'année 2023

Objet : Il s'agit d'autoriser le renouvellement de l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association TERRITOIRES D'ÉVÉNEMENTS SPORTIFS (TES), dont la cotisation pour 2023 est fixée à 7 500 €.

N°MD2023-247 - 08/03/23 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition à Groupama Méditerranée d'une partie de la parcelle cadastrée AM 108 située Route de Ganges à Grabels

Objet : Dans le cadre du projet de la création de la voie verte entre Montpellier et Saint-Gély-du-Fesc, il y a lieu d'acquérir une emprise foncière de 808 m² issue de la parcelle cadastrée AM 108, située Route de Ganges à Grabels, propriété de GROUPAMA MEDITERRANEE, pour un prix de 2 €/m², soit 1 616 €, afin de réaliser un bassin de rétention des eaux pluviales.

N°MD2023-248 - 06/03/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de locaux du musée Fabre à l'école Travelling pour le tournage d'un documentaire - Approbation

Objet : Il s'agit d'approuver la convention d'autorisation d'occupation entre l'école Travelling et le musée Fabre. L'école Travelling produit un documentaire dont le tournage se déroulera le 06/03/2023, une convention de mise à disposition de locaux à titre gratuit est conclue.

N°MD2023-249 - 10/03/23 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un avenant n°1 à la convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques très haut débit entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'agence bibliographique de l'enseignement supérieur (ABES)- Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'ABES, de l'avenant n°1 à la convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques très haut débit. Afin de mettre en application les nouveaux tarifs de location (soit 2,55 € HT/m la fibre au lieu de 2,44 € HT/m).

N°MD2023-250 - 10/03/23 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un avenant n°1 à la convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques très haut débit entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'institut régional du cancer de Montpellier (ICM) - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'ICM, de l'avenant n°1 à la convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques très haut débit afin de mettre en application les nouveaux tarifs de location (soit 2,55 € HT/m la fibre au lieu de 2,44 € HT/m).

N°MD2023-251 - 27/02/23 - Pôle Déchets et Cycles de l'Eau

Décision relative à l'avenant n°3 au marché 3814GD15 de "Nettoiemnt sur une partie du territoire de la ville de Montpellier hors centre-ville" - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°3 au marché 3814GD15 de "Nettoiemnt sur une partie du territoire de la ville de Montpellier hors centre-ville" La décision a pour objet la prolongation du marché de 2 mois et 30 jours, soit jusqu'au 04/06/2023. Le montant de l'avenant n°3 est de 1 550 000 € HT portant le nouveau montant du marché à 45 326 388,91 € HT.

N°MD2023-252 - 09/03/23 - Mission Espaces Publics

Décision relative à l'avenant n°1 à la convention de mandat d'études et de travaux pour la mise en valeur et l'embellissement de l'espace urbain "Comédie Esplanade Triangle" - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 à la convention de mandat d'études et de travaux au bénéfice de la SA3M pour la mise en valeur et l'embellissement de l'espace urbain « Comédie Esplanade Triangle » à Montpellier correspondant à des prestations complémentaires, portant le montant des dépenses globales à engager pour la réalisation des études et travaux de 31 206 974,80 € HT à 42 734 000 € HT et le montant de la rémunération forfaitaire du mandataire de 1 503 278,99 € HT à 1 964 360 € HT.

N°MD2023-253 - 08/03/23 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition d'un fonds de commerce - Coiffeur pour Hommes - Parcelle KS1 lot 189 - rue de Las Sorbes & avenue de Lodève - Commune de Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole accepte la cession du bail commercial de Monsieur SABER, propriétaire du salon de coiffure pour hommes, portant sur le lot 189 de la parcelle KS1 à Montpellier située à l'angle de la rue de Las Sorbes et de l'avenue de Lodève à Montpellier, en application de la réserve C 23 du Plan Local d'Urbanisme. Cette transaction aura lieu au prix de 8 000 €, montant compatible avec l'estimation des services fiscaux.

N°MD2023-254 - 08/03/23 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition d'un garage - Parcelle KS1 lot 195 - rue de Las Sorbes & avenue de Lodève - Commune de Montpellier

Objet : Il s'agit d'acter l'acquisition onéreuse d'un garage, parcelle KS 1 lot 195 située angle rue de Las Sorbes et avenue de Lodève à Montpellier en application de la réserve C 23 du PLU. Cette transaction est au prix de 15 000 €, montant conforme avec l'estimation des services fiscaux, à partager par le notaire. Le transfert de propriété est constaté par acte notarié à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2023-255 - 16/03/23 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative au marché M1C0022HP "Connaissance et accompagnement préventif des copropriétés de logements privés" - Autorisation de signature - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer les lots du marché M1C0022HP « Connaissance et accompagnement préventif des copropriétés » réparti comme suit :

- Lot n°1 : à la SAS URBANIS, sise à Nîmes (30), pour un montant forfaitaire de 38 320 € HT et un montant de prestation à prix unitaires maximum de 16 000 € HT maximum ;

- Lot n°2 : à la SAS URBANIS, sise à Nîmes (30), pour un montant forfaitaire de 84 052 € HT ;

- Lot n°3 : à APIC SAS, sise Champs-Sur-Marne (77), pour un montant forfaitaire de 8 350 € HT et un montant de prestation à prix unitaires de 9 000 € HT maximum ;

Le marché prendra effet à compter de sa notification aux prestataires. Sa durée est de 1 an reconductible 1 an pour le lot n°1, 2 ans reconductible 1 an pour les lots n°2 et n°3.

N°MD2023-257 - 06/03/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au renouvellement des adhésions aux associations Sites et cités remarquables de France, ADMICAL, FNCC, GIP Cafés Culture et RELIEF pour l'année 2023 - Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser le renouvellement des adhésions aux associations SITES ET CITES REMARQUABLES DE FRANCE, ADMICAL, FNCC, GIP CAFES CULTURE et RELIEF au titre de l'année 2023, pour un montant global de 9 920 €.

N°MD2023-260 - 06/03/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de prêt d'une Chaire NaturCom - Fondation de l'Université de Montpellier A l'Écolothèque de Montpellier Méditerranée Métropole du 23 février au 31 mars

Objet : Il s'agit de conclure une convention relative au prêt de l'exposition « Coup de projecteur sur la biodiversité (in)visible » du 23/02/2023 au 31/03/2023, entre LA CHAIRE NATURCOM – Fondation de l'Université de Montpellier et l'Écolothèque de Montpellier Méditerranée Métropole. Cette convention concerne le prêt de panneaux explicatifs, de dispositifs muséographiques et de vidéos témoignages. Elle est conclue à titre provisoire et gratuit, moyennant obligation d'assurance (montage, démontage et exposition), à la charge de l'Écolothèque de Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2023-261 - 13/03/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention avec l'Université de Montpellier pour la programmation de ' iTALKs ' le Concours d'éloquence de l'Université de Montpellier - Réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit de conclure une convention de partenariat avec l'Université de Montpellier à titre gracieux dans le cadre de l'organisation d'un concours d'éloquence. Le réseau des médiathèques s'engage à prendre à sa charge l'intervention et les frais des comédiens pour un montant de 400 € TTC.

N°MD2023-264 - 10/03/23 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un avenant n°1 à la convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques très haut débit entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Office de tourisme de Montpellier - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre Montpellier Méditerranée Métropole et L'OFFICE DE TOURISME DE MONTPELLIER, de l'avenant n°1 à la convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques très haut débit afin de mettre en application les nouveaux tarifs de location (soit 2,55 € HT/m la fibre au lieu de 2,44 € HT/m).

N°MD2023-266 - 14/03/23 - Direction Déléguée des Cycles de l'Eau

Décision relative à une convention avec le SMGC pour des travaux de raccordement en eau potable de l'Aire de Rinçage et de Remplissage Sécurisée (ARRS) de Montaud - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention dans la cadre de la construction de l'Aire de Rinçage et de Remplissage Sécurisée (ARRS) de Montaud par Montpellier Méditerranée Métropole. Cette dernière a demandé au SYNDICAT MIXTE GARRIGUES CAMPAGNE (SMGC) un raccordement à l'eau pour un débit de 6 m3/h. Ce branchement est nécessaire au fonctionnement de l'équipement et dès la phase de travaux.

N°MD2023-267 - 22/03/23 - Direction des Mobilités

Décision relative au marché n°M3B0001DM - Exploitation et Maintenance du parking du Vicarello à Castelnau-le-Lez - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché d'exploitation et de maintenance du parking du Vicarello à Castelnau-le-Lez à EFFIA STATIONNEMENT, sise à Paris, pour un montant de 87 281 € HT et une durée de 2 ans.

N°MD2023-268 - 08/03/23 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à la consignation suite à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété Société FINANCIOR - Lot 828 Le Triangle - Parcelle HM 487 - 66 rue du Jeu de Ballon - Commune de Montpellier

Objet : Il s'agit d'une consignation à la suite de la préemption en révision de prix de la propriété de la société FINANCIOR, un local commercial, occupé au titre d'un bail commercial, constituant le lot 828 de la copropriété « Le Triangle » à Montpellier, cadastrée section HM 487. A défaut d'accord sur le prix du bien, Montpellier Méditerranée Métropole a saisi le juge de l'expropriation afin de fixation du prix dudit bien. Cette procédure implique la consignation de 15 % de la valeur du bien fixé par les domaines, soit 43 500 €.

N°MD2023-269 - 13/03/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention entre l'ADAGP et le musée Fabre concernant l'exploitation numérique et imprimé d'images dont les droits sont gérés par l'ADAGP

Objet : Dans le cadre de ses activités le musée Fabre est amené à présenter ou utiliser des œuvres dont les droits d'auteurs sont gérés par l'organisation de gestion collective des droits d'auteurs dans le domaine des arts graphiques et plastiques qu'est l'ADAGP. Il s'agit d'autoriser deux conventions entre le musée Fabre et l'ADAGP fixant les modalités d'utilisation des images, afin de faciliter les démarches d'autorisations et d'obtenir des tarifs préférentiels pour les reproductions à usages numériques et imprimés.

N°MD2023-272 - 06/03/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une autorisation de dépôt de permis de construire sur l'ancien Évêché

Objet : Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à déposer un permis de construire en vue de l'aménagement de l'ancien Évêché en un lieu d'accueil d'artistes et en bureaux pour les agents du pôle culture et patrimoine.

N°MD2023-274 - 14/03/23 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à un bail précaire de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur Sébastien Soufflet - Domaine de Viviers à Jacou - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur Sébastien SOUFFLET, agriculteur à Jacou, d'un bail précaire concernant la location qu'un local fermé et d'une partie de l'auvent, pour une superficie de 60 m² chacun, situé sur la parcelle cadastrée section AV n°3 situé Domaine de Viviers à Jacou. Le bail consenti et accepté pour une durée d'un an à compter de sa signature et

pour un loyer annuel de 100 €.

N°MD2023-275 - 12/04/23 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à régularisation des emprises du Centre d'Exploitation et de Maintenance des Hirondelles - Commune de Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 7 parcelles cadastrées section TT 3, TT 71d, TT 73b, TT 91f, TT 91g, TT 142i et TT 144k AI 87 de 561 m², appartenant à la commune de Montpellier. Montpellier Méditerranée Métropole souhaite également régulariser l'emprise actuelle du dépôt et céder une emprise de 8m² issue de la parcelle TT 90. Le prix d'acquisition et de cession desdites parcelles est fixé à 1 €.

N°MD2023-276 - 10/03/23 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un avenant n°1 à la convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques très haut débit entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'INRAE - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre Montpellier Méditerranée Métropole et L'INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE POUR L'AGRICULTURE, L'ALIMENTATION ET L'ENVIRONNEMENT, de l'avenant n°1 à la convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques très haut débit. Afin de mettre en application les nouveaux tarifs de location (soit 2,55 € HT/m la fibre au lieu de 2,44 € HT/m).

N°MD2023-277 - 24/03/23 - Direction Services aux Territoires

Décision relative au marché n°M2D0053PP - Location et lavage des EPI des agents de la Direction Déléguée des Services aux Territoires et de La Régie de Collecte des Déchets Ménagers - Lots 1 et 2 - Attributions - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché M2D0053PP « location et lavage des EPI des agents de la Direction Déléguée des Services aux Territoires et des agents de la Régie de Collecte des Déchets Ménagers » lots 1 et 2 à l'entreprise MAJ ELIS sise à Nîmes. Il est conclu pour un montant maximum total de 1 000 000 € HT pour le lot 1 « Location et lavage des EPI des agents de la Direction Déléguée des Services aux Territoires » et pour un montant maximum total de 300 000 € HT pour le lot 2 « Location et lavage des EPI des agents de la Régie de Collecte des Déchets Ménagers ». Le marché prend effet à compter de la notification. Sa durée est de 4 ans.

N°MD2023-278 - 23/03/23 - Direction des Finances

Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'Association des Maires de France et des Présidents d'Intercommunalité et de l'Association des Maires du Département de l'Hérault Exercice 2023

Objet : Il s'agit d'autoriser le renouvellement de l'adhésion à L'ASSOCIATION DES MAIRES DE FRANCE ET DES PRESIDENTS D'INTERCOMMUNALITE ET DE L'ASSOCIATION DES MAIRES DU DEPARTEMENT DE L'HERAULT, pour un montant de 11 680 €.

N°MD2023-279 - 08/03/23 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à une convention d'occupation temporaire d'un terrain situé sur la commune de Montpellier, cadastré section RA n° 1, au profit du Grand Cirque Royal 100% Humain - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention d'occupation temporaire du domaine privé au bénéfice de la société SAS VOLTIGE PRODUCTION, pour l'occupation de la parcelle située à Montpellier, cadastrée section RA n°1, d'une contenance de 9 888 m², pour la période du 17/04/2023 inclus au 01/05/2023 inclus. Convention consentie et acceptée moyennant le versement d'un loyer de 40 €/jour soit pour 15 jours un loyer de 600 €.

N°MD2023-280 - 10/03/23 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative au recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour la mise à jour du socle du jumeau numérique sur le territoire de la Métropole de Montpellier - Marché M3C0005RI - Autorisation de recours

Objet : Il s'agit d'autoriser les services de Montpellier Méditerranée Métropole à faire appel à l'UGAP pour la mise à jour du socle du jumeau numérique sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole pour un montant maximum de 160 000 € HT et une durée de 1 an à compter de la décision exécutoire.

N°MD2023-281 - 10/03/23 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société ECP dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier

Objet : La candidature de la société ECP est agréée en vue de la location du lot B02F de 170 m² dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire jusqu'au 31/12/2023. Son activité est la décontamination particulière et moléculaire, le nettoyage ultra propre, le conditionnement de solutions pharmaceutiques, le sablage, la passivation, la cryogénie, l'assemblage et le conditionnement en salle blanche. La société prévoit un effectif de 80 personnes à 3 ans.

N°MD2023-282 - 22/03/23 - Direction des Mobilités

Décision relative au financement de la pérennisation des trajets covoiturage avec l'UGAP dans le cadre du marché n°M3D0023DM

Objet : Il s'agit d'autoriser la commande de prestations liées à la pérennisation du covoiturage à l'UGAP, dans le cadre du marché n°M3D0023DM, pour :

- la mise en place et maintenance d'une licence de l'application de covoiturage pour une durée de 12 mois pour un montant de 89 934,60 € HT ;
- la prise en charge des frais de service de l'application par coût au trajet au prix unitaire de 0,58653 € HT/trajet. Le nombre de trajet est estimé à 350 000 soit un total de 205 285,50 € HT ;
- l'accompagnement de la Collectivité pour le conseil technique et les réunions de comités de pilotage et de suivi pour l'année 2023 pour un montant de 28 687,75 € HT. Le marché est passé pour un montant total de 323 907, 85 € HT maximal jusqu'au 31/12/2023.

N°MD2023-283 - 02/03/23 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée section BT n°107 - Garrigue du pont à Saint Jean de Védas et la parcelle sis 2799 route de Lavérune à Saint Jean de Védas, cadastré section BT n°205 pour la réalisation de la ligne 5 du Tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 78 m² du bien immobilier sis Garrigue du pont à Saint Jean de Védas, cadastré section BT n° 107 et une emprise de 183 m² du bien immobilier sis 2799 route de Lavérune, cadastré section BT n°205, appartenant au syndicat des copropriétaires de la copropriété, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway pour un montant total de 15 185 €.

N°MD2023-284 - 02/03/23 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition des lots n° 831-832-839 et 856 ayant pour assiette foncière les parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, sises 2 rue de l'Escoutadou, à Montpellier pour la réalisation de la ligne 5 du Tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert les lots 831-832-839 et 856 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove, parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul Valéry à Montpellier, propriété des époux LECOINTRE, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway, pour un montant total de 18 270€.

N°MD2023-285 - 02/03/23 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition des parcelles IL 657 et 58 et d'une emprise de 27 m² sur la parcelle IL 658, sises 2551 et 2595 boulevard Paul Valéry, à Montpellier pour la réalisation de la ligne 5 du Tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert la parcelle cadastrée IL n°657 d'une superficie de 45 m², située 2 521 boulevard Paul Valéry, à Montpellier, la parcelle IL n° 659 d'une superficie de 407 m² et une emprise de 27 m² sur la parcelle IL n°658 sises 2595 boulevard Paul Valéry à Montpellier, propriétés du syndicat des copropriétaires de la Résidence d'Estanove dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 54 513 €. Montpellier Méditerranée Métropole doit également effectuer des travaux sur les parcelles IL n°656 et 657, sises 2521 boulevard Paul Valéry à Montpellier, et les parcelles IL n°658 et 659 sises 2595 boulevard Paul Valéry appartenant au même propriétaire.

N°MD2023-286 - 02/03/23 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition du lot 10 du bien immobilier sis, rue 2799 route de Lavérune, à Saint Jean de Védas pour la réalisation de la ligne 5 du Tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert le lot n°10, du bien immobilier sis 2799 route de Lavérune à Saint Jean de Védas ayant pour assiette foncière les parcelles cadastrées section BT n°107, 204 et 205, appartenant à l'indivision CALAS, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway pour un montant total de 22 345 €. Montpellier Méditerranée Métropole doit également effectuer des travaux sur le lot 11 du bien immobilier sis 2 799 route de Lavérune à Saint Jean de Védas, appartenant au même propriétaire.

N°MD2023-287 - 14/04/23 - Direction des Sports

Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine public entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la société Hurricane dans le cadre du FISE World Montpellier 2023 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la société HURRICANE sise à Baillargues, d'une convention d'occupation temporaire du domaine public en vue de la mise à disposition d'espaces publics pour la tenue du FISE WORLD MONTPELLIER 2023.

N°MD2023-289 - 23/03/23 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à l'attribution de subventions pour la réhabilitation de 11 logements privés et une copropriété situés dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé d'attribuer des subventions pour la réhabilitation de 11 logements occupés par leurs propriétaires disposant de ressources modestes ou très modestes et une copropriété, pour un montant total de 67 447 €, dont 7 800 € accordés au titre de la « prime PCAET » à la rénovation thermique des logements de 1 300 € par logement. Ces logements sont situés dans les communes de Castelnau-le-Lez, Grabels, Le Crès, Montpellier, Prades-le-Lez, Saint Génies des Mourgues, Saint Jean de Védas. En contrepartie de ces subventions, les propriétaires occupants s'engagent à résider dans leur logement pendant 3 ans au moins.

N°MD2023-290 - 10/03/23 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société CABOIS dans le VEAS Hannibal à Cournonsec

Objet : La candidature de la société CABOIS est agréée en vue de la location du lot A08 de 122,69 m² dans le Village d'Entreprises Artisanales et de Services Hannibal pour une période de 36 mois. Son activité est la conception et la réalisation de travaux en bois. La société prévoit un effectif de 2 personnes dans 3 ans.

N°MD2023-291 - 23/03/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole (Musée Fabre) et la Ville de Montpellier (Maisons pour tous) - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de la convention de partenariat avec le réseau des Maisons pour tous de la Ville de Montpellier. La convention a pour objet de préciser les termes du partenariat entre le musée Fabre et les Maisons pour tous. Chaque Maison pour tous s'engage à souscrire à un abonnement annuel à 30 € donnant droit à 4 visites guidées ou atelier dans l'année, dans les collections permanentes ou expositions temporaires.

N°MD2023-292 - 16/03/23 - Pôle Déchets et Cycles de l'Eau

Décision relative à l'avenant n°2 au marché n°3787GD15 de Collecte des déchets ménagers et assimilés sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Lot n°1 "Nord" - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché n°3787GD15 de Collecte des déchets ménagers et assimilés sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Lot n°1 "Nord" dont la SOCIETE URBASER ENVIRONNEMENT est titulaire. Cet avenant a pour objet de prolonger le marché d'un mois et un jour afin d'assurer la continuité des prestations durant le temps d'achèvement de la procédure de passation du nouveau marché actuellement en cours.

N°MD2023-293 - 13/04/23 - Direction Energie et Moyens Techniques

Décision modificative de la décision MD2021-1098 relative à un groupement de commandes avec le Syndicat Hérault Énergies pour la création et la mise en place d'infrastructures de charge pour les véhicules électriques et hybrides sur les bâtiments et infrastructures de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit de modifier l'article 3 de la décision afin que tous les crédits inscrits au budget principal et à tous les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole puissent être utilisés pour exécuter le marché.

N°MD2023-294 - 07/03/23 - Direction des relations institutionnelles et de l'évènementiel

Décision relative à un Mandat spécial - Présentation d'une mission opérationnelle à New York du 4 au 7 mars 2023 - Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser la prise en charge du déplacement d'un élu métropolitain pour participer à l'évènement organisé par le COPPEM-CCRE-UCLG AFRIQUE lors de la 67ème édition de la Commission des Nations Unies sur la Situation des Femmes qui se déroulera à New York du 04/03/2023 au 07/03/2023. Le montant estimé des frais s'élève à 1 000 €.

N°MD2023-295 - 15/03/23 - Direction des relations institutionnelles et de l'évènementiel

Décision relative à un mandat spécial- Présentation d'une mission opérationnelle en Israël du 18 au 23 mars 2023- Approbation

Objet : Un élu est invité par le Consistoire Central de l'Union des communautés juives de France à participer à la Convention Nationale en Israël à l'occasion du 75ème anniversaire de l'Etat d'Israël, du 18/03/2023 au 23/03/2023. Il est proposé la prise en charge de ces frais pour un montant estimé à 3 000 €.

N°MD2023-296 - 06/03/23 - Direction Services aux Territoires

Décision relative à une autorisation de dépôt d'un permis de construire sur le site du Chemin de Salaison à Castelnau-le-Lez

Objet : Le projet de raccordement aux différents réseaux publics de l'opération le Clos des Oliviers à Castelnau-le-Lez (32 logements) nécessite la mise en œuvre d'un ouvrage béton (caniveau technique) en adéquation avec les préconisations de sauvegarde du chêne classé arbre remarquable.

N°MD2023-297 - 17/04/23 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société MAINTENANCE TV France pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un 2ème avenant prorogeant jusqu'au 31/03/2023 la convention d'occupation du domaine public conclu le 01/02/2017 avec la société MAINTENANCE TV FRANCE. A compter de sa date de signature, la redevance mensuelle HT et HC à payer par la société MAINTENANCE TV France pour la surface totale de 33,00 m² qu'elle occupe au sein du bâtiment MIBI s'élève à 484,44 €.

N°MD2023-298 - 23/03/23 - Direction Services aux Territoires

Décision relative au marché subséquent n°M2D0111PP - Travaux d'aménagement de l'avenue des Barrones à Prades le Lez - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature du marché subséquent n°M2D0111PP - Travaux d'aménagement de l'avenue des Barrones à Prades-le-Lez avec le groupement LAUTIER MOUSSAC / FAURIE / TPSO, domicilié à Moussac, (30) pour une durée de 120 jours calendaires, hors période de préparation, et pour un montant de 369 980 € HT.

N°MD2023-300 - 16/03/23 - Pôle Déchets et Cycles de l'Eau

Décision relative à l'avenant n°3 au marché n°3787GD15 de Collecte des déchets ménagers et assimilés sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Lot n°2 "Sud" - Autorisation de signature

Objet : Avenant n°3 au marché n°3787GD15 de Collecte des déchets ménagers et assimilés sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Lot n°2 "Sud" dont la SOCIETE MEDITERRANNEENNE DE NETTOIEMENT (SAS) est titulaire. Cet avenant a pour objet de prolonger le marché de 1 mois et 1 jour afin d'assurer la continuité des prestations durant le temps d'achèvement de la procédure de passation du nouveau marché actuellement en cours.

N°MD2023-301 - 13/04/23 - Pôle Déchets et Cycles de l'Eau

Décision relative au marché n°M2D0085VD de collecte des déchets ménagers et assimilés de Montpellier Méditerranée Métropole hors centre-ville de Montpellier - Attribution des lots 1, 2 et 3 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'attribuer les 3 lots du marché n°M2D0085VD de collecte des déchets ménagers et assimilés de Montpellier Méditerranée Métropole hors centre-ville de Montpellier aux entreprises suivantes:

-Lot 1 - Nord-Est : URBASER ENVIRONNEMENT, sise à Montpellier, pour le montant global de 12 184 708,71 € HT ;

-Lot 2 - Ouest : SOCIETE MEDITERRANEENNE DE NETTOIEMENT sise à Montpellier, pour le montant global de 9 666 666 € HT ;

-Lot 3 - Sud : SOCIETE MEDITERRANEENNE DE NETTOIEMENT, sise à Montpellier, pour le montant global de 10 416 666€ HT ;

Pour chacun des 3 lots, le marché est conclu jusqu'au 03/01/2025 à partir de sa notification.

N°MD2023-302 - 10/03/23 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à un avenant n°2 au contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et France TV Studio - Site Hélios à Fabrègues - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société FRANCE TV STUDIO, d'un avenant n°2 au contrat de location sur le site Hélios dans le bâtiment identifié I, d'un espace de stockage de 300 m² ainsi qu'un espace de bureau de 51 m². L'avenant n°2 prend effet à compter du 21/03/2023 et prolonge la durée du contrat initial jusqu'au 31/12/2023 inclus. Le montant de la redevance pour la durée totale de la période supplémentaire couverte par l'avenant n°2 est de 13 709,20 € TTC CC en addition du montant de la redevance du contrat initial.

N°MD2023-304 - 10/03/23 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et Superprod - Site Hélios à Fabrègues - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société SUPERPROD, dont le siège social est à Paris, d'un contrat de location du 10/03 au 13/07/2023 des locaux dont Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire sur la commune de Fabrègues, à savoir Les 4 chemins RN 113, sur la parcelle cadastrée CA 15, tels que définis ci-après : Dans le bâtiment H, un espace de bureau de 72 m² et dans le bâtiment I, un espace de stockage de 450 m². Le montant de la redevance pour la durée totale de l'occupation est de 8 911,64 € TTC CC.

N°MD2023-305 - 21/03/23 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative au recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour l'acquisition de licences Archimed et prestations associées - Marché M3B0028RI - Autorisation de recours

Objet : Il s'agit d'autoriser les services de Montpellier Méditerranée Métropole à faire appel à l'UGAP pour l'acquisition de licences Archimed et prestations associées pour un montant maximum de 65 000 € HT et une durée d'1 an à compter de la décision exécutoire.

N°MD2023-307 - 12/04/23 - Pôle Déchets et Cycles de l'Eau

Décision relative au marché n°M2D0094VD de nettoyage des espaces publics de Montpellier Méditerranée Métropole hors centre-ville de Montpellier - Attribution des lots 1, 2 et 3 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'attribuer, à la SOCIETE MEDITERRANEENNE DE NETTOIEMENT SAS (SMN) avec un sous-traitant : NICOLLIN INSERTION ASSOCIATION, sise à Montpellier, les 3 lots (Nord-Est, Ouest et Sud) du marché n°M2D0094VD de nettoyage des espaces publics de Montpellier Méditerranée Métropole hors centre-ville de Montpellier. Pour chacun des 3 lots, le marché est conclu jusqu'au 03/01/2025 et prend effet à partir de sa notification.

- LOT 1 : Attribué à SMN (sous-traitant N'INSERTION) pour un montant forfaitaire de 6 312 250,40 € HT, et un montant estimatif de 728 280 € HT pour les prestations à bons de commande avec un montant maximum fixé à 3 600 000 € HT ;

- LOT 2 : Attribué à SMN pour un montant forfaitaire de 8 031 906, 63 € HT, et un montant estimatif de 728 280 € HT pour les prestations à bons de commande avec un montant maximum fixé à 3 200 000 € HT ;

- LOT 3 : Attribué à SMN pour un montant forfaitaire de 7 799 440,26 € HT et un montant estimatif de 728 280 € HT pour les prestations à bons de commande avec un montant maximum fixé à 3 300 000 € HT.

N°MD2023-308 - 13/03/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention dans le cadre de mission d'expertise auprès de l'entreprise Paloïse pour le projet de création du musée de site des ' Colosses de Memnon ' (Egypte) - janvier - mai 2023 - Site archéologique Lattara - musée Henri Prades

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention dans le cadre de mission d'expertise de l'entreprise PALOÏSE pour le projet de création du musée de site des "Colosses de Memnon" (Egypte) entre le secrétariat général du ministère de la culture, la SAS PALOÏSE, le site archéologique Lattara - musée Henri Prades de Montpellier Méditerranée Métropole pour la période du 01/01/2023 au 31/05/2023. La mobilisation porte sur 18 jours de mission. La convention est conclue moyennant le paiement d'une redevance pour service rendu à hauteur de 12 240 € TTC au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, celle-ci prendra effet à compter de sa date de signature.

N°MD2023-309 - 17/04/23 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative au marché n°M3B0007DE - Étude et analyse des flux par géolocalisation des données issues des téléphones portables sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché N°M3B0007DE à l'entreprise MY TRAFFIC SAS. Il concerne l'étude et l'analyse des flux par géolocalisation des données issues des téléphones portables sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Il est conclu pour un montant de 86 400 € HT et pour une durée de 3 ans à compter de sa notification.

N°MD2023-310 - 22/03/23 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'attribution du marché n°M2D0057DM, concernant la fourniture et la mise en service de comptages routiers - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature du marché n°M2D0057DM, concernant la fourniture et la mise en service de comptages routiers aux différentes entreprises selon les lots:

- n°1 avec l'entreprise SFERIEL, pour un montant annuel maximum de 40 000 € HT, soit 160 000 € HT sur la durée totale de l'accord cadre ;

- n°4 avec l'entreprise SFERIEL, pour un montant annuel maximum de 40 000 € HT, soit 160 000 € HT sur la durée totale de l'accord cadre ;

- n°5 avec l'entreprise TAGMASTER FRANCE, pour un montant annuel maximum de 40 000 € HT, soit 160 000 € HT sur la durée totale de l'accord cadre ;

- n°6 avec l'entreprise SFERIEL, pour un montant annuel maximum de 40 000 € HT, soit 160 000 € HT sur la durée totale de l'accord cadre.

- n°7 avec l'entreprise STERELA, pour un montant annuel maximum de 15 000 € HT, soit 60 000 € HT sur la durée totale de l'accord cadre.

N°MD2023-312 - 29/03/23 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à la signature d'une convention d'occupation temporaire avec SNCF Réseau - Cheminement piéton quartier ' Les Aubes ' - Commune de Montpellier - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre Montpellier Méditerranée Métropole et SNCF RESEAU, d'une convention d'occupation temporaire autorisant le cheminement piétonnier, d'une superficie d'environ 2545 m² sur les parcelles cadastrées CL n°450p, CM n°221, 222, 223, 224 et 225 quartier « Les Aubes » sur la commune de Montpellier. La convention est consentie à titre gratuit, pour une période de 10 ans et prend effet rétroactivement à compter du 01/01/2022 pour se terminer le 31/12/2031.

N°MD2023-313 - 23/03/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à l'attribution du marché M2B0073DC Maintenance des moyens de secours de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché M2B0073DC de maintenance des moyens de secours de Montpellier Méditerranée Métropole à CONSEIL EN SECURITE pour un montant annuel de la DPGF de 10 350,80 € HT et un maximum annuel de 44 000 € HT soit 88 000 € HT pour la durée maximale du marché.

N°MD2023-314 - 27/03/23 - Direction Innovation Politiques Contractuelles Système d'Information Géographique

Décision relative à l'adhésion à l'ASSOCIATION FRANCAISE DES FUNDRAISERS - Autorisation

Objet : Il s'agit d'approuver l'adhésion de la chargée de mission Coordination Mécénat de Montpellier Méditerranée Métropole à L'ASSOCIATION FRANÇAISE DES FUNDRAISERS en 2023. La cotisation individuelle s'élève à 208 € pour l'année 2023.

N°MD2023-315 - 21/03/23 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative au recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour la mise en œuvre d'une version multiservices de Planitech - Marché M3B0029RI - Autorisation de recours

Objet : Il s'agit d'autoriser les services de Montpellier Méditerranée Métropole à faire appel à l'UGAP pour la mise en œuvre d'une version multiservices de PLANITECH pour un montant maximum de 44 000 € HT et une durée de 14 mois à compter de la décision exécutoire.

N°MD2023-316 - 16/03/23 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative au recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) - Maintenance et prestations associées pour le logiciel Astre - Marché M3C0012RI - Autorisation de recours

Objet : Il s'agit d'autoriser les services de Montpellier Méditerranée Métropole à faire appel à l'UGAP pour la maintenance et prestations associées pour le logiciel ASTRE pour un montant maximum de 150 000 € HT et une durée allant de la date de la décision exécutoire et prenant fin au 31/12/2023.

N°MD2023-317 - 23/03/23 - Direction des Finances

Décision relative à la mise en place d'une ligne de trésorerie 2023 - La Banque Postale - Financement à court terme

Objet : Il s'agit d'autoriser une ouverture de crédit de trésorerie conclue avec LA BANQUE POSTALE, sise à Paris, destinée au financement des besoins ponctuels de Montpellier Méditerranée Métropole. Le montant de la convention d'ouverture de crédit de trésorerie s'élève à un montant de 30 000 000 € pour une durée totale maximale de 1 an.

N°MD2023-318 - 23/03/23 - Direction des Finances

Décision relative à la mise en place d'une ligne de trésorerie 2023 - La Caisse d'Épargne et de Prévoyance du Languedoc Roussillon - Financement à court terme

Objet : Il s'agit d'autoriser une ouverture de crédit de trésorerie conclue avec LA CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE DU LANGUEDOC ROUSSILLON, sise à Montpellier, destinée au financement des besoins ponctuels de Montpellier Méditerranée Métropole. Le montant de la convention d'ouverture de crédit de trésorerie s'élève à un montant de 15 000 000 € pour une durée totale maximale de 1 an.

N°MD2023-319 - 23/03/23 - Direction des Finances

Décision relative à la mise en place d'une ligne de trésorerie 2023 - ARKEA banque entreprises et institutionnels - Financement à court terme

Objet : Il s'agit d'autoriser une ouverture de crédit de trésorerie conclue avec ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS sis au Relecq-Kerhuon (Finistère), destinée au financement des besoins ponctuels de Montpellier Méditerranée Métropole. Le montant de la convention d'ouverture de crédit de trésorerie s'élève à un montant de 10 000 000 € pour une durée totale maximale de 1 an.

N°MD2023-320 - 23/03/23 - Direction des Finances

Décision relative à la mise en place d'une ligne de trésorerie 2023 - Le Crédit Agricole CIB - Financement à court terme

Objet : Il s'agit d'autoriser une ouverture de crédit de trésorerie conclue avec LE CREDIT AGRICOLE CIB, sise à Lattes, destinée au financement des besoins ponctuels de Montpellier Méditerranée Métropole. Le montant de la convention d'ouverture de crédit de trésorerie s'élève à un montant de 5 000 000 € pour une durée totale maximale de 1 an.

N°MD2023-321 - 27/03/23 - Direction Innovation Politiques Contractuelles Système d'Information Géographique

Décision relative à une convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'AGENCE DU DON EN NATURE - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'accepter un don en nature des kits d'hygiène durables à destination des étudiants par L'AGENCE DU DON EN NATURE pour Montpellier Méditerranée Métropole et destiné au service prévention et économie circulaire afin de soutenir le déploiement des actions de sensibilisation aux solution d'hygiène durable. Il s'agit également d'accepter la convention et la signer pour mise en œuvre du partenariat.

N°MD2023-322 - 30/03/23 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à une convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour des prestations d'Assistance à Maîtrise d'ouvrage et d'ingénierie à caractère technique - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, d'une convention de groupement de commandes pour des prestations d'Assistance à Maîtrise d'ouvrage et d'ingénierie à caractère technique.

N°MD2023-323 - 22/03/23 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à une convention de prise de possession anticipée de la parcelle BI 374 sise commune de Juvignac - Projet d'aménagement de protection contre les inondations de la Mosson - Autorisation de signature

Objet : Dans le cadre du projet d'aménagement de protection contre les inondations de la Mosson sur la commune de Juvignac, Madame VILADRICH propriétaire de la parcelle BI 374, a consentie le 29/06/2002 une promesse de vente pour la cession d'une emprise de 367 m² nécessaire à la réalisation du projet. A ce jour, les travaux préparatoires doivent débiter mais pour des raisons administratives, l'acte notarié de transfert de propriété ne peut être réitéré. Madame VILADRICH a donc consenti une convention de prise de possession anticipée, moyennant une indemnité forfaitaire de 4 400 €, permettant à Montpellier Méditerranée Métropole de démarrer les travaux en anticipation de la signature de l'acte notarié.

N°MD2023-324 - 07/03/23 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition du lot 10 du bien immobilier sis, rue 2799 route de Lavérune, à Saint Jean de Védas pour la réalisation de la ligne 5 du Tramway - Indivision VIALA

Objet : Il s'agit d'autoriser l'acquisition du lot n°12, du bien immobilier sis à Saint Jean de Védas ayant pour assiette foncière les parcelles cadastrées section BT n°107, 204 et 205, appartenant à l'indivision VIALA, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway pour un montant total de 41 212 €. Montpellier Méditerranée Métropole doit également effectuer des travaux sur le lot 13 du bien immobilier sis à Saint Jean de Védas, appartenant au même propriétaire.

N°MD2023-325 - 23/03/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la convention de partenariat entre Exit Compagnie et le Musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de la convention de partenariat entre EXIT COMPAGNIE et le musée Fabre qui propose de mettre en place le projet "Les Fabuleuses" au sein de l'auditorium du Musée Fabre. Projet initié par la metteuse en scène et directrice artistique de la Compagnie EXIT, Hélène SOULIE, en 2022 à la Halle Tropisme à Montpellier. Le projet se trouve reconduit au printemps 2023 au musée Fabre par l'organisation de 3 conférences pour repenser le rapport à l'art au regard de la production intellectuelle féministe.

N°MD2023-326 - 16/03/23 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'Association des Développeurs et des Utilisateurs de Logiciels Libres pour les Administrations et les Collectivités Territoriales (ADULLACT) - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à renouveler son adhésion à l'association ADULLACT pour 2023 et pour un montant de 4 000 €.

N°MD2023-329 - 21/03/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à l'autorisation d'occupation du domaine public par la production Travelling-Approbation

Objet : Il s'agit d'approuver la convention d'autorisation d'occupation du domaine public avec l'école Travelling, du 17/03/2023 au 24/03/2023 pour un tournage qui se déroulera sur le site du domaine Bonnier de la Mosson.

N°MD2023-330 - 30/03/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de partenariat entre le CRR du Grand Avignon et la Cité des Arts - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser une convention de partenariat entre la communauté d'agglomération du Grand Avignon pour le CRR (conservatoire d'Avignon) et Montpellier Méditerranée Métropole (Cité des Arts). Cela concerne un échange des pôles danse des structures pour l'année scolaire 2022/2023. Cela permettra de proposer un échange artistique, pédagogique et humain entre les deux conservatoires, ainsi que de proposer un spectacle où les deux établissements vont présenter des pièces des professeurs et également de chorégraphes internationaux. Le but étant d'enrichir les élèves et les professeurs dans leur pratique artistique et pédagogique.

N°MD2023-338 - 23/03/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Cathédrale de Maguelone par les Compagnons de Maguelone au profit de la Cité des Arts - Autorisation de signature

Objet : LES COMPAGNONS DE MAGUELONE et Montpellier Méditerranée Métropole (Cité des Arts) conviennent d'un partenariat de mise à disposition de la Cathédrale de Maguelone pour un concert organisé par la Cité des Arts, le 11/03/2023.

N°MD2023-339 - 05/04/23 - Direction de la Santé et de la Prévention

Décision relative au marché n°G2C0007RH " fourniture de matériel adapté destiné aux aménagements de postes pour agents en situation d'handicap ou de restriction d'aptitude de la ville de Montpellier, de Montpellier méditerranée métropole et du CCAS " - Autorisation de signature

Objet : Le marché n°G2C0007RH "fourniture de matériel adapté destiné aux aménagements de postes pour agents en situation d'handicap ou de restriction d'aptitude de la ville de Montpellier, de Montpellier méditerranée métropole et du CCAS" est attribué à l'entreprise SARL DESIGN +, sise à Cuers (83) pour un montant maximum de 213 000€ HT sans minimum. Le marché prend effet à compter de la date de notification. Sa durée est de 12 mois reconductible deux fois.

N°MD2023-340 - 12/04/23 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative à l'avenant n°1 au marché subséquent n°M2D0091PP - Aménagement Avenue de la Liberté / Rue de Fontcarrade / Rue du Professeur Forgue - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché subséquent n°M2D0091PP "Aménagement Avenue de la Liberté / Rue de Fontcarrade / Rue du Professeur Forgue" conclu avec le groupement GUINTOLE/EHTP/SIORAT. Il a pour objet d'acter la réalisation de travaux complémentaires et supplémentaires nécessaires à la bonne exécution de la tranche ferme du marché. Le montant de l'avenant est de 23 994,31 € HT. Le nouveau montant du marché est de 1 006 671,86 € HT, toutes tranches comprises, soit une augmentation de 2,44 %. Le délai d'exécution du marché reste inchangé.

N°MD2023-342 - 16/03/23 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société C-CLICK dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez

Objet : La candidature de la société C-CLICK est agréée en vue de la location du lot 3 de 112 m² dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez pour une période de 36 mois. Son activité est la conception, l'étude d'équipements à l'usage des chercheurs, des laboratoires, des entreprises industrielles et des centres de recherche. La société prévoit un effectif de 3 personnes à 3 ans.

N°MD2023-343 - 16/03/23 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition des parcelles AM 224 et AM 223, lieu-dit Montferrier le Vieux, à Montpellier pour la réalisation de la ligne 5 du Tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert les parcelles nouvellement cadastrées AM 224 et AM 223, respectivement de 232 m² et 4 937 m², située lieu-dit Montferrier le Vieux, à Montpellier, propriété de Madame GARRETTE, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway pour un montant total de 110 296 €.

N°MD2023-344 - 16/03/23 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition des lots n°826 et 827 ayant pour assiette foncière les parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, sises 2 rue de l'Escoutadou, à Montpellier pour la réalisation de la ligne 5 du Tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert les lots 826 et 827 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées lieu-dit 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul Valéry à Montpellier, propriété de la SCI VALTY, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway pour un montant total de 10 220 €.

N°MD2023-345 - 16/03/23 - Pôle Déchets et Cycles de l'Eau

Décision relative au marché n°M2B0106VD - Distribution de kits "biodéchets" dans les boîtes aux lettres des logements de 10 communes de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°M2B0106VD "Distribution de kits "biodéchets" (seau de pré-collecte avec lot de sacs krafts adapté et document explicatif) dans les boîtes aux lettres des logements de 10 communes de Montpellier Méditerranée Métropole" à la société LA POSTE sise à Paris (75757), pour un montant maximum de 85 000 € HT. Le marché prend effet à compter de sa date de notification. Sa durée est de 5 mois. Cette prestation s'inscrit dans le cadre de la stratégie "zéro déchet" menée par Montpellier Méditerranée Métropole et vise à faciliter le geste du tri et à favoriser le dépôt de biodéchets dans les points d'apports volontaires prévus à cet effet.

N°MD2023-346 - 29/03/23 - Direction Services aux Territoires

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°M2D0019EP - Travaux d'aménagement de la rue Saint Louis à Montpellier - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché n°M2D0019EP - Travaux d'aménagement de la rue Saint Louis à Montpellier. Il a pour objet d'acter l'augmentation du marché de 46 525,25€ HT soit 4,67% du montant total des travaux à la suite d'un changement dans le choix de pierre de revêtement.

N°MD2023-347 - 16/03/23 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société PREDICTCAN BIOTECHNOLOGIES dans l'immeuble Cap Sigma à Grabels

Objet : La candidature de la société PREDICTCAN BIOTECHNOLOGIES est agréée en vue de la location du lot CS 3.3 de 98,65 m² dans l'immeuble Cap Sigma pour une période de 36 mois. Son activité est la recherche, le développement et la prestation de services dans le domaine de la santé et des biotechnologies. La société prévoit un effectif de 4 personnes à 3 ans.

N°MD2023-348 - 29/03/23 - Direction des Sports

Décision relative à l'avenant n°1 au marché 06TRAV20 de réalisation des infrastructures du Parc Gérard Bruyère - Lot 5 "Ouvrages bois & Passerelles" - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché 06TRAV20 "réalisation des infrastructures du parc Gérard Bruyère" au lot 5 "ouvrages bois & passerelles" avec la société AMEXBOIS, sise à Oraison (04), pour un montant de 13 650,73 € HT.

N°MD2023-349 - 16/03/23 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société MONTPELLIER LIFE SCIENCE dans l'immeuble Cap Sigma à Grabels

Objet : La candidature de la société MONTPELLIER LIFE SCIENCE est agréée en vue de la location des lots CS 0.12, CS 0.13 et CS 3.1 représentant 547,64 m² dans l'immeuble Cap Sigma à Grabels pour une période de 36 mois. Son activité est la recherche et le développement en biothérapies, thérapies cellulaires et géniques, immunothérapies et médecine régénérative. La société prévoit un effectif de 20 personnes à 3 ans.

N°MD2023-350 - 22/03/23 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'attribution du marché Assistance foncière n°10M824 dans le cadre de la réalisation des 5 lignes de Bustram - Autorisation de signature

Objet : Le marché portant sur la mission d'assistance foncière dans le cadre de la réalisation des 5 lignes de Bustram est passé avec le groupement SETIS (mandataire) / DAVID COMMINS sise à Grenoble (38), pour un montant maximum de 350 000 € HT s'agissant d'un accord cadre à bons de commande pour une durée de 72 mois.

N°MD2023-351 - 29/03/23 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'attribution du marché Mission OQA (Organisme Qualifié Agréé) Insertion Urbaine n°10M147 dans le cadre de la réalisation des 5 lignes de Bustram - Attribution - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°10M147 relatif à la mission OQA (Organisme Qualifié Agréé) Insertion Urbaine dans le cadre de la réalisation des 5 lignes de Bustram est attribué au CEREMA sis à Toulouse (31). Conclu pour un montant maximum de 200 000 € HT pour une durée de 72 mois à compter de la notification.

N°MD2023-352 - 16/03/23 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de la parcelle SE 43, sise commune de Montpellier - constitution de réserve foncière - ZAC NINA SIMONE

Objet : Il s'agit d'autoriser l'acquisition auprès de la société anonyme AUTOROUTES DU SUD DE LA FRANCE (ASF), sise à Nanterre (92), de la parcelle cadastrée SE 43 sise à Montpellier d'une superficie de 2 260 m² moyennant le prix de 30 €/m² soit 67 800 €. ASF demande la constitution à son profit d'une servitude de tour d'échelle de 5m à partir du mur antibruit situé sur le domaine public autoroutier concédé, grevant ainsi la parcelle SE 43 d'une emprise de servitude d'environ 330 m². Cette emprise sera consolidée par un document de géomètre.

N°MD2023-353 - 30/03/23 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative au marché M2C0063DE - Lot 1 - Mission de détection de projets d'implantation tous secteurs d'activité pour Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché M2C0063DE lot 1 "mission de détection de projets d'implantation tous secteurs d'activité pour Montpellier Méditerranée Métropole" à l'entreprise ANCORIS, sise à Paris (75), pour un montant annuel maximum de 42 000 € HT. Le marché prend effet à compter de sa date de notification. Sa durée est de 12 mois reconductible une fois un an.

N°MD2023-354 - 23/03/23 - Direction Energie et Moyens Techniques

Décision relative à la réforme et cession des véhicules - Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser les cessions de véhicules et la réforme de véhicules du service gestion active du parc et animation de l'offre de mobilité de la direction déléguée mobilité interne. Les ventes aux enchères publiques sont réalisées par la société SA EXADEX et les destructions par les entreprises Les ARTISANS REUNIS et FRET DEMOLITION.

N°MD2023-355 - 30/03/23 - Direction Transition Energétique et Ecologique

Décision relative au marché M3B0015TE - Schéma Directeur Réseau de Chaleur et de Froid - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°M3B0015TE "schéma directeur réseau de chaleur et de froid" à l'entreprise NALDEO STRATEGIES PUBLIQUES sise à Lyon. Conclu pour un montant de 63 650 € HT pour la partie forfaitaire et avec un maximum de 18 000 € HT pour les prestations faisant l'objet d'un accord cadre à bons de commande (avec pour information un montant estimatif de 11 750 € HT). Il est conclu pour une durée de 8 mois et prend effet à compter de sa notification.

N°MD2023-356 - 21/03/23 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative au renouvellement de l'adhésion au GIP Ekitia (ex association Occitanie Data) pour l'année 2023 - Autorisation

Objet : Il s'agit de renouveler l'adhésion au GIP EKITIA (ex association OCCITANIE DATA) pour 2023, pour un montant de 8 300 €.

N°MD2023-358 - 20/03/23 - Mission Espaces Publics

Décision relative au marché subséquent à l'accord-cadre de maîtrise d'œuvre des espaces publics Arceaux-Peyrou - Attribution - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché subséquent n°5 à l'accord-cadre de Maîtrise d'œuvre des espaces publics Arceaux-Peyrou à Montpellier à l'entreprise BASE sise à Lyon. Il concerne les prestations d'études AVP, PRO, DCE, ACT, EXE, DET, AOR et AOR + ainsi que des missions complémentaires "délégataire du responsable de projet" et de suivi de projet de la réalisation des aménagements transitoires des espaces publics Arceaux dans l'attente de leur réaménagement définitif à horizon 2025. Le marché est conclu pour un montant de 1 111 000 € HT et pour une durée de 40 mois à compter de la date fixée par ordre de service.

N°MD2023-360 - 30/03/23 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative au marché M2C0063DE - Lot 3 - Prospection sectorielle de projets d'implantation ciblant les filières MedVallée (santé, environnement, agro-agri-alimentation)

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché M2C0063DE lot 3 "prospection sectorielle de projets d'implantation ciblant les filières MedVallée (santé, environnement, agro-agri-alimentation)", à l'entreprise ANCORIS, sise à Paris. Il est conclu pour un montant annuel maximum de 31 700 € HT, soit un montant maximum de 63 400 € HT reconduction comprise. Il prend effet à compter de sa date de notification pour une durée de 12 mois reconductible une fois un an.

N°MD2023-361 - 17/04/23 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative au marché M2C0063DE - Lot 2 - Prospection sectorielle de projets d'implantation ciblant la filière des industries culturelles et créatives

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché M2C0063DE lot 2 "prospection de projets d'implantation ciblant la filière des industries culturelles et créatives" à l'entreprise GEOLINK, sise à Lattes. Il est conclu pour un montant annuel maximum de 32 000 € HT. Il prend effet à compter de sa date de notification pour une durée de 12 mois reconductible une fois 1 an.

N°MD2023-362 - 23/03/23 - Direction Services aux Territoires

Décision relative à une déclaration préalable de travaux - Rue des Chasseurs à Montpellier - Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser le dépôt d'une déclaration préalable de travaux par Montpellier Méditerranée Métropole, propriétaire d'une parcelle cadastrée sous le n° HY 502 et située au 8 Rue des Chasseurs à Montpellier. Cette parcelle nécessite la pose de clôtures et de travaux d'alignement.

N°MD2023-363 - 16/03/23 - Direction des Sports

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°M2C0045DS - Conduite, exploitation et maintenance des installations techniques de la piscine olympique Angelotti - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°M2C0045DS « Conduite, exploitation et maintenance des installations techniques de la piscine olympique Angelotti » avec la société IDEX ENERGIES, sise à Gallargues-le-Montueux (30660), portant le montant total du marché à 204 479,24 € HT. L'avenant prend effet au 19/03/2023 et sera valable jusqu'au 03/06/2023 inclus, portant la durée du marché à 5 mois et 15 jours.

N°MD2023-364 - 29/03/23 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative à un avenant n°2 à la convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour le marché G0D0065EP de maintenance et travaux de voirie - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°2 à la convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour le marché G0D0065EP « maintenance et travaux de voirie ». Il a pour objet de modifier la répartition financière des lots 6 et 9 entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole prévus initialement dans la convention de groupement de commandes. La part du lot 6 est augmentée de 37 000 € et celle du lot 9 est augmentée de 84 500 €.

N°MD2023-365 - 29/03/23 - Direction des Sports

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°G9B0015DS d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'établissement, le suivi et la mise en œuvre de dossiers de candidature pour les sites d'accueil des délégations sportives aux Jeux Olympiques et Paralympiques Paris 2024 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché n°G9B0015DS afin d'acter, qu'à l'issue de la réalisation de la tranche ferme de l'accord-cadre, la poursuite du marché sera réalisée par la SARL OLBIA CONSEIL seule. Celle-ci réalisera l'ensemble des prestations relevant des tranches optionnelle phases 1 et 2, pour son propre compte. L'avenant prend effet à sa date de notification jusqu'au terme de l'accord-cadre en cours. L'avenant est sans incidence financière et ne modifie pas l'objet du marché initial.

N°MD2023-366 - 30/03/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à l'attribution de l'accord cadre N°M3B0009DC - travaux de menuiserie bois - Autorisation de signature

Objet : Un accord cadre à bons de commande d'une durée de 9 mois et un montant maximal de 89 500,00 € HT est attribué à l'entreprise DUCROT sise à Lunel pour les travaux de menuiserie bois des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2023-367 - 30/03/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à l'attribution de l'accord cadre M3B0010DC "Travaux de remise en état des peintures et des revêtements muraux des établissements culturels de Montpellier Méditerranée Métropole" - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'attribuer l'accord cadre n°M3B0010DC de travaux de « remise en état des peintures et revêtements muraux des établissements culturels de Montpellier Méditerranée Métropole » avec l'entreprise FPI sise à Montarnaud pour une durée de 9 mois et un montant maximum de 89 500 € HT.

N°MD2023-368 - 30/03/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à l'attribution de l'accord cadre N°M3B00012DC - travaux de réfection des toitures des établissements culturels de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Objet Il s'agit d'attribuer l'accord cadre n°M3B00012DC de travaux de « réfection des toitures des établissements culturels de Montpellier Méditerranée Métropole » avec l'entreprise BALBOA FRERES sise à Lavérune pour un montant maximum de 89 500 € HT et une durée de 9 mois.

N°MD2023-369 - 30/03/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à l'attribution de l'accord cadre M3B0017DC "travaux de reprise des éléments de maçonnerie dans les établissements culturels de Montpellier Méditerranée Métropole" - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'attribuer l'accord cadre n°M3B0017DC de travaux de « reprise des éléments de maçonnerie dans les établissements culturels de Montpellier Méditerranée Métropole » avec la société BALBOA FRERES sise à Lavérune pour un montant maximum de 89 500 € HT et une durée de 9 mois.

N°MD2023-370 - 16/03/23 - Pôle Déchets et Cycles de l'Eau

Décision relative à l'avenant n°1 au marché M2D0011VD de nettoyage des espaces publics et collecte des déchets ménagers et assimilés du centre-ville de Montpellier - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché n°M2D0011VD, de nettoyage des espaces publics et collecte des déchets ménagers et assimilés du centre-ville de Montpellier, conclu avec la SOCIETE MEDITERRANNEENNE DE NETTOIEMENT (SMN). Il a pour objet de modifier la pondération des indices de la formule de révision des prix afin que la structure de cette formule reflète celle des prestations du marché.

N°MD2023-371 - 29/03/23 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'attribution du marché "Réalisation de prestations d'huissier" n°10M842 dans le cadre de la réalisation des 5 lignes de Bustram - Attribution - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché 10M842 portant sur la réalisation de prestations d'huissier dans le cadre de la réalisation des 5 lignes de Bustram avec l'entreprise EXADEX sise à Montpellier, pour un montant maximum de 50 000 € HT s'agissant d'un accord cadre à bons de commande pour une durée de 72 mois.

N°MD2023-372 - 14/04/23 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2300986-4 TA - Société LCO Ingénierie et Société STEBAT"

Objet : Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à ester en justice pour la défense de ses intérêts, confiée au Cabinet ACOCE AVOCATS, à la suite du dépôt de la requête n°2300986-4 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par la société LCO INGENIERIE et la société STEBAT contre le marché public de maîtrise d'œuvre pour la rénovation des bassins et plages de la piscine Pitot à Montpellier attribué à l'entreprise ASTER BTP et tendant à obtenir une indemnisation du préjudice subi du fait des irrégularités affectant cette procédure.

N°MD2023-373 - 14/04/23 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête TA n°2300943-5 TA - SCI LE CLOS SAINTE MARIE"

Objet : Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à ester en justice, pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier, confiée au Cabinet CGCB ET ASSOCIES, à la suite du dépôt de la requête n°2300943-5 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par la SCI LE CLOS SAINTE MARIE contre l'arrêté Préfectoral n°2022.07 DCRL 0301 du 20/07/2022 portant cessibilité en urgence des immeubles bâtis ou non bâtis nécessaires à la réalisation de la ligne 5 du Tramway, secteur Ouest, sur le territoire des Communes de Montpellier et de Saint Jean de Védas par Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2023-374 - 30/03/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au dépôt de permis de construire pour le patio des studios de la salle Victoire 2

Objet : Il s'agit d'approuver le dépôt du permis de construire relatif aux travaux de mise en accessibilité et construction d'un bar et sanitaire PMR dans le patio des Studios Victoire 2 sur la commune de Saint Jean de Védas.

N°MD2023-375 - 30/03/23 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2301095-1 TA - Monsieur Marc BARNAUD"

Objet : Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier, confiée au cabinet AVOCATS ACOCE, à la suite du dépôt de la requête n°2301095-1 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur BARNAUD contre les décisions tacites de Montpellier Méditerranée Métropole et du Syndicat Mixte Garrigues Campagne refusant de prendre en charge la partie financière des branchements d'eau potable pour son habitation sise sur le territoire de la commune de Beaulieu.

N°MD2023-377 - 23/03/23 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société SOMMERARD - Locaux 391 rue de Font Froide Lot 2 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à signer un contrat de location avec la société SOMMERARD sise à Montpellier. La location concerne des locaux dont Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire, d'une surface d'environ 80,38 m², identifiés lot 2 et situés au 391 rue de Font Froide, 34090 Montpellier. Le contrat est conclu pour une durée de 2 ans à compter de sa signature. Il est renouvelable une fois de façon expresse pour la même durée. La location est consentie pour un loyer annuel de 5 224,70 € HT. Avec la TVA au taux de 20% en vigueur en sus, le loyer annuel est de 6 269,64 € HC et HTL.

N°MD2023-378 - 24/03/23 - Direction Services aux Territoires

Décision relative au marché subséquent n°M3D0010PP- Travaux d'aménagement de l'avenue de Nîmes / RM106 sur la commune de Saint Brès - Attribution - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché subséquent n°M3D0010PP "travaux d'aménagement de l'Avenue de Nîmes/RM 106 - Commune de Saint Brès" à EUROVIA LANGUEDOC ROUSSILLON, sise à Saint Brès, pour un montant avec un montant global de 1 193 000 € HT, 1 142 818,50 € HT pour la tranche ferme et 50 181,50 € HT pour la tranche optionnelle 1. Le marché subséquent prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage pour une durée globale de 41 semaines.

N°MD2023-379 - 21/03/23 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à l'adhésion à l'association pour le développement des transactions électroniques dans les territoires (ADCET) - Autorisation d'adhésion

Objet : Il s'agit d'autoriser l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole, pour l'année 2023 et pour un montant de 1 000 €, à L'ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DES TRANSACTIONS ELECTRONIQUES DANS LES TERRITOIRES (ADCET).

N°MD2023-380 - 23/03/23 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative au dépôt d'une déclaration préalable pour la protection solaire de la Maison de Justice et du Droit à Lattes - Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à déposer une déclaration préalable de travaux concernant la pose de brise-soleil et de vitrages performants pour la Maison de la Justice et du Droit, sur la parcelle CR 0184 située 1570 avenue des platanes à Lattes.

N°MD2023-381 - 21/03/23 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à l'adhésion à l'association CYBER'OCC - Autorisation d'adhésion

Objet : Il s'agit d'autoriser l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole, pour 2023 et pour le montant de 2 400 €, à l'association CYBER'OCC. L'association, qui travaille en partenariat avec l'ANSSI pour contribuer à la sécurité des infrastructures de tous les acteurs de la région (entreprises, associations, collectivités territoriales, etc.), a pour objectif de devenir un Groupement d'intérêt public d'ici la fin de l'année 2023.

N°MD2023-383 - 28/03/23 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un avenant n°1 à la convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques très haut débit entre Montpellier Méditerranée Métropole et CROUS de Montpellier - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre Montpellier Méditerranée Métropole et le CROUS, de l'avenant n°1 à la convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques très haut débit afin de mettre en application les nouveaux tarifs de location (soit 2,55 € HT/m la fibre au lieu de 2.44 € HT/m).

N°MD2023-384 - 30/03/23 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête en référé expertise n°2300988-8 et Requête en indemnisation n°2301270-4 - NAIT KHOUYA"

Objet : Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Tribunal Administratif de Montpellier, confiée à Maître Gonzague PHELIP, suite aux dépôts de la requête en référé expertise n°2300988-8 et la requête en indemnisation n°2301270-4 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur NAIT KHOUYA consécutivement à une chute en scooter dont il a été victime avenue Guilhem de Poitiers à Montpellier, le 14/04/2021.

N°MD2023-385 - 12/04/23 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition d'un local commercial de 91 m², lot 867 de la copropriété du Triangle, parcelle cadastrée HM 487 - Montpellier - Approbation

Objet : Il s'agit d'approuver l'acquisition d'un local commercial de 91 m² situé dans le centre commercial Triangle bas au prix de 157 430 € dans le cadre du grand projet d'aménagement de la ZAC Ricardo Bofill.

N°MD2023-388 - 06/04/23 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à une Mission d'affaires vin à Sernancelhe (Portugal) du 14 au 17 avril 2023 - Autorisation et Financement de la mission

Objet : Il s'agit d'approuver l'organisation d'une mission d'affaires filière vin à Sernancelhe (Portugal) ville jumelle de Jacou, du 14/04 17/04/2023 ainsi que la participation de 3 présidents d'appellations métropolitaines qui vont faire découvrir au public les gammes et les propriétés de leurs appellations, d'un(e) élu(e) et d'un(e) technicien(ne) et en approuvant la prise en charge financière sur la base des frais réels, estimée à 3 500 €. La partie restauration et hébergement étant prise gracieusement en charge par la Ville de Sernancelhe.

N°MD2023-390 - 17/04/23 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à 18 conventions d'occupation au sein de l'hôtel d'entreprises Cap Omega

Objet : Il s'agit d'une décision regroupant des conventions d'occupation du domaine public conclue avec 18 sociétés pour des surfaces locatives au sein de l'hôtel d'entreprises CAP OMEGA et pour une période de 36 mois, à compter du 01/04/2023 et jusqu'au 31/03/2026. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par chaque société sera appliquée proportionnellement à la surface occupée.

N°MD2023-392 - 30/03/23 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative au renouvellement de l'adhésion au Club des Utilisateurs de SEDIT Marianne - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole au CUSMA pour un montant de 900 € pour l'année 2023.

N°MD2023-394 - 29/03/23 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition du lot n°854 ayant pour assiette foncière les parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, sises 2 rue de l'Escoutadou, à Montpellier pour la réalisation de la ligne 5 du Tramway - Autorisation de signature

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert le lot 854 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées 2, rue de L'Escoutadou et 2 223, boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, propriété de la BEG'IMMO, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 5 160 €.

N°MD2023-395 - 29/03/23 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition des lots n°840-841-842 et 843 ayant pour assiette foncière les parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, sises 2 rue de l'Escoutadou, à Montpellier pour la réalisation de la ligne 5 du Tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert les lots 840-841-842 et 843 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, propriété de la SC REMCO, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway pour un montant total de 20 190€.

N°MD2023-398 - 17/04/23 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à 13 conventions d'occupation au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

Objet : Il s'agit d'une décision regroupant des conventions d'occupation du domaine public conclues avec 13 sociétés pour des surfaces locatives au sein de la pépinière d'entreprises CAP ALPHA et pour une période débutant le 01/04/2023. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par chaque société sera appliquée proportionnellement à la surface occupée et à l'antériorité, conformément au tarif approuvé par délibération.

N°MD2023-399 - 30/03/23 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice " Requête n°2301084-5 TA - SNC POLYGONE II"

Objet : Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier, confiée au CABINET D'AVOCATS ACOCE, à la suite du dépôt de la requête n°2301084-5 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par la SNC POLYGONE II contre la décision implicite de rejet de la demande de réouverture de l'Avenue Albert-Dubout et de la rue Léon Blum sises à Montpellier.

N°MD2023-400 - 30/03/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à un avenant n°2 du marché M2C0005DC Marché de partenariat culturel à l'occasion du festival "I LOVE TECHNO" - Autorisation de signature

Objet : Un avenant n°2 au marché n° M2C0005DC est signé avec l'entreprise LIVE NATION FRANCE, sise à Paris (75), pour prendre en compte les modifications de la décomposition des prix globale forfaitaire, à l'occasion du Festival « I LOVE TECHNO », qui se tiendra du 07/04/2023 AU 09/04/2023. Le montant de l'avenant n°2 est de 753,88 € HT, portant le nouveau montant du marché à 79 853,88 € HT.

N°MD2023-401 - 17/04/23 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative au renouvellement de l'adhésion 2023 à l'association des villes et collectivités pour les communications électroniques et l'audiovisuel (AVICCA) - Autorisation

Objet : Il s'agit de renouveler l'adhésion à l'association AVICCA pour l'année 2023, pour un montant de 7 510 €.

N°MD2023-402 - 20/04/23 - Direction des Finances

Décision relative à un avenant au marché n°M1C0016DF - Mise en place d'une notation financière pour Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°1 du marché n°M1C0016DF – Mise en place d'une notation financière pour Montpellier Méditerranée Métropole. Cet avenant vise à adapter le marché à la réglementation propre aux agences de notation Cet avenant est sans incidence sur le montant du marché public, et l'ensemble des autres clauses restent inchangées.

N°MD2023-403 - 30/03/23 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision relative à un avenant n°2 au marché n°5043SG18 "Prestations d'organisation de séjours, acquisition de titres de transport, hébergement hôtelier et prestations annexes" - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'avenant n°2 de prolongation de la durée de l'accord-cadre sans incidence financière, lequel stipule une prolongation de :

- 2 mois pour le lot 1 « déplacements sur le territoire national » conclu avec IDSUD et le lot 2 « déplacements à l'étranger » conclu avec IDSUD ;
- 6 mois pour le lot 3 « accueil de délégations, intervenants et personnalités extérieures » conclu avec MONDIAL EVASION.

N°MD2023-404 - 30/03/23 - Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux

Décision relative à la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) dite ' Camping d'Estelle ' avec la société ' GGL GROUPE ' sur la Commune de Pérols - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de la convention de PUP conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société GGL GROUPE relative à une opération d'aménagement de camping sur la commune de Pérols.

N°MD2023-405 - 30/03/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à l'attribution d'un marché n° M3B0030DC pour le nettoyage du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Objet : Cette décision vise à attribuer le marché n° M3B0030DC pour le nettoyage du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole:

- Pour les lots 1 et 11, à l'entreprise LITTORAL SERVICE sise à Sète, pour un montant forfaitaire de 35 006,06 € HT pour le lot 1 et 1 251,88 € HT pour le lot 11 ;
- Pour les lots 2 et 6 à l'entreprise ATALIAN PROPRETE sise à Paris, pour un montant de 4 600,48 € HT pour le lot 2 et 3 671,24 € pour le lot 6 ;
- Pour les lots 3 et 8 à l'entreprise SONEPRO sise à Marseille, pour un montant de 4 668,82 € HT pour le lot 3 et 5 301,15 € HT pour le lot 8 ;
- Pour les lots 4 et 9 à l'entreprise HEXANET sise à Marseille, pour un montant de 5 137,24 € HT pour le lot 4 et 1 684,05 € HT pour le lot 9 ;
- Pour le lot 7 à l'entreprise SUD SERVICES sise à Castelnau-le-Lez pour un montant de 5 628 € HT ;
- Pour le lot 10 à l'entreprise MMH sise à Vendargues, pour un montant de 1 730,26 € HT ;
- Pour le lot 12 à l'entreprise ALPIROC sise à Montpellier, pour un montant de 11 069,50 € HT ;

Le marché prend effet à compter de sa date de notification pour une durée de 2 mois.

N°MD2023-407 - 07/04/23 - Direction des parcours professionnels et des compétences

Décision relative à un avenant n°1 à l'accord-cadre N°G2B0049RH "Prestations de formations bureautiques" - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°1 transactionnel au marché N°G2B0049RH, "prestations de formations bureautiques", avec l'entreprise ENI SERVICE. Cet avenant fait suite à une erreur matérielle sur le CCAP.

N°MD2023-409 - 17/04/23 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à une convention d'occupation du domaine public pour l'occupation de locaux par la société AQUATECH INNOVATION au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, avec la société AQUATECH INNOVATION, d'une convention d'occupation du domaine public pour une surface locative au sein de la pépinière CAP ALPHA et pour une période de 36 mois à compter du 01/04/2023 et jusqu'au 31/03/2026. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 94,70 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 457,40 €.

N°MD2023-410 - 13/04/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole (musée Fabre) et la compagnie PulX - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de la convention de partenariat entre l'association PULX et le musée Fabre, entraînant un coût de 1 000 €. La convention fixe les modalités de partenariat entre le musée Fabre et PULX afin de mettre en place une action artistique au musée (création d'une vidéo-danse participative)

N°MD2023-414 - 13/04/23 - Direction Déléguée Ressources Réglementation de l'Espace Public (PEPs)

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°M9D0091AT de nettoyage de l'espace public métropolitain des communes de Castelnau-le-Lez, Lattes et Pérols - Lots 1 à 5 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 aux lots 1 à 5 du marché n°M9D0091AT de nettoyage de l'espace public métropolitain des communes de Castelnau-le-Lez, Lattes et Pérols. Il a pour objet d'acter la prolongation de la durée d'un mois pour les 5 lots du marché et l'augmentation de 2,78% du montant initial sur le prix global et forfaitaire initial de chaque lot (soit un total de 5 149 116,81 € HT).

N°MD2023-415 - 13/04/23 - Direction de l'Administration des Ressources Humaines

Décision relative à la mise à disposition d'un agent Métropole auprès de l'association M 28 - Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser la mise à disposition de Nathalie GANDREAU auprès de l'association MONTPELLIER CAPITALE EUROPEENNE DE LA CULTURE 2023 à 5% du 01/01/2023 au 30/04/2023.

N°MD2023-416 - 17/04/23 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à l'avenant n°2 à la convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques très haut débit entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Université de Montpellier - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre Montpellier Méditerranée Métropole et L'UNIVERSITE DE MONTPELLIER, de l'avenant n°2 à la convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques très haut débit. Il a pour objet de mettre en application les nouveaux tarifs de location (soit 2,55 € HT/m la fibre au lieu de 2,44 € HT/m).

N°MD2023-418 - 17/04/23 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à 7 conventions d'occupation au sein de l'hôtel d'entreprises MIBI

Objet : Il s'agit d'une décision regroupant des conventions d'occupation du domaine public conclues avec 7 sociétés pour des surfaces locatives au sein de l'hôtel d'entreprises MIBI et pour une période de 36 mois, à compter du 01/04/2023 et jusqu'au 31/03/2026. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par chaque société sera appliquée proportionnellement à la surface occupée.

N°MD2023-421 - 17/04/23 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à 9 conventions d'occupation au sein de la pépinière d'entreprises La Halle de l'Innovation - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'une décision regroupant des conventions d'occupation du domaine public conclues avec 9 sociétés pour des surfaces locatives au sein de la pépinière d'entreprises la halle de l'innovation et pour une période de 36 mois, à compter du 01/04/2023 et jusqu'au 31/03/2026. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par chaque société sera appliquée proportionnellement à la surface occupée.

N°MD2023-425 - 07/04/23 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété PEREZ - 13/16ème du terrain d'assiette d'un entrepôt - Parcelle BC 8 - 350 route de Nîmes - Commune de Le Crès

Objet : Il s'agit d'une préemption à l'occasion de la vente par Monsieur PEREZ, des 13/16ème indivis du terrain d'assiette d'un immeuble à usage d'activités de distribution CHRONODRIVE édifié au terme d'un bail à construction, situé 350 route de Nîmes, cadastré section BC 8, au prix de 1 300 000 €. L'acquisition de ce bien est nécessaire afin de réaliser le projet de requalification de la RM 613 afin d'accueillir le Bustram.

N°MD2023-427 - 07/04/23 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à un avenant n°1 de la convention d'occupation temporaire d'un terrain situé sur la commune de Montpellier, cadastré section RA n°1, au profit du Grand Cirque Royal 100% Humain - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 de la convention d'occupation temporaire du domaine privé au bénéfice de la société SAS VOLTIGE PRODUCTION, pour l'occupation de la parcelle située à Montpellier, cadastrée section RA n° 1, d'une contenance de 9 888 m², pour la période du 02/05/2023 au 08/05/2023 inclus. Convention consentie et acceptée moyennant le versement d'un loyer de 40 €/jour soit pour 7 jours un loyer de 280 €.

N°MD2023-429 - 17/04/23 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant n°2 autorisant l'extension de surface par la société AIRGAIA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°2, pour l'extension de la surface d'activité de la société AIRGAIA pour une période de 4 mois à compter du 01/04/2023 et jusqu'au 31/07/2023 et pour une redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 111 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha d'un montant de 638,25 €.

N°MD2023-430 - 30/03/23 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice - Requête n°2301080-5 TA - Joanna DEPECKER

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au CABINET D'AVOCATS ACOCE à la suite du dépôt de la requête n°2301080-5 près le Tribunal Administratif de Montpellier par Madame DEPECKER contre la délibération de Montpellier Méditerranée Métropole du 26/07/2022 instaurant un péage au tunnel de la Comédie à Montpellier.

N°MD2023-431 - 30/03/23 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2301532-1 TA - Société Saint André"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au CABINET D'AVOCATS CGCB ET ASSOCIES à la suite du dépôt de la requête n°2301532-1 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par la Société SAINT ANDRE contre la décision tacite du 22/01/2023 par laquelle le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a refusé d'inscrire à l'ordre du jour du Conseil Métropolitain l'abrogation partielle du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cournonterral.

N°MD2023-432 - 30/03/23 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice " Requête n°2301574-1 TA - Société Foncière de l'Ouest"

Objet : Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier, confiée au cabinet d'avocats CGCB ET ASSOCIES, suite au dépôt de la requête n°2301574-1 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par la Société FONCIERE DE L'OUEST contre la décision tacite du 22/01/2023 par laquelle le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a refusé d'inscrire à l'ordre du jour du Conseil Métropolitain l'abrogation partielle du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cournonterral.

N°MD2023-433 - 14/04/23 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2301604-1 - SCI SUD IMMO"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au cabinet d'Avocats CGCB ET ASSOCIES site au dépôt de la requête n°2301604-1 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par la SCI SUD IMMO contre la décision tacite du 22/01/2023 par laquelle le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a refusé d'inscrire à l'ordre du jour du Conseil Métropolitain l'abrogation partielle du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cournonterral.

N°MD2023-434 - 07/04/23 - Direction des relations institutionnelles et de l'évènementiel

Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'association Cités Unies France- Année 2023 - Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à renouveler son adhésion à l'association CITES UNIES FRANCE (CUF) pour l'année 2023 et pour un montant de 14 824 €.

N°MD2023-435 - 07/04/23 - Mission Espaces Publics

Décision relative à un marché subséquent à l'accord-cadre de maîtrise d'œuvre des espaces publics Comédie - Esplanade - Triangle - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché subséquent N°13 à l'accord-cadre de maîtrise d'œuvre des espaces publics Comédie - Esplanade - Triangle à Montpellier au groupement TER/TECTA-SISMO-PER-ZEFCO-ON, sis à Montpellier. Il concerne des prestations d'ordonnancement, de coordination et de pilotage des travaux d'aménagement paysager sur la place de la Comédie, l'Esplanade et le Jardin Du Champ de Mars pour un montant de 125 662,95 € HT. Ce marché est conclu pour une durée de 34 mois à compter de la date fixée par ordre de service.

N°MD2023-438 - 17/04/23 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un avenant n°1 à la convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques très haut débit entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Rectorat de Région Académique Occitanie - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre Montpellier Méditerranée Métropole et le rectorat, de l'avenant n°1 à la convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques très haut débit. Il s'agit de mettre en application les nouveaux tarifs de location (soit 2,55 € HT/m la fibre au lieu de 2,44 € HT/m).

N°MD2023-441 - 06/04/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la COPEAM pour l'organisation de l'événement "30e Conférence annuelle de la COPEAM 2023"

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la COPEAM, d'une convention de partenariat pour la mise à disposition du Musée Fabre et le gardiennage du cocktail du 26/04/2023 dans le cadre de la 30e Conférence Annuelle de la COPEAM 2023, organisée du 26/04/2023 au 28/04/2023 et ayant pour thématique "les Cultures digitales et nouveaux langages audiovisuels". La valorisation des prises en charge de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 4 800 € TTC environ.

N°MD2023-443 - 07/04/23 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de la parcelle BL 334 - PRADIM - Commune du Crès

Objet : Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à acquérir, à 1 € symbolique, de la parcelle BL 334 sur la commune de le Crès, aménagée et ouverte à la circulation auprès du Groupe PRADIM propriétaire de la parcelle.

N°MD2023-444 - 14/04/23 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées BT n° 262 situées lieu-dit Lauriol et BW n°149 située lieu-dit Le Fesquet à Clapiers pour la réalisation de la ligne 5 du Tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 262 m² du bien immobilier sis Lauriol à Clapiers, cadastré section BT n°262 et une emprise de 4 764 m² du bien immobilier sis Le Fesquet à Clapiers, cadastré section BW n°149, appartenant à SAS HECTARE, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway pour un montant total de 22 925 €.

N°MD2023-445 - 14/04/23 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition du lot 25 sur l'assiette de la copropriété du 3 avenue Georges Clemenceau, parcelle cadastrée EV 282, et les lots 12 et 14 sur l'assiette de la copropriété de la parcelle EV 281 situées 3, avenue Georges Clemenceau à MONTPELLIER, à Montpellier pour la réalisation de la ligne 5 du Tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert le lot 25 sur l'assiette de la copropriété du 3 avenue Georges Clemenceau, parcelle cadastrée EV 282, et les lots 12 et 14 sur l'assiette de la copropriété de la parcelle EV 281 située 3, avenue Georges Clemenceau à Montpellier, propriété de Monsieur et Madame PASSET, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway pour un montant total de 22 066,33 €.

N°MD2023-446 - 14/04/23 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition de la parcelle AS n°337 sise 1919 route de Mende à Montpellier, pour la réalisation de la ligne 5 du Tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert la parcelle AS n°337, sise 1919 route de Mende à Montpellier, propriété de l'Etat français, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway pour un montant de 24 100 €.

N°MD2023-447 - 14/04/23 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition du lot 18, sur l'assiette de copropriétés EV282 et des 1/32eme du lot 12 sur l'assiette de copropriété de la parcelle EV 281, 3 avenue Georges Clemenceau à Montpellier, pour la réalisation de la ligne 5 du Tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert le lot 18 sur l'assiette de la copropriété du 3 avenue Georges Clemenceau, parcelle cadastrée EV 282, située 3, avenue Georges Clemenceau à Montpellier, et les 1/32^{ème} du lot 12 sur l'assiette de la copropriété de la parcelle EV 281, parcelle cadastrée EV 281, située 3, avenue Georges Clemenceau à Montpellier, propriété de Madame BRUNNER, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway pour un montant total de 22 066,33 €.

N°MD2023-450 - 06/04/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition du Studio 2 - Hangar Théâtre par l'ENSAD à Montpellier Méditerranée Métropole du 12 au 14 mai 2023 à l'occasion de la Comédie du Livre - 10 jours en mai - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de la convention de mise à disposition du Studio 2 - Hangar Théâtre par l'ENSAD du 12/05/2023 au 14/05/2023, dans le cadre de la Comédie du Livre, pour accueillir deux lectures-performance de Sébastien JOANNIEZ le 12/05 et deux lectures le 14/05: une de Christian PRIGENT et Vanda BENES et une deuxième d'Olivier CADIOT. Cette mise à disposition est consentie gracieusement.

N°MD2023-451 - 17/04/23 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la SCI AMPERE IMMO dans le Quartier Eurêka à Castelnau-le-Lez

Objet : Il s'agit d'agréer la candidature de la société AMPERE IMMO en vue de l'acquisition du lot 10A1 de 1 785 m² dans le Quartier Eurêka pour la construction d'un programme mixte de bureaux et entrepôts. L'utilisateur final sera la société ERNEO pour la conception et la fabrication de moteurs électriques. La société prévoit un effectif 16 emplois à 3 ans.

N°MD2023-453 - 12/04/23 - Direction Déléguée Ressources Réglementation de l'Espace Public (PEPs)

Décision relative aux avenants au marché n°M9D0084AT d'entretien et d'aménagement des espaces verts métropolitains - Lots 1, 2 et 3 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature des avenants n°2 aux lots 1 et 2 du marché M9D0084AT d'entretien et d'aménagement des espaces verts de Montpellier Méditerranée Métropole avec les entreprises SARIVIERE et CIEL VERT; et des avenants n°3 aux lots 1 et 2 du marché M9D0084AT d'entretien et d'aménagement des espaces verts de Montpellier Méditerranée Métropole avec l'entreprise SERPE. Ils ont pour objet de prolonger la durée du marché jusqu'au 31/12/2023 afin d'assurer une continuité de service public dans la mesure où la durée maximale de 4 ans n'est pas atteinte. Avenants sans incidence financière.

N°MD2023-454 - 12/04/23 - Direction Déléguée Ressources Réglementation de l'Espace Public (PEPs)

Décision relative au marché subséquent n°M2D0149PP - Réfection de la piste cyclable entre le Bd P. Lamour et la RM613 à Castelnau-le-Lez - Attribution - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché subséquent n°M2D0149PP – Réfection de la piste cyclable entre le Bd P. Lamour et la RM613 à Castelnau le Lez, au groupement BRAULT MTP / BRAULT TP, sis à Vendargues, pour un montant de 228 411 € HT (TF : 101 686 € HT – TO1 : 126 725 € HT) et pour une durée globale de 16 semaines, la période de préparation de 30 jours calendaires pour chacune des tranches est non comprise.

N°MD2023-460 - 14/04/23 - Direction Innovation Politiques Contractuelles Système d'Information Géographique

Décision relative à l'acceptation d'un don en numéraire pour la Métropole - Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre Montpellier Méditerranée Métropole et la FONDATION NEXITY, d'une convention de mécénat pour un don en numéraire au bénéfice du musée Fabre qui accueille en avril des jeunes en insertion sociale pour découvrir les métiers de la culture et échanger avec des collaborateurs en poste. Le don est accordé par la FONDATION NEXITY.

N°MD2023-463 - 17/04/23 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un avenant n°1 à la convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques très haut débit entre Montpellier Méditerranée Métropole et Ielo Liazio - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre Montpellier Méditerranée Métropole et IELO LIAZO, de l'avenant n°1 à la convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques très haut débit afin de mettre en application les nouveaux tarifs de location (soit 105 € HT/mois au lieu de 100 € HT/mois pour une demie-baie au NRO).

N°MD2023-471 - 13/04/23 - Direction des Mobilités

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public LE RANCH - 5ème ligne de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole accorde une 2ème indemnisation à l'EURL MARTY, exploitant un commerce de restauration sous l'enseigne LE RANCH, au titre du préjudice économique subi, généré par le chantier de réalisation de la ligne 5 de tramway de Montpellier Méditerranée Métropole. Le montant de l'indemnisation est fixé à 91 100 € du 01/11/2021 au 31/10/2022, correspondant à la perte de marge brute, conformément à l'évaluation de la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 17/03/2023.

N°MD2023-472 - 13/04/23 - Direction des Mobilités

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public AUX PETITS PAINS DORES - 5ème ligne de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole accorde une 2ème indemnisation AUX PETITS PAINS DORES exploitant un commerce de boulangerie, au titre du préjudice économique subi, généré par le chantier de réalisation de la ligne 5 de tramway. Le montant de l'indemnisation est fixé à 22 814 € du 01/03/2022 au 31/12/2022, correspondant à la perte de marge brute, conformément à l'évaluation de la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 17/03/2023.

N°MD2023-473 - 13/04/23 - Direction des Mobilités

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public ARG - 5ème ligne de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole accorde une 1ère indemnisation à la SASU ARG exploitant un commerce de librairie, au titre du préjudice économique subi, généré par le chantier de réalisation de la ligne 5 de tramway de Montpellier Méditerranée Métropole. Le montant de l'indemnisation est fixé à 4 359 € du 01/09/2022 au 31/12/2022, correspondant à la perte de marge brute, conformément à l'évaluation de la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 17/03/2023.

N°MD2023-474 - 13/04/23 - Direction des Mobilités

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public ADA - 5ème ligne de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole accorde une 1ère indemnisation à la SASU GREGLOC exploitant un commerce de location de véhicules sous l'enseigne ADA, au titre du préjudice économique subi, généré par le chantier de réalisation de la ligne 5 de Tramway de Montpellier Méditerranée Métropole. Le montant de l'indemnisation est fixé à 36 955 € du 01/07/2022 au 30/11/2022, correspondant à la perte de marge brute, conformément à l'évaluation de la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 17/03/2023.

N°MD2023-475 - 19/04/23 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à la coopération avec le Conseil Départemental de Rufisque - Dépôt de dossier de candidature "AAP Fonds Conjoint Franco-sénégalais" financé par le Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit de prolonger les actions communes le Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères (MEAE), Montpellier Méditerranée Métropole et ses partenaires en faveur des systèmes alimentaires durables des collectivités en répondant à l'appel à projets du fond conjoint France-Sénégal 2023 lancé par le Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères.

N°MD2023-486 - 19/04/23 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à des demandes de financements publics - Plateforme clause sociale - Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à déposer les demandes auprès de l'ensemble des financeurs publics susceptibles d'apporter une aide sous la forme de partenariats et/ou de subventions (notamment le Fonds Social Européen : FSE+) et de valider le plan de financement prévisionnel pour les années 2022 et 2023.

N°MD2023-501 - 14/04/23 - Direction Innovation Politiques Contractuelles Système d'Information Géographique

Décision relative au projet de coopération décentralisée à Fatick - Missions d'expertise - Sénégal - Approbation - Autorisation de prise en charge

Objet : Il s'agit d'autoriser la mission au Sénégal pour la fin de l'étude de faisabilité sur la valorisation des ressources issues de l'assainissement de Fatick pour son agriculture et le lancement de la deuxième phase de coopération décentralisée. La prise en charge financière de cette mission au Sénégal est estimée à 8 000 € sur la base des frais réels.

N°MD2023-520 - 20/04/23 - Direction Déléguée Ressources Réglementation de l'Espace Public (PEPs)

Décision relative aux avenants n°1 au marché M9D0091AT de nettoyage de l'espace public métropolitain des communes de Castelnau le Lez, Lattes et Pérols - Autorisation de signature - Modification

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature des avenants modifiés au marché M9D0091AT de nettoyage des espaces publics métropolitains des communes de Castelnau-le-Lez, Lattes et Pérols à la suite d'erreurs matérielles dans la décision n°2023-414 (durée et montant des avenants erronés) :

- Lot 1 « Castelnau-le-Lez » avec l'entreprise SMN : prolongation du marché d'une durée de 1 mois et 2 jours pour un montant de 103 281,07 € HT portant le nouveau montant du marché à 3 589 017,07 € HT, soit 2,96 % d'augmentation ;
- Lot 2 « Pérols – Centre-ville », avec l'entreprise OCEAN : prolongation du marché d'une durée d'un mois et 6 jours pour un montant de 27 995,63 € HT portant le nouveau montant du marché à 867 864,48 € HT, soit 3,33 % d'augmentation ;
- Lot 3 « Lattes – Divers secteurs », avec l'entreprise ROCHEBLAVE : prolongation du marché d'une durée d'un mois et 2 jours pour un montant de 9 340,80 € HT portant le nouveau montant du marché à 324 592,80 HT, soit 2,96 % d'augmentation ;
- Lot 4 « Lattes – Marché dominical », avec l'entreprise OCEAN : prolongation du marché d'une durée d'un mois et 6 jours pour un montant de 3 197,32 € HT portant le nouveau montant du marché à 99 117,04 € HT, soit 3,33 % d'augmentation ;
- Lot 5 « Voirie ex-communautaire », avec l'entreprise OCEAN, prolongation du marché d'une durée d'un mois et 6 jours pour un montant de 11 316,71 € HT portant le nouveau montant du marché à 350 817,95 € HT, soit 3,33 % d'augmentation.